LES SAVOIRS

DANS LES PROCESSUS DE

TRANSFORMATIONS SOCIALES

ENTRETIENS DIALOGUÉS

Crédit photo: Ilan Ginzburg www.murblanc.org

INDEX

Introduction		p4
1- David Bodinier	Association Planning	p9
2- Christophe Chigot	Centre de Recherche, d'Étude, de Formation à l'Animation et au Développement - CREFAD Lyon	p14
3- Clive	La Baf	p27
4- Benjamin Cohadon,	Cenre de santé communautaire en chantier	p33
5- Claske Dijkema et Karine Gatelier	Association Modus Operandi	p41
6- Sergi Escribano-Ruiz	Chaire Terre Citoyenne - Valencia	p47
7- Antoine Gonthier	Alliance Citoyenne de Grenoble	p53
8- Claudia Gonzalez	Université Colegio Mayor de Antioquia - Colombie	p63
9- Kirsten Koop	Groupe de Recherche « Frontières, Altérité, Marges, Mondialisations » - FAMM, et Institut de Géographie Alpine - IGA	p69
10- Pauline Lachappelle	Conférencière gesticulante	p73
11- Nicolas Lepin et Gaspard Heysch	Contrevent	p80
11- Isabelle Mahy	Centre de recherche sur les innovations sociales - CRISES	p85
12- Glen Millot	Fondation Sciences Citoyennes	p94
13- Benjamin Vial	Observatoire des non-recours aux droits et services - ODENORE	p100
14- Pierre Vuarin	Université Internationale Terre Citoyenne - UiTC	p110
15- Philippe Warin	Observatoire des non-recours aux droits et services - ODENORE	p120

Introduction

Dans le but de construire un état des lieux des pratiques d'éducation populaire, de recherche, de formation au service de processus de transformations sociales (à Grenoble), nous avons réalisé des entretiens avec des acteurs que nous visions pour les rencontres d'automne sur les savoirs dans les processus de transformations sociales.

Méthodologie

Entre entretien dialogué et enquête conscientisante.
→ analyse des pratiques par la compréhension de l'action (les réussites, les problèmes rencontrés) sous différents aspects/points de vue (économiques, organisationnels, pédagogiques, politiques, …), évolution / solutions possibles.

Enquêtés et enquêteurs

L'ensemble des acteurs mobilisant des savoirs au service de processus de transformations sociales à Grenoble, éventuellement certains pertinentes ailleurs pour s'inspirer :

Structure	Modes d'action	Enquêteur
Alliance citoyenne	Community organising	Nicolas
Scop l'Orage	Formations, EPP	Claske
Scop Le Pavé	Formations, EPP	Gaspard
Les gesticulants	Conférences gesticulées	Nicolas
Contrevent - Adreca	Recherche-action participative, science shop	-
Planning	Ateliers populaires d'Urbanisme, RAP	Claske
CREFAD	Entraînement Mental	Nicolas
Mme Rutabaga	Pédagogie sociale	Gaspard
Centre de santé	Action-recherche	Nicolas
Les Fées Rosses	Le théâtre-déclencheur	Claske
Modus Operandi	Formation / RAP	
Le Cortecs	Formation à la zététique	Gaspard
Baf	Alternative – autogestion	Karine
Odenore	Chercheurs - labo	Karine

FAMM, IGA	Chercheurs - labo	Claske
Chaire Terre Citoyenne – Université Polytechique Valencia	Chaire	Claske
CRISES	Savoirs partagés – Processus U, recherche partenariale	Claske
UITC	Formation des leaders sociaux	Nicolas
Université de Medellin, Colombie	Recherche formatrice	Nathalie

Introduction à l'enquête

Dans nos organisations, nous travaillons d'une manière ou d'une autre sur les savoirs (par l'enseignement, la recherche, l'accompagnement, la formation) au service (on l'espère) des changements sociaux. Nous-mêmes concerné-e-s par les enjeux autour des questions de savoirs et de transformations sociales, et traversé-e-s par des contradictions, nous organisons ces rencontres pour essayer d'analyser les pratiques (les nôtres, et celles qui nous inspirent) en vue de les renforcer.

Pourquoi une enquête en amont ?

Pour que ce travail soit utile au plus grand nombre et serve à l'action, nous avons décidé d'enquêter en amont sur les problèmes, contradictions et trouvailles des acteurs et actrices concernés. Pour construire cette enquête collective, nous avons observé et analysé nos propres pratiques et en avons déduit certains aspects entremêlés, parfois contradictoires : le financement, les pratiques pédagogiques, les fractures sociales, les représentations des autres acteurs, les stratégies de transformation, … Ces aspects, nous en avons fait des questions, à poser aux autres personnes et organisations que nous pensons concernées.

Nous nous sommes appuyés sur les entretiens réalisés pour affiner le programme et l'animation des rencontres. Les Rencontres d'Automne sont un point final (d'étape?) de ce processus. Nous construirons des fiches pour mettre en lumière certaines expériences intéressantes, qui seront disponibles sur le site de l'UITC (avec l'accord des organisations concernées bien entendu).

Comment est faite l'enquête ?

On a préparé des questions, pour guider les entretiens. Les questions ne sont pas neutres, il y a certains pré-supposés ou hypothèses derrière, issus de nos réflexions. L'idée n'était pas de rechercher une vision objective de ce que les personnes interviewées font, mais plutôt de comprendre, à partir de leur expérience, certains problèmes et leviers dans les actions de transformation sociale.
Dans les entretiens nous avons parlé : des structures // des actions // des savoirs // des publics et postures // du travail en mixité de classe // du financement // des rencontres.

L'enquête

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

- Fiche signalétique de votre structure (la préparer à l'avance pour gagner du temps : composition de l'équipe, statut, …)
- Peux-tu me raconter une journée de travail ?
- Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

- Est-ce que vous parlez de *transformations ou de changements* dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?
- Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
- Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

- Est-ce que vous travaillez sur les *savoirs* dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention : formation, accompagnement, co-formation, recherche, … ?
- Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention où tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe (apprentissage d'une méthode, recherche d'informations, travail des asymétries, besoins de connaissances, apprentissage d'un savoir-faire, …). En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? Quel effet sur toi ?
- As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?

Sur les publics, les postures et les représentations

- Avec qui travaillez-vous ?
- Parmi les acteurs suivants, tu n'en n'as pas cité certains (les citer). Pourquoi ? (demander si besoin des expériences qui se sont mal passées).
  - universitaires – chercheurs et étudiants
  - personnes en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires
  - acteurs publics – élus et techniciens
  - bailleurs de la transformation sociale, des sciences citoyennes, de l'éducation populaire
  - professionnels de l'éducation populaire / de la transformation sociale
  - militants associatifs

- Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre *posture* dans ta structure ? Quelle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?
- Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

- Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
- Peux-tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?
- Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?

Sur le financement et ton statut

- Comment est financée votre activité ?
- Est-ce que votre statut (professionnel, bénévole, …) vous a déjà empêché d'agir / mis mal à l'aise vis-à-vis de vos publics ?
- Racontez une expérience ou vous avez du modifier / ne pas faire une intervention pour des raisons de financement.
- Selon toi, que faudrait-il changer ?

Priorisation

- Parmi les pistes sur lesquelles agir que nous avons évoquées (financement, travail sur les méthodes, les postures, avec d'autres acteurs, ...), par où faudrait-il commencer ?

David Bodinier
Association Planning
7 octobre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

L'association Planning apporte une approche méthodologique aux différentes actions dans lesquelles elle s'implique. Réalisations :

- Ateliers Populaires d'Urbanisme (Planning + Villeneuve Debout + Collectif anti-démolition du 50).
- Projets conversations.
- Autres.

Projets Conversations

Au cours de l'année 2014/2015, Planning souhaite ouvrir un nouvel espace de discussion et de recherche tous les vendredi. Il s'agit de continuer à chercher des formes nouvelles d'engagement et d'action pour améliorer le quotidien. Éloigné des approches « hors sol » et institutionnelles, l'objectif est d'être proche du terrain, des gens, de la vie.
Il s'agit d'un espace libre où chacun peut venir avec son histoire, ses réflexions, ses propositions. Chacun peut contribuer à sa manière : un simple regard, une conversation, des rencontres régulières, des actions... L'idée des CONVERSATIONS est de réfléchir au potentiel que représentent les logements, les coursives, le parc et la galerie. Nous aurons des conversations sur la culture populaire à la Villeneuve, l'économie, l'environnement, l'architecture...
Nous parlerons du projet pédagogique initial et du projet éducatif d'aujourd'hui. En clair, nous irons puiser dans la riche histoire de la Villeneuve les germes du futur. Cet espace est organisé en deux temps :
-de 9h30 à 12h, lecture des textes, nous regarderons des images ou des extraits de films, nous écouterons des témoignages. Nous ouvrirons des conversations sur ce que nous avons vu et entendu. Enfin, nous proposerons un « montage » à partir de l'ensemble des matériaux
-de 12h15 à 13h30, temps de restitution de notre « montage » dans un lieu précis : dans une coursive, un appartement, l'espace public, une salle d'université ou de spectacle. Cette restitution sera suivie d'une courte discussion avec l'ensemble des participants.
Ces conversations rentreront en résonance avec d'autres temps forts : les ateliers populaires d'urbanisme, les assemblées, les ateliers de rue ou encore l'université populaire en cours d'élaboration. Les restitutions seront susceptibles d'être enregistrées et feront l'objet d'une publication sous une forme qu'il reste à définir (livre, radio...).

Quelles sont vos sources d'inspiration, par quelles idées est nourri votre travail ?

Planning est une prolongation de l'expérience de ECHO qui est devenue l'Alliance

Citoyenne, qui s'est beaucoup inspirée du travail de Saul Alinsky et plus généralement de L'École de sociologie urbaine de Chicago avec son approche de pragmatisme américain et liée à ça les méthodes de l'observation participante décrites par exemple par William Foot Whyte. Nous avons retenu de ces méthodes l'importance de l'immersion, dont l'objectif et de rentrer en contact et en relation avec d'autres pour faire une organisation sociale.
Mais nous avons observé à travers notre expérience, que cette méthode d'immersion inspirée d'Alinsky a aussi ses limites et qu'il faut les compléter par d'autres méthodes, comme par exemple le *advocacy planning* de Davidoff qui consiste à organiser la planification à partir des groupes subalternes. Son travail de planification, en tant que défenseur, portait exclusivement sur les communautés minoritaires et à faible revenu[1].
Au niveau des pratiques, il faudra aussi croiser ces approches avec d'autres groupes comme le Centre d'Étude, de Recherche et de Formation Institutionnelles (CERFI) avec des personnes comme Félix Guattari et Anne Querrien. Ils attirent l'attention sur l'utilisation de notre corps et de la parole comme moyens pour créer de l'espace public.
Un autre exemple de quelqu'un qui est arrivé à ces méthodes est Michel Anselme, à Marseille, à travers son expérience avec le Petit séminaire. Et enfin, il y a aussi l'École de Lyon avec une personne comme Isaac Joseph (http://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2004-2-page-3.htm).

Du bruit à la parole : la scène politique des cités
par Michel Anselme
Ed. de l'Aube, 2000 - 277 pages

« Michel Anselme fut l'un des pionniers de la politique de la ville en France. Dès la fin des années soixante-dix, à la demande du maire de Marseille et de l'Office public d'HLM, il dirigea, avec ses amis du CERFISE, une première réhabilitation, dans l'une de ces cités où les travailleurs sociaux et les policiers craignaient d'aller. Avec le souci d'écouter les habitants et de donner droit à leurs revendications, mais aussi de construire des accords entre voisins, et de renouer le lien entre locataires et institutions, il inventa les "permanences de parole" là où régnaient la violence et l'abandon, le non-dit et l'exclusion urbaine. Ce fut l'expérience fondatrice du Petit Séminaire. D'autres expériences suivirent. Des quartiers Nord de Marseille aux premières opérations de développement social des quartiers lancées dans les DOM-TOM, ce livre retrace l'itinéraire d'un sociologue qui choisit très tôt de tenir une position d'intervention sur le terrain de l'action publique, plutôt que de faire carrière dans le monde universitaire. Homme de parole dans tous les sens du terme, Michel Anselme consacra peu de temps à écrire. Il est mort subitement en 1993, à l'âge de 44 ans. De ses écrits, nous avons choisi les plus significatifs, pour faire entendre une nouvelle fois cette voix qui affirmait que les habitants des quartiers les plus difficiles sont capables de prendre la parole, de

1 Davidoff avait fondé le Suburban Action Institute en 1969 laquelle a continue de contester les dynamiques d'exclusion dans le zonage

participer à la gestion de leur cadre de vie, du moment qu'on sait mettre en place des dispositifs adéquats. La politique de la ville a réclamé dès le début une présence active des habitants. Vingt ans après, elle ne sait toujours pas comment obtenir leur implication. Pour tous ceux qui cherchent du sens sous les discours incantatoires, il nous a paru utile de remettre en circulation les textes d'un homme que la passion de la démocratie avait mis en position de précurseur. Ce livre est l'initiative d'amis qui ont partagé son expérience professionnelle et sa vie quotidienne. » http://www.franceculture.fr/personne-michel-anselme.html

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans vos pratiques ?
Au sein de planning, ils n'emploient pas le terme « transformation sociale » mais le changement est au cœur de leur travail. La critique de David vis-à-vis de ce concept est qu'il ne s'agit pas d'une vision opératoire. Il est dynamique mais ne donne pas d'idée sur la façon dont on voudrait que la situation actuelle évolue. Pour lui, il est lié au courant historique de l'éducation populaire, c'est une visée mais transformation par quoi ? Par le haut ? Par le bas? Il faudrait travailler ce terme d'une façon philosophique et politique pour le rendre opérant. Mais le changement, oui. A partir de l'expérience de ECHO, ils ont développé plus un discours adapté au quotidien avec des mots qui relèvent de l'expérience. Au lieu de travailler par exemple sur un problème de « précarité énergétique », ils veulent savoir ce qu'expérimente quelqu'un au quotidien : a-t-il chaud ou froid ? Qu'est-ce qui le met en colère ? Au lieu de parler de en-capacitation ou *empowerment* par exemple, les dernières années le concept de pouvoir d'agir a fait son apparition en lien avec le Collectif Pouvoir d'agir, Planning, l'Alliance et Yann le Bossé à l'Université de Laval au Quebec. S'il y a transformation sociale, il y aussi transformation du quotidien et à Planning on commence à partir de ce temps lié à un endroit précis. Il ne faut pas pourtant se limiter à ce temps et cet espace.

Si l'expérience des gens doit être le point de départ, il n'est pas possible de venir avec un point où on veut aller. C'est dans la rencontre avec l'autre que cette destination se définit petit à petit. Dans la relation chacun se déplace. Il est question de transformation dans la rencontre, vers l'autre avec qui on ira ailleurs. Il s'agit d'un vrai choix méthodologique, d'une observation participante réellement active.
Il nous faudra expérimenter avec des nouvelles formes, comme nous mettons en place par exemple dans le projet conversations.

Quelle visée du changement ?
Dans le quotidien, des petits changements qui sont visibles, comme dans nos relations sociales qui sont les résultats d'une série d'oppressions (culturelles, politiques). C'est le changement de visage de jour en jour. Ce que ça va produire, ça dépend des gens.

Dans l'expérience de ECHO/ Alliance Citoyenne on est arrivé à changer des questions de ramassage d'ordures, de chauffage urbain, à mettre en place un guichet unique pour les

étudiants étrangers, à impulser la construction d'une école. Ce sont des petits changements que nous avons pu obtenir grâce à nos relations quotidiennes, nos relations. Nos ressources sont les gens qu'on peut rencontrer autour d'un café. Ces résultats sont des réussites mais on n'agit pas sur les choses plus structurelles, sur les plans. On obtient la construction d'une école mais pas le plan, le programme d'action de toutes les écoles de Grenoble. La société est gérée par une multitude de plans. Nos vies sont programmées par un programme routier, un programme universitaire, un programme de santé etc. C'est le boulot des techniciens et des ingénieurs de rédiger ces plans. A planning on agit en particulier sur la planification urbaine. L'enjeu consiste à savoir comment transformer ces plans ?

Avec 30 ans de libéralisme, plus personne ne parle de planification qu'on associe au projet socialiste, mais on oublie que la planification française est omniprésente. Elle est politique, culturelle, sociale : l'Administration est en charge mais aussi les entreprises privées avec leurs projets de développement. Le néo-libéralisme nous fait croire que ce sont des processus naturels mais ce sont d'énormes bureaucraties. Les plans sont des instruments de pouvoir. En travaillant sur la planification urbaine, on travaille sur les plans d'une façon collective en utilisant nos mots. Le même principe est utilisé dans tous les mouvements sociaux mais ce qui est spécifique à notre travail en France, qu'on travaille spécifiquement sur les mots, sur les discours politiques. C'est une approche plus répandue aux Etats-Unis.

Est ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ?
Dans le travail de Planning, ils se confrontent à un certain nombre de savoirs, qui consistent en un ensemble de discours dont la plupart sont héritées. David remarque que peu de gens produisent des discours mais beaucoup les véhiculent. Par exemple le plan de la Rénovation de la Villeneuve s'appuyait sur le discours sur les équipements publics qui suit plus au moins la logique suivante : « les équipement publics sont conçus comme intégrés au quartier. C'est la raison pour laquelle les gens ne quittent pas leur quartier. Si on les plaçait en dehors du quartier, on favoriserait le décloisonnement. »
L'enjeu sur lequel nous avions travaillé était de développer un contre-discours en partant des discours des habitants. Les gens ne parlent pas des équipements mais ils parlent du Patio, des écoles, du centre commercial etc. Par exemple : « moi je vais chaque jour au Patio pour boire un café et j'y trouve des contacts ». A partir de leurs récits sur l'utilisation de chacun des équipements on peut constituer un discours qui comporte une vérité, qui est ancrée dans les pratiques et qui a la capacité de s'opposer au discours du pouvoir. Il contredit le discours que les gens sont enfermés, qu'il faut les faire sortir et qu'il faut alors sortir les équipements du quartier. Le discours politique ne s'appuie pas sur la réalité, ce qui constitue sa faiblesse et qui fait que généralement ça marche de la contredire.
Comme ce discours politique est construit il fait écho à l'ensemble de discours sur les équipements intégrés. Nous apportons aux discours sur les expériences quotidiennes

une recherche par exemple dans le centre audio-visuel pour apporter des éléments issus de l'histoire. Donc une mise en dialectique d'un discours à partir des usages et d'un discours soutenu par la recherche historique pour faire contre-poids.

Parlez-vous de transformations ou de changements dans vos pratiques?
David défend qu'il faille faire un travail épistémologique sur le mot posture qui est associé à imposture. Posture peut avoir un côté qui n'est pas sincère, un côté utilitaire. Il préfère le terme de position, qui est encrée : on prend position. Dans nos méthodes il faut passer de la posture à la position (GRAMSCI).

Financement
Le travail de planning est appuyé financièrement par la Fondation Abbé Pierre ; le PUCA et les Ateliers Populaires d'Urbanisme ont reçu une subvention de la Région Rhône-Alpes.

Que reste-t-il à apprendre ?
Il nous faudra une relecture continue de ce qu'on pense et de ce qu'on a pensé dans le passé. Intéressé par les questions biographiques et les pratiques psychologiques (LACAN). « Parfois je ne perçois pas la profondeur des enjeux », « le langage masque ». Le travail de CERFI peut également être source d'inspiration dans ce domaine.
Le travail de Fernand DELIGNY sur les gestes car avant le langage c'est les gestes qu'on utilise. Les gestes nous trahissent, ils sont hérités. On peut les transformer. (Voir aussi Walter BENJAMIN)

Si tu pouvais écouter quelqu'un pendant deux heures, qui est ce que ce serait ?
Georges Didi Huberman – historien d'art. Il travaille sur la dialectique des images. « C'est passionnant car ça m'apprend à lire des choses que je vois mais que je n'arrive pas à décrypter ».
Une approche dialectique est intéressante parce que elle remet en cause ce qu'on pense être acquis. C'est une mise en perspective des certitudes. Une image dialectique est aussi intéressante du point de vue des relations car elle nous permet un rapport à l'altérité.
David donne un exemple d'une image dialectique et en quoi elle peut être puissante : Un mec de pouvoir est surpris s'il voit plusieurs gens ensembles qui - selon nos schémas habituels - ne devraient pas être ensemble, comme par exemple un musulman et un laïque. Ça oblige le déplacement. Un autre exemple est une femme voilée en situation de séduire et qui remet en cause l'image de la femme opprimée et la remplace par la femme agissante.
Ces images nous donnent une vision d'un autre monde, qui, en fait, est déjà là.
Autre image : le film La Rabia de Passolini (1962) et en particulier le passage avec Marilyn Monroe.

Christophe Chigot
CREFAD Lyon
24 Septembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Qui est le CREFAD. Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ?

On est une association, née en 2001, d'une triple volonté :
- ma volonté propre de me créer mon emploi, mon activité autour de trucs qui m'intéressent,
- celle d'un collectif de personnes qui avaient envie de travailler la question des entreprises alternatives, mélangé avec les projets des personnes, réfléchir comment s'offrir des choix, en regardant ça collectivement, avec le soutien d'une association, …
- celle du CREFAD Auvergne, de soutenir la création d'associations d'éducation populaire sur leur principe, et plus globalement celui de Peuple et Culture.

Ça a pris la forme d'un statut associatif, même si aujourd'hui j'aurais des trucs à en dire. Mais ça nous a permis de nous lancer, d'être bénévoles, et aujourd'hui d'avoir des bénévoles, …

Comment ça s'est passé entre ta volonté de créer ton métier, et celle du CREFAD Auvergne d'essaimer ?

Avant j'ai travaillé dans le développement local. J'étais par ailleurs engagé dans plusieurs projets associatifs, collectifs, … J'ai fait une recherche d'emploi qui a échoué. J'avais des projets à côté, l'un d'eux était de monter un café associatif. Je commençais à avoir du temps, je me suis renseigné et suis tombé sur le café lecture de Clermont-Ferrand. Je suis tombé sur Christian Lamy, il est venu me rencontrer dans ce cadre là, il m'a dit que ce serait mieux que ce soit thématique, comme un café lecture. Comme il est très branché éducation pop, il s'est aussi intéressé à moi, m'a questionné sur où j'en étais, ce que je faisais, … On est resté en contact, et il m'a branché sur le CREFAD Auvergne. D'abord ça m'a lancé sur le café lecture, mais aussi dans l'éducation populaire, mouvement que j'avais croisé, et qui m'intéressait de plus en plus.

Vous êtes combien ?

C'est un peu compliqué, à cause de la question du salariat. On est 3 personnes à se préoccuper de la vie de la structure (moi, Laurence et Claire). D'autres sont là par intermittence : des formateurs, des gens intéressés par le projet, des personnes plutôt situées dans un conseil d'administration. Du coup c'est un peu compliqué, il y a plusieurs cercles (3, puis 7/8, puis 15/20).

Vous êtes salariés les 3 ?

Des fois…

Peux-tu me raconter une journée de travail ?
Non c'est difficile, c'est très variable heureusement. Mais dans cette variabilité il y a des choses qui se répètent. Comme par exemple aller au bureau, aux Sarazineurs, lieu qu'on partage avec d'autres personnes (artistes et artisans).

→ On commence par regarder les mails (personnes du réseau, personnes avec qui on monte des projets, des infos, des gens qui sont intéressés par ce qu'on propose : formation, atelier). 10/12 mails dans le cœur du sujet.
On regarde ensuite un papier où on a écrit plein de choses à faire :
- envoyer la convention de formation à untel
- améliorer notre texte sur l'entraînement mental sur notre site
- appeler l'Urssaf car ils se sont plantés dans les charges
- rappeler quelqu'un qui était intéressé par la formation mais qui hésitait pour des questions de financement, …
→ Un peu plus tard, il peut y avoir une petite réunion d'équipe d'une heure, avec les 2-3, où on se répartit les tâches.
→ On aura aussi des choses à faire dans le cadre du lieu collectif dans lequel on est impliqué. Peut-être qu'il y aura une journée publique programmée, peut-être faut-il rappeler un artiste, ou La Grihete pour nous livrer de la bière.
→ Ensuite on peut construire une formation, fixer des RDV avec d'autres... Ce sont des journées « entre » : entre les formations, entre les week-end, entre des choses qu'on programme, les voyages d'étude.
→ Dans une fin de journée idéale, je devrais partir pas trop tard pour rencontrer des gens, intéresser des gens, pas forcément dans un cadre professionnel. Pas en termes de propagande, mais parce que je tiens à ce que je fais. J'aime bien amener mes potes aux formations.

Votre activité est ponctuée par des formations, des interventions, entre lesquelles votre cœur de travail est l'administration au service de ces événements ?
Oui, tout à fait. Souvent ce qui manque, c'est du travail de recherche : lire un bouquin, voir comment on peut l'intégrer dans une formation.

C'est intégré à votre temps de travail ?
Oui, on essaie, je me prends ½ journée de travail à lire en ce moment. Mais parfois on ne le fait pas.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
Une de mes influences a été ma rencontre avec les personnes du Crefad-Auvergne qui cultivent un certain style de vie agencé avec des questions d'éducation populaire. Il m'ont ouvert à ça, j'aimais bien leur agencement et je m'en suis inspiré : mélanger des choses qui seraient du privé et du professionnel, en termes de manière de travailler. J'aime bien l'idée que si je veux je ne travaille pas ce jour là. Ça ne veut pas dire qu'on

ne peut pas se fixer des moments pour travailler ensemble, qu'on se conditionne, …
Travailler ce rapport entre ce qu'on est, ce qu'on veut être, ce sur quoi on travaille, ce sur quoi on milite : et essayer de créer des cohérences, c'est intéressant.
J'essaie de passer des temps assez chiants ou ensuite j'apprends des trucs, je crée des décalages, j'essaie de comprendre des choses. Par exemple, une formation réussie c'est une formation dont je sort bousculé.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?
Je crois que je suis passé par plusieurs phases là-dessus. Dans la dernière, je m'intéresse à la transformation sociale par le politique, dans l'intime, le travail. Là où j'en suis dans mes pensées, c'est que ce n'est pas l'objet de l'association (de transformer la société), son objet n'est pas non plus politique, ou de politiser les gens, mais il me semble que le CREFAD a pour objet de faire penser les gens à tout un tas de trucs qui peut les mener à la politique, ou pas. À de la transformation sociale, individuelle, au sein de leur groupe, ou pas. Je pense que c'est bien d'offrir aux gens des conditions pour penser leurs conditions de vie.
L'éducation populaire est au service des personnes qui font de la transformation sociale là où ils veulent.

Est-ce que c'est un objectif, une ligne directrice ?
Ce qu'on affiche, notre slogan : pour agir sur nos conditions de vie. Donc, dans ce cadre là on agit sur les changements. On peut parler de transformation sociale, mais c'est un peu un mot valise, on va dire « ah oui c'est bien la transformation sociale », mais on ne sait pas si on parle de transformation d'individus, de la société, de l'État, de l'Europe, de mon quartier, … c'est bien valise comme ça on est sûr d'être d'accord. Et puis, en plus, dans quel sens ? Vers où, la transformation sociale ? Vers un État un peu plus fort qui répartit mieux les richesses ? Ou plus de liberté pour les gens, qu'ils soient moins emmerdés par les flics ? On pourrait aller loin…

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
[…]
J'pense par exemple... lorsqu'on organise une formation à l'EM, l'idée est de travailler cette question du penser contre, contre notre flemme de faire bouger les choses, contre notre conformisme, y compris des trucs qui paraissent très militants : on va tout changer, on a des manières de parler qui provoquent des actions à 2 balles, qui ne remettent pas trop en cause nos pensées.
Quand on fait ces formations, on provoque des « tilts », des réflexes sur ce penser contre. Pas contre le système, ces salauds de capitalistes, mais contre ce qui est

confortable dans ce que je fais.

Par exemple, si on commence à penser contre les paquets, ça c'est un bon exemple, c'est un très bon exemple. On réfléchit à l'amour par exemple. Est-ce que j'aime cette fille suffisamment pour avoir des projets, … Penser contre, ce serait distinguer tout ce qui il y a dans l'amour : la sexualité, l'amitié, du projet commun, de l'habitat ensemble, de la tendresse, … un peu de tout ça qui sont associés de manière normative. [coupure]
Je trouve ça intéressant et ça m'aide, en me formant, dans le rapport au savoir, en s'autorisant à lire des auteurs, on n'en comprend la moitié mais une moitié c'est déjà pas mal et on peu l'utiliser, etc... Déconstruire la question de l'amour a été une expérience réussie qui m'a permis de me faire vachement bouger.
Ça peut être sur le travail, ça marcherait aussi bien.

Ça a marché avec un groupe dans une formation ? Qu'as-tu observé ?
Non, mais des déclics, du genre : « ah mais on peut faire ça ? Je comprends ça ! C'est pas tout emmêlé en fait, y'a des solutions qui paraissent intéressantes! »... et moi j'en ai été le premier bénéficiaire. L'idée c'est de se concentrer pendant une période qui créer un contexte favorable à ça.

Si on devait les qualifier ces transformations ? Individuelles ? Collectives ?
Le parti pris d'une partie de l'EP, et surtout le mien, c'est que les gens vont se transformer eux-mêmes, parce qu'ils ont bien envie de se mettre dans une situation qui le permet, un peu inconfortable, et qu'ensuite ces gens qui composent ces collectifs peuvent faire évoluer les collectifs, les groupes, l'Europe.

Le groupe est une somme d'individus
En tout cas, il ne faut pas l'oublier, sinon on va droit au mur.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
Je serais un peu modeste, on lutte contre des forces qui sont un peu grosses quand mêmes. Même aujourd'hui avec internet, on aurait accès à plein de choses intéressantes… mais la moyenne des gens regarde 3 heures de télé par jour. Une bonne partie travaille, donc ça laisse peu de temps pour avoir d'autres pensées.
Ça amène à de l'humilité. Il y a des périodes où plusieurs choses se passent qui, cumulées, font changer des choses, les gens, les gouvernements.
Humblement, là où l'EP a à s'améliorer, c'est qu'elle a effectivement à s'adresser à tout un tas de gens qui sont éloignés de ces questions de militantisme politique, tout ça. Je pense que ces gens là sont ce qu'on appelle la classe moyenne. Et que c'est eux qui vont changer la société, en tout cas ce serait intéressant que ce soit eux qui la changent. Je dis classe moyenne pour parler comme un sociologue, mais ce sont des gens qui ont un certain confort, auquel ils sont un peu attaché, ce sont eux qui vont voter, qui feront

basculer un mouvement d'un côté ou d'un autre, qu'on soit révolutionnaire ou un peu réformiste... c'est quand même par ces gens là que ça passe.

Tu te dis en faire partie ?
Ouai, je pense qu'on est assez nombreux, on est les 70 % des gens.
Pour aller un petit peu plus loin, pour le CREFAD Lyon, je pense que on a intérêt à travailler un maximum avec ces gens là, de brasser avec des gens un peu plus pauvres, un peu plus riches.

Comment ?
Peut-être qu'il faut se remettre en question, c'est-à-dire, peut-être, être beaucoup plus ambitieux, par exemple se confronter à d'autres contradictions, d'être dans le plus massif, de nouvelles contraintes, être dans des alliances qui feraient qu'on pourrait toucher plus de personnes, qu'on sorte de notre confort d'avoir des petits projets bien élaborés et qui touchent un petit peu de gens et c'est déjà pas mal.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention : formation, accompagnement, co-formation, recherche, … ?
On est même censé travailler seulement là-dessus ! On pourrait décrire notre activité comme ça... On dit qu'on crée des contextes d'autoformation collective. Ça peut prendre la forme d'une formation, d'un atelier, d'un voyage d'étude, d'une réunion, d'un partenariat. A quel moment on va se mettre au travail, tirer des trucs des savoirs, échanger nos savoirs, on se motive pour aller en chercher d'autres, …
Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention où tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe. En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? Quel effet sur toi ?
Une fois on a fait un arpentage sur un bouquin dont je ne comprenais pas grand chose « L'être et le néant » de JP Sartre, c'est un peu compliqué. Il y a avait plein de gens réunis, et on a travaillé 4-5 heures sur ce bouquin, on a fait des post-it, on a mis en commun, on a fait des ensembles cohérents, ...
Il y avait un mélange entre des gens qui avaient déjà un peu de connaissances sur Sartre (même si personne n'a vraiment bien panné ce bouquin) mais au moins un peu sur l'existentialisme, des gens qui avaient d'autres références, des gens qui avaient une approche plus sensible (on est parti aussi du dessin sur la couverture, des gens plus intuitifs, on a mis ça sur la table, et ça nous a construit des idées nouvelles. C'est un bon exemple de partage de savoir qui soit culturel, théorique, sensible, créatif, …

En quoi cela a aidé le groupe ?
Aidé par rapport à quoi ? Il sont peut-être venus pour un objectif, et ils sont repartis avec d'autres ? En tout cas moi ça m'a fait avancer sur cette histoire de livre compliqué

qui m'intéresse.
C'est pour ça que je résiste un peu à tes questions. C'est comme s'il y avait moi, et les gens. Peut-être qu'il faut un peu sortir de ça, essayer peut-être de se dire qu'on fait partie de ces gens, de la classe moyenne, des gens qui ne font pas grand chose pour que ça change. Et se dire qu'on est en alliance à des moments pour concevoir des temps, qu'on organise des espaces,…
Y compris dans notre posture d'organisateur, peut-être ce serait plus pertinent de l'envisager comme un temps où on va aller apprendre des choses à des gens qu'on ne connaît pas. C'est peut-être eux qui vont t'apprendre ! Et c'est autant de leur responsabilité que de la tienne.
Par exemple, dans le cadre d'une formation, tu as des gens qui ont payé, d'autres pas, des gens qui sont très en attente de savoir ce que tu vas leur raconter, qui attendent que tu les fasses avancer d'une case ou je ne sais quoi. Je pense que ce peut être super intéressant de se considérer : « OK, on constitue un groupe pendant quelques jours et on va apprendre les uns des autres » ; ça empêche pas de penser des questions de pédagogie, d'organisations, d'apport des connaissances, …
Souvent, quand j'anime des formations, j'apprends des trucs, sur l'EM, des manières d'envisager des opérations, sur les résistances qui parlent aussi de mes résistances, j'en suis un protagoniste et aussi un client, même si le mot est un peu sale. C'est intéressant de réussir à l'instituer, à instaurer cette idée là.

Parce que parfois c'est un peu faux-cul, les gens disent "ouai, de toutes façons c'est l'égalité des intelligences, on a toujours à apprendre", ça peut vite être faux-cul de dire ça. C'est plus difficile de le vivre, de se le rappeler, et d'essayer d'en faire un truc. Je ne dis pas que je réussis, mais c'est là qu'il y a l'enjeu.

Parce qu'en balayant vite fait ton enquête, j'ai cru voir des trucs de classe populaire, là, voilà, anticipons un peu. Il y a un truc sur lequel je ne suis pas à l'aise avec ces histoires de classe populaire. On serait une classe privilégiée qui viendrait s'adresser aux dominés pour changer leur vie mais pas trop la nôtre. Autant en politique ça peut marcher, mais en termes d'éducation populaire y'a un truc bizarre là. Peut-être qu'il y a plusieurs entrées : changer la masse pour changer de société, changer cette classe moyenne, peut-être ce n'est pas le bon mot cette classe moyenne, mais : les gens qui sont pas trop cramés, qui ont un toit, de quoi manger, jusqu'à des gens qui consomment abondamment parce qu'ils en ont les moyens, très bien. C'est quand même cette masse là, y'a de quoi faire ! Aller s'adresser à des gens qui sont très éloignés comme ça, je ne sais pas si on a à faire ça, j'sais pas... Moi, par exemple, j'ai eu une expérience très intéressante. J'ai grandi en banlieue, à Créteil, pas dans une cité chaude, dans la vraie banlieue, celle où on s'ennuie, avec une espèce d'ambiance, on se faisait chier quoi ! Je suis retourné, bien plus tard dans ma vie, travailler à Vénissieux aux Minguettes, je me suis demandé ce que je faisais là. C'est un milieu dont je suis issu, pas exactement les Minguettes, mais avec cette vraie ambiance de « ouai, on est un peu les exclus de la

société, mais en même temps on a nos trucs, nos machins » mais, en fait, t'as une vraie ambiance de dévalorisation autour de ça !
Ce qui m'avait choqué c'est qu'il y avait un podium pour les jeunes, pour qu'ils chantent, et voilà... On leur offrait un podium, tout cela était un peu subventionné, puis on devait, j'sais pas, [rire] leur donner un prix. Mais tu regardes les gens qui passent sur le podium, c'était pourri ! C'est pas eux qui sont pourris, mais c'est juste qu'ils n'ont pas travaillé. Personne autour ne leur a demandé de travailler, personne n'a été exigeant avec eux, quoi. Et c'est normal, parce qu'en banlieue, du côté des habitants, comme des pouvoirs publics et des associations qui interviennent, tous se considèrent comme des gens pas terribles, pas capables, c'est déjà bien, tu vois ! Une ambiance quoi. Et on se demande ce qu'on fait là, à quoi on participe. Je ne sais pas si je suis clair...

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?
Des gens le plus différents possible et on y arrive … un peu. Ça pourrait être des gens qui sont de milieux associatifs de l'éduc pop, mais aussi des gens qui travaillent dans le social, dans l'animation, mais aussi dans l'architecture, des artistes, des punks à chiens, non pas des punks à chiens [rire], des hippies en roulotte, tout ça. Ça c'est ce qu'on vise. Et des fois on y arrive un peu. Il y a un côté mélange qui nous intéresse bien.

Et ce mélange, comment vous le recherchez ?
Bah on essaie de travailler plusieurs outils en même temps, la présentation sous forme de texte, ce qu'on dit, le titre, le style le ton. On essaie de multiplier les canaux de diffusion, qu'une formation aille sous une forme, sous une autre, de trouver divers moyens de toucher des gens différents. Des fois c'est l'affiche sur la vitre, ou l'e-mail à des gens qu'on ne connaît pas, des crèches, des cabinets d'architectes, caler ça sur plein de sites différents, mais aussi le bouche à oreille. Donc on y arrive un peu, plus que d'autres.

De ton point de vue, les gens qui viennent à vos formations reflètent une certaine diversité sociale ?
Ils le reflètent un peu, en tout cas il n'y a pas que de militants de l'EP. Donc, ça c'est intéressant, s'il n'y en a que 1/3. Si dans une formation il y a 1/3 de militants de l'EP, 1/3 de personnes proches de nous, avec qui on a parlé, 1/3 de professionnels de différents secteurs qui n'ont jamais entendu parler d'EP, c'est déjà pas mal. On aura des ruraux, des urbains, des gens qui touchent 800 €, d'autres 2000 € par mois, des gens en responsabilité, d'autres pas, des gens qui travaillent, d'autres pas, des gens politisés d'autres qu'on dit non politisés. Là, on aura une diversité, pas représentative de la société, mais déjà on n'est pas tous d'accord avec notre approche culturelle-politique-gauchiste.

Parmi les acteurs suivants, tu n'en n'as pas cité certains. Pourquoi ?
→ Universitaires : non, avec leurs livres [rire].
→ Étudiants : rarement, ou alors des étudiants d'un troisième type qui font une recherche-action dans le cadre du collège coopératif.
→ Personnes en prise directe avec des processus discriminatoires : Des femmes par exemple ? Travailler avec, ça veut dire quoi ?

Par exemple dans les formations sur l'EM, en étant matérialiste, sur les questions de sexe, de genre, de race, de classe sociale, ...
Y'a dans nos formations très peu de blacks ou rebeu. Il y a plutôt des femmes (plus que des hommes). Après il y a une partie des gens qui participent aux formations, qui ont des revenus très bas. En croisant ça avec leur capital culturel, ça remonte. Classe sociale, ça commence à faire un peu daté, excuse moi, depuis que Bourdieu a croisé les deux, depuis que des gens se déclassent et ont des statuts très précaires ! [rire]

Pour reformuler classe sociale, parlons de cumul de peine : pas trop de capital économique, culturel, patrimoine, …
Moi ce qui m'intéresse et ce que je vise, c'est qu'il y ait aussi des gens comme ça. Et des fois ça se produit. Une fois, il y a une assistante maternelle, rebeu, plutôt issue de classe très populaire, elle était avec des gens différents, c'était très bien.
→ Acteurs publics, élus, techniciens : un peu, mais rarement. Un peu plus car j'ai animé une formation pour des fonctionnaire de jeunesse et sport. Des fois, il y en a qui viennent sur des formations.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Quelle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?

Oui, on parle avec eux de ça, on l'expose, on l'affiche le plus souvent possible.
Avec les stagiaires : ne pas oublier la posture du maître ignorant, on en a déjà parlé. Je ne suis pas plus intelligent, j'ai le pouvoir pendant une période d'organiser un espace pour que ça ait lieu…

Quelles que soient les personnes ?
Oui j'essaie, c'est pas facile, j'essaie de me rappeler ça.

Qu'est ce qui fait que ce n'est pas facile ?
C'est que c'est plus rassurant de se dire qu'on a des choses à dire aux gens, tout le monde attend que tu en saches plus, d'être satisfait de la formation. C'est une vraie lutte, car c'est confortable d'avoir du savoir et de le transmettre, c'est même jouissif, c'est une position de pouvoir. Et donc on peut se complaire là-dedans, il faut se le rappeler sans cesse, que les gens sont pas plus cons que toi. Ça paraît un peu bête de le dire comme ça, mais quand tu es en situation où tu as une partie des billes que les gens

n'ont pas à un moment donné, pour beaucoup de gens tu es dans une position de pouvoir que tu te sembles devoir tenir. Sauf qu'il faut la perdre, assez vite.
D'ailleurs, c'est comme ça qu'on construit nos formations, en donnant le matériel de base, les outils. Par exemple le premier jour, on transmet le matériel, puis ensuite on expérimente, … Dans l'idéal, au bout d'un moment pour qu'on soit tous à égalité et qu'on puisse discuter du matériel qu'on a pris au début.

Tu te fais surprendre régulièrement ?
Oui bien sûr, bien sûr.

Genre surprendre, retourné ?
Oui, bien sûr, des textes qu'on lit, les gens y voit des trucs super intéressants, des phrases que les gens prennent d'une autre manière, … sinon je m'ennuierai. D'ailleurs les formations où je m'ennuie, c'est quand ça n'arrive pas trop (que je ne suis pas surpris).

Est ce que tu as un sentiment de capitaliser, d'être un point d'ancrage de nombreuses discussions, de réflexions, … ?
C'est dur, c'est une question compliquée, est-ce que ça se capitalise...
Par exemple est ce que aujourd'hui tu as l'impression de mieux comprendre l'EM qu'il y a un an ?
Oui ça c'est sûr.

Par exemple, bon je suis un matheux désolé, est-ce que c'est plutôt exponentiel, ça sature, ou c'est plutôt linéaire ?
C'est plutôt linéaire. En tout cas ce n'est pas exponentiel. Il faudrait décomposer pour analyser... tu te sens progresser sur « à quoi ça sert l'EM et comment les gens peuvent se l'approprier ». Là-dessus tu progresses. Et puis tu progresses aussi sur « les questions de pédagogie : mieux dire, mieux transmettre, … ». Et puis tu progresses sur certains éléments parce que des gens arrivent mieux que toi.
C'est plutôt linéaire, même s'il y a des moments un peu plus convexes, d'autres où ça ralentit...

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
[…] On essaie de se le dire le moins possible. Je suis de moins en moins adepte de ces questions, de classe populaire, ou en tout cas je suis plus intéressé par les gens qui font avec leur environnement et qui ne vont pas rêver l'environnement d'à côté pour faire des trucs.
En fait, c'est peut-être pour ça que ces questions précises m'agacent et que je n'arrive

pas à y répondre. Je pense que d'aller faire le bonheur des autres, de leur expliquer la vérité, je ne sais pas, peut-être on a trop exagéré dans ce sens là, ou bien je croise des gens pour qui c'est une préoccupation qui me questionne : c'est quoi ta préoccupation d'aller voir un public que tu ne connais pas, que tu dis ne pas connaître, et que tu dis ne pas en être ? Moi je, je ne sais pas, oui, ce serait intéressant de se questionner là-dessus, j'sais pas, pour quelle raison ? Ça correspond à quelle construction mentale, de société, quelle posture ? Est-ce que tout ça c'est pas plein de mythes, plein d'histoires, plein de culpabilité ou de je sais pas quoi qui s'exprimeraient à cet endroit là alors que ce serait plus intéressant que ça s'exprime ailleurs ? J'ai envie de dire ce qu'on aurait à faire, en tout cas ce que moi j'aurais à faire, mieux, ce serait de me rendre disponible pour tout un tas de trucs, penser à se créer des outils, et d'essayer de mettre ça dans les langages différents pour que ça touche des gens très différents, y compris des gens qu'on mettrait dans la classe populaire, et puis si les gens ont besoin, envie, si c'est le bon moment dans leur vie : bienvenue ! Après je n'ai pas à aller les chercher en tant que tels. Les gens se débrouillent, ou pas, ils se trouvent des moyens ou pas, en tout cas ce n'est pas mon rôle, je ne me sens pas à l'aise dans ce rôle là.

Je peux comprendre qu'on travaille ces questions et qu'on décide de faire des choses dans ce sens là, très bien, mais c'est une question délicate en tout cas, pas une question évidente d'aller travailler avec les classes populaires, classes dominées, surtout que la frontière ne doit pas être bien claire …

Mais moi je fais partie des classes populaires ! J'ai un revenu annuel qui est rarement au dessus de 10000 €, j'ai recours aux aides sociales, j'ai pas de capital, j'ai pas de patrimoine, j'ai pas, … Mes parents en ont un tout petit mais quand on l'aura partagé à 5 il n'y aura pas grand chose. Si je suis vraiment dans la galère je peux aller voir mes vieux pour qu'ils me passent 2000€, ça fait peut-être pas très classe populaire, mais quoi que, … Je suis né en banlieue, dans des collèges pouraves. OK, mais alors j'en fait partie de la classe populaire, je sais pas. Et pourtant non, et pourtant oui. C'est quoi la différence ? Y'aurait pas besoin de gens comme moi, d'aller leur parler ? Ou moi c'est déjà fait, c'est ça ? Ça y est je suis de gauche, j'ai une vision un peu large de la société ? Et maintenant en plus j'habite en centre ville ? Le chemin a été fait, il faut aller voir d'autres personnes pour les amener là où je suis ? C'est en questionnant un peu tout ça, je ne dis pas que j'ai des réponses, je dis des trucs un peu provoque...

Peux-tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?

J'étais à Vénissieux, je tentais d'animer un groupe de jeunes dans le cadre d'un festival, il y a un débat citoyen un peu pourri tous les ans, enfin un peu pourri … un débat quoi. Et donc la première année je l'ai animé comme ça, j'avais un micro, un peu jacques Martin, je faisais parler les gens qui n'avaient rien à dire, ou bien qui avaient des choses, en fait ils n'avaient rien à dire mais certains le disaient bien. C'était pourri, 300 personnes, …

Et donc ça me paraissait intéressant de travailler à Vénissieux, peut-être une sorte de revanche, tu vois, moi aussi je suis traversé par ces questions de public populaire, opprimé, dominé, tout ça, les banlieusards, c'est là d'où je viens, parfait. L'année d'après, et surtout celle encore d'après, j'ai dis, très bien, maintenant on va fabriquer ça avec des gens du coin. On va le préparer en amont, ça va peut-être plus animer le débat, et même le débat on s'en fout, ce qui est intéressant ce sont les ateliers pour réfléchir.

La deuxième année j'arrive à avoir un groupe d'une dizaine de jeunes, c'était tout bien, on aurait dit un truc de la politique de la ville, ou un reportage de France 2 sur des gens qui font des trucs en banlieue. C'était drôle en fait, parce que la plupart des jeunes qui étaient là, un peu rebeu, y'avait même un black, c'était bien on était pile en banlieue, la photo était belle, des enfants de l'immigration, 2ème ou 3ème. Ce qui était étonnant, c'est que les jeunes qui étaient là étaient tous à l'université en fait, à la fac de Bron... histoire, économie, enfin plutôt des trucs qui mènent à du travail plutôt, pas des trucs trucs enfin.. économie ou bien... gestion... Même s'il y en avait un qui était en histoire.
Et bon bah voilà, super, très bien, on commence on essaie de travailler le truc, on amène des textes, et c'était assez horrible, grand bide. L'idée c'est que chacun vienne avec un texte, qui pourrait parler un peu plus ou moins du sujet. Moi je viens avec un texte plus ou moins de philo, en plus que je ne connaissais pas bien, j'avais envie de le travailler avec eux. Et en fait y'en a un qui vient avec un texte de rap, pas trop mal mais quand même pas super, un autre avec un article de journal un peu bien pensant un peu chiant, … On prend l'un, l'autre, on rebondit. On arrive à tisser des trucs, y'a quand même un truc qui s'est passé. Je dis bah très bien, là pendant le pique-nique avant le débat, on va distribuer ces textes aux gens, d'ailleurs ce texte de philo ça me fait penser à un autre, …
Et là y'en a un qui me dit :
« - attends molo, t'sais des trucs comme ça, ça va saouler les gens.
- Je leur dis mais vous çe ne vous saoule pas, c'est qui les gens ?
- Non non, mais tu comprends c'est assez intellectuel, les gens ils n'aiment pas trop lire ici, t'sai, on est comme ci, on est comme ça. »
Là, c'est vraiment le bide. D'abord peut-être il faudrait travailler plus longtemps, peut-être même habiter sur place, peut-être faire des choses avec ton environnement, …

T'as cette ambiance : ici c'est pourri, on ne s'intéresse pas à ces trucs là, ici c'est trop compliqué, … Être un petit Croix-Roussien qui va aux Minguettes... pourtant avec des avantages, qui a grandi dans un quartier comme qui connaît les langages... qui n'est pas perdu, bah justement ne pas être perdu c'est retrouver tous ces trucs pesants, ces trucs chiants, que t'as eus dans ton enfance, dans ta jeunesse. C'est un vrai échec qui est questionnant.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?
Peut-être faudrait-il habiter là-bas quand on a des envies comme ça.

En mode ethnologue ?
bah certainement pas en fait.
Ou faudrait leur foutre la paix, ou qu'ils viennent te chercher pour certains trucs. Je sais pas, j'ai pas vraiment de .. je sais pas.

J'aime bien représenter cette question de travail sur les questions de classe sociale par plusieurs cercles : les premiers concernés, les second qui en viennent ou qui veulent travailler dessus, le troisième qui sont indignés par cela, … J'ai l'impression qu'avec cette grille de lecture votre action se situe plutôt sur et autour du second cercle.
Oui, on peut dire ça, sans trop faire le mâlin à remettre en question, c'est une approche qui me convient oui. On a quand même l'envie de brasser autour des cercles militants, voilà. Il me semble que dans le discours du pavé, ce sont des gens qui sont sensibles à un discours plus militant, de transformation sociale, … un style qui se voit à traverser le style, le titre des formations, super, très bien, génial. Nous, on essaie d'avoir un discours plus sobre pour toucher des gens qui sont moins impliqués, moins sensibles, moins transformation sociale. On essaie. On va essayer d'aller vers un second cercle, tu as peut-être raison, peut-être pas directement des gens qui cumulent le plus de facteurs de dominations, c'est sûr. On n'a jamais de rom femme homosexuelle. On aura plutôt une jeune rebeu qui a quand même un métier. On n'est pas dans le cœur cœur du truc.

[rire] On pourrait appeler ça la dérive Jean-Luc Delarue. Tu vois Jean-Luc Delarue ? Du genre : vous êtes Rom, femme, homosexuelle, génial ! Venez nous rejoindre pour une émission spéciale !
[rire] C'est génial, dans mon dossier politique de la ville ça remplit 4 cases !

Y'a un truc intéressant de proximité à travailler. Quand on a ouvert le café lecture, bah on avait des gens du quartier. Tu peux avoir de tout. Là c'est intéressant, ça, ça m'intéresse. Le bistrot c'est un endroit intéressant pour toi.
Penser les lieux, et penser le discours. C'est bien qu'il y ait des gens qui ne travaillent qu'avec les militants, pas directement dans les quartiers populaires. Tu vois, je dis quartier populaire, je ne sais même pas vraiment si c'est juste. Les gens vraiment dans la galère, ils vivent en grande couronne, ils galèrent pour aller bosser, pour payer leur pétrole pour prendre le périph, ils votent FN, ils ne croisent personne à part leur télé … ça, c'est la misère, c'est bien plus pourri que d'habiter une cité. Ces gens, on a du mal à les toucher. Peut-être parce qu'ils sont trop éloignés...

Sur le financement et ton statut

Une piste, on est obligé de se poser la question de séparer la question du salariat, du revenu et de l'activité. Ça ne veut pas dire qu'on peut vouloir réunir ces choses. Mais souvent on est obligé de les dissocier, au moins par période. Notamment pour se donner des marges de manœuvre, ne pas courir après la thune, après les politiques publiques. T'es un peu obligé de te poser des questions sur comment tu veux vivre, quelle activité tu veux avoir sur une journée. Faut trouver un agencement là-dedans.

Pourquoi plus l'éducation populaire qu'autre chose ?
[Rire] : parce qu'elle a le devoir de réfléchir, l'éducation populaire. Non de penser ! Et merde, je suis piégé ! (référence au texte de Davreux sur réfléchir/penser qu'on a travaillé en formation).
On est censé travailler ces outils pour changer les conditions de vie. Donc on est censé se former, se co-former à ces questions là.

Clive
La BAF
20 novembre 2014

Les origines de la structure

La BAF, ça a commencé il y a 6-7 ans. C'est un projet qu'on a fait à 2. On vivait à peu près tous dans des squats et on avait besoin d'un lieu stable, d'une base politique pour des actions et qui nous permette de nous tourner vers l'extérieur.
Nous, c'était, ceux des squats, enfants des « 400 couverts » etc.
Ce projet est aussi le résultat d'une évolution récente dans la vie des squats : avant un squat durait en moyenne 2 ans ; maintenant cette moyenne est tombée à 6 mois bien souvent. Il y a donc beaucoup de fatigue chez les habitants qui sont en permanence dans une urgence. Les changements fréquents de lieu font qu'ensuite les gens mettent du temps à nous retrouver, lorsqu'on veut faire des actions.
Le lieu qu'on cherchait à créer ne pouvait pas être un bar parce qu'on ne voulait pas une relation commerciale ; ça nous paraissait contraire à la notion de militantisme.

On l'a conçu comme un « centre social autogéré ». Les idées et l'idéologie derrière sont issues des luttes autonomes des années 80's, en Italie, en Allemagne, en Grèce et en Espagne (avec les CSOA ou les Athénées libertaires par exemple). Ces expériences ont évolué de diverses façons; Une partie de ces lieux squattés ont ensuite été légalisés par l'État. Ça ne s'est pas passé comme ça en France : il n'y a pas eu de légalisation donc ça a développé de la résistance et de la radicalisation. Ça s'explique parce que le mouvement des squats était moins populaire et a peut être pu être plus réprimé.
A Grenoble par exemple, le « 102 » a été légalisé. C'est aussi parfois une stratégie municipale pour flinguer les autres squats ; sur le mode, « on vous accorde celui-là, alors ne nous faites pas chier ailleurs ! ». Ceci dit le « 102 » reste très autonome, dans le respect des idées ; il y a seulement eu un compromis sur les normes de sécurité ; la programmation est restée complètement libre. On connaît des squats où les autorités imposent des programmes 2 week-ends par mois, en prévenant au dernier moment ce qui impose de déprogrammer ce qui était prévu....
En Allemagne, souvent les squats sont devenus l'équivalent des MJC. Chaque pays a connu des évolutions différentes. La Tannerie à Dijon existe depuis 20 ans a pu être pérennisée, en acceptant d'être relogés.
Une partie d'entre nous ne veut pas la légalisation des squats. La légalisation est un débat et on n'est pas tous d'accord : c'est aussi une stratégie pour se débarrasser de nous parce que ça nous divise.
On a besoin d'un endroit fixe pour pouvoir rencontrer les gens. De notre réflexion sont sortis plusieurs constats :
Aujourd'hui, on voit bien que les anciens des « 400 couverts » ont maintenant plus de 30 ans, ils ont disparu pour beaucoup de la ville : ils sont partis s'installer à la campagne,

ils font pousser des navets, ils ont des enfants...
On voit aussi qu'on a des difficultés à rencontrer les moins de 25 ans.
Le plus important est de ne pas nuire à la dynamique des squats ; aussi parce qu'on n'est pas forcément ceux qui en ont le plus besoin : les « sans-pap » en ont plus besoin que nous.

Donc pour échapper à tout ça, on a décidé pour la BAF de louer. A plusieurs, pour garantir un lieu dans la ville.
2 personnes en sont à l'initiative, issues des tendances anarcho-punk, du féminisme et des luttes anarchistes. Cette alliance nous paraît naturelle : radicalité et autogestion quotidienne.

Les actions de la structure

Au début de l'idée de la BAF, on a envoyé 120 mails avec l'objectif de recevoir 7 réponses. On en a eu 90 ! A la 1e réunion on était 60 ! pour faire quoi ? Des jardins, réparer des camions, faire des concerts etc. Le lieu qu'on a finalement trouvé a fait partir des gens parce que ça correspondait pas à tous ces besoins. Les projets, ce sont les gens qui les font. Les ateliers marchent bien, ils sont autonomes. On est dans l'idée qu'on construit dans le temps.

Des cours de yoga, d'auto-défense, de français, une permanence juridique pour l'accès aux droits, une bibliothèque féministe, avec certains créneaux en non-mixité ; un atelier jeux, bricolage pour les enfants ; des ateliers de réparation d'objets ; des concerts et des soirées.

Pour les concerts, y a 2 personnes à l'entrée, 2 au bar et 1 dehors pour s'assurer qu'il se passe pas des choses trop gênantes pour les voisins. Il arrive d'intervenir pour dire aux gens de pas jouer au foot à 2h00 du matin contre le portail des voisins en fer ou etc. Et une personne pour parler aux personnes seules (c'est souvent moi).
C'est bien là qu'on est en opposition avec la logique de bar : tu paies pas comme dans un bar mais le lieu n'est pas neutre, donc il faut expliquer le lieu aux gens. Je fais ça dans les soirées, je vais parler aux personnes qui sont un peu seules dans leur coin et je leur explique où ils se trouvent. On a aucun pouvoir médiatique, c'est là notre moyen pour communiquer sur ce qu'on fait.
Par exemple, pour l'atelier de sérigraphie mais aussi pour d'autres démarches comme des brasseurs de bière, il a été question de la logique de profit pour certaines activités. Même moindre, certains auraient bien voulu cela, mais on s'est dit que ce n'était pas possible. Pour nous, il ne peut pas y avoir de bénéfice personnel.

Une expérience nous a inspiré à Lille, ils l'ont appelé « centre culturel libertaire », ça a du sens. La BAF, c'est un « centre social autogéré », ça me va bien. J'aurais aimé qu'on ajouté « anar » mais on l'a pas fait pour favoriser l'ouverture.

Plusieurs questions se posent avec notre mode de fonctionnement :
- est-ce qu'on vire les gens qui ne viennent pas en réunion ? Le problème c'est : qui s'y colle ?! on veut pas être une crèmerie ou uns structure pyramidale. Mais l'autogestion ne marche pas toujours dans l'organisation quotidienne.
Autre question :
- si on a trop de demande, est-ce qu'on priorise les activités ? Comment ?
Le cas s'est pas présenté donc on n'a pas de réponse.
Parfois ça marche pas, on observe une « externalisation au lieu », c'est l'usage du lieu sans intégrer son mode de fonctionnement, par certaines personnes.

Notre choix : continuer à porter le projet politique sans bureaucratie.

Ce que cherche à atteindre la BAF

A travers la BAF, je cherche à retrouver une dynamique qui a disparu. Depuis le début des années 2000 (Seattle 1999 et manif contre le CPE en France), il n'existe plus de mouvements de grève massifs et transversaux, comme jusqu'à il y a 20 ans tous les 4 ans. Ces grandes dynamiques sociales ont disparu. Depuis Seattle et le CPE, on voit un morcellement de l'activité militante ; une logique d'associations – et d'ailleurs on ne parle plus de militants, mais de bénévoles ou d'associatifs – une parcellisation et une spécialisation. C'est parce que chacun a de plus en plus de mal à se définir politiquement qu'on préfère l'associatif. « c'est cheulou ». C'est une transformation du spectre politique et de l'action.

Chaque mouvement social tous les 4 ans amenait 300 à 400 jeunes qui formaient 4 ou 5 équipes. Cette dynamique a disparu. Le cycle actuel c'est plutôt : on s'investit beaucoup, on est très actif, puis on se fatigue, il n'y a plus de fond social et on va à la campagne planter des navets. Plus personne ne croit à la révolution sociale, au changement profond. Qu'est-ce qu'on peut encore faire dans la ville ? Comment éviter de tomber dans le piège d'être dans les processus de substitution de l'État ?
Il n'y a plus d'île déserte pour y construire une utopie. Même en Lozère, on boit du coca cola. Moi je me définis comme anarchiste et autonome.

Notre question, c'est comment toucher du monde. S'il n'y a pas de mouvement social de masse, il ne peut pas y avoir de rupture car le temps du mouvement social est un temps de réflexion mais qui poussait souvent à complètement changer de vie, à sauter dans l'inconnu de la lutte sociale de manière rupturiste. Notre avantage reste qu'on a du temps, alors que plein de gens n'en ont pas. Les ZAD sont les seuls mouvements

d'ampleur depuis le CPE. Ça ramène de la transversalité. Ça fait sortir des campagnes et des squats. Ça provoque cette rupture nécessaire avec le quotidien. « La rupture, c'est passionnel » : elle provoque un questionnement, une remise en cause ; « ça casse » des actes du quotidien qui s'effondrent.
Il y a aussi maintenant l'envie de visibiliser : j'ai écrit une brochure sur l'histoire du Punk à travers des pratiques d'autogestion. Même n'importe quel punk à chien a vécu autre chose que la plupart des gens, ils sont les ambassadeurs de l'anarchisme parce qu'ils ont vécu autre chose. Il reste à nouveau la question de l'accessibilité de ces publications « do it yourself. » Bien sûr, il y a des bibliothèques anarchistes, et je suis invité régulièrement pour présenter ma brochure mais c'est un autre monde : des vieux intellos qui, eux, pour le coup, ont gardé bien souvent des vies conventionnelles, ils vivent dans des villas. Ils nous accueillent bien, c'est sur, et pour cause ! Mais ils expérimentent pas : ils ont pas le même rapport à l'argent, la légalité, les rapports de sexe....

A la BAF, on a envie de visibiliser pour les jeunes, donc c'est par exemple un lieu où ils peuvent organiser leur concert. Même si c'est de la musique débile, peu importe tant que c'est pas sexiste, raciste, homophobe...; on explique comment ça se passe : y à bouffer pour tous, à prix libre. On casse les rôles (ils s'organisent pour faire à manger, ils font le ménage etc.). C'est un processus : on explique aussi dans les concerts punk que les mecs peuvent pas enlever leur T-Shirt sur scène parce que les filles ne peuvent pas le faire, ou alors elles passeront pas la même soirée, pas aussi bonne que la leur. On essaie de frôler d'autres questions que celles qu'ils rencontrent tous les jours.

Il y a une culpabilité qui émerge à moment donné : nous les privilégiés ; c'est de là qu'on converge avec les sans-pap. On est les super-militants, sur tous les fronts : on est végétalien, lesbienne, homos, etc... mais quels sens cela a de vivre avec d'autres personnes, qui ne partagent pas obligatoirement les mêmes bases politiques, qui ont d'autres réalités comme pas de papiers, et finalement, parfois, bien souvent, ça dépend mais on arrivera pas tant que ça à échanger et à partager des « communs ».

Les modes de fonctionnement de la structure et les relations entre les personnes impliquées

A la BAF, les gens viennent pour un délire politique et communautaire. On veut que ça reste accessible à tout le monde et on prend les risques qu'il faut pour ça. On fait confiance. Les clés circulent. Mais on n'a pas envie d'être « les gens de la BAF ». On fait gaffe à ne pas dénaturer le l'idée de la BAF mais en la laissant accessible.
On fait 2 réunions par mois, ouvertes à tous. Les 1ers et 3es mardis du mois, ce sont les instances décisionnelles, le moment où on choisit les activités ; au-delà des mandats. Certaines personnes sont là depuis 6 ans. Ce sont des personnes qui ont depuis longtemps des pratiques autonomes et d'autres personnes sont là par liens affinitaires.

C'est le noyau de ceux qui savent comment le lieu fonctionne
On a une charte parce qu'on n'est pas pote à la base. La charte porte des valeurs de l'anarchisme et de féminisme, même si c'est pas clairement marqué. Elle décrit des perspectives politiques. On veut pas être qu'une salle de concert rock'n roll parce que y en a pas d'autre dans la ville.. Il reste qu'on peut être perçu comme une association culturelle, par exemple on voit passer des « étudiants gauchistes qui tapent sur des bambous », des « acteurs citoyens » mais ils comprennent pas trop ce qu'on veut vraiment, prennent plutôt le lieu comme un mjc alternative. Généralement, ils trouvent le projet trop exigeant et abandonnent vite.
Une voisine propose un atelier depuis 2 ans ; elle a mis un certain temps à comprendre que c'est pas une asso classique, qu'on fonctionne pas comme ça. Mais c'est pas grave, maintenant ça marche. On est aussi là pour déconstruire le modèle associatif.
On accepte complètement de prendre le risque d'ouvrir le lieu à tous avec la possibilité qu'on nous dénature (que le projet initial soit dévoyé). Jusque là, ça marche. Les clés circulent, on fait confiance, on sait pas toujours où mais il n'y a eu aucun vol.

Les transformations sociales

La BAF, c'est une base, c'est là. Notre objectif c'est que ce soit construit pour 20 ans, dans la mesure où il y en a besoin, sinon, je m'en fous un peu que ça crève, que ça change d'idée, en dehors de ce sentiment de besoin collectif. C'est notre façon de visibiliser ce qu'on fait, ce qu'on pense. On s'est réapproprié un lieu en passant par l'argent, c'est pas naturel pour nous. J'ai mis mon nom dans le contrat de location, ça fait peur !

Ce qui fait conflit entre nous par moment : ceux qui veulent un endroit « safe » (stable, dans la durée) et ceux qui veulent un endroit ouvert.

La non-mixité est un outil de lutte. Car ça renforce chacune et chacun et ça permet un travail en mixité.

Le salariat c'est un peu une cible pour nous : on est à la fois fiers de faire la même chose que certains autres mais sans la thune, et en même temps on ressent de la rancœur justement à faire le même boulot que les autres mais sans la thune.... c'est un peu notre paradoxe, un dilemme.

En même temps on pense qu'il n'y a pas assez de places salariées, alors quoi, on va aller se battre nous aussi pour les obtenir ? On voit du cynisme chez ceux qui ont réussi à se faire payer et se payer – notamment les musiciens : ils ont commencé à jouer dans les squats et maintenant, beaucoup sont professionnalisés.

Le financement et le statut de la structure

Le RSA nous permet de faire beaucoup de choses par rapport à d'autres pays : c'est la soupape de notre système. Il suffit à survivre sans travailler, avec certaines pratiques. Nous, on considère qu'on fait un boulot non reconnu, qui parfois s'apparente un peu à de l'humanitaire ou du social. D'autres font le même en étant salariés. Ma foi, je pense que la professionnalisation n'est pas une bonne chose, on ne change pas le système de l'intérieur, il est trop fort, je crains plus que nous.
Peut être sommes nous à un moment où il faut moins parler et plus agir, peut être...

Benjamin Cohadon
Centre de santé communautaire en chantier
11 Septembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Parle moi du Centre de santé en chantier. Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ?

Rapidement :

- 1 animateur – coordinateur (travail avec les élus, agence régionale de santé, développement du projet).
- 1 animateur – éducateur, chargé du diagnostic communautaire.
- 4 professionnels du travail social (éduc et assistant et conseillère familiale).
- 5 professionnels de santé (4 médecins généralistes, 1 kiné)

depuis janvier 2013

À l'origine, 4 ans de partage de colères, d'envie, de militantisme, … une suite logique du lien qui les animaient.

Peux-tu me raconter une journée de travail ?

C'est très compliqué, il n'y a pas de journée type… mais je fais plusieurs types de tâches :

→ compta / administratif / dossier de subvention.

→ suite aux réunions décisionnelles : du travail plus concret sur le projet (ex : besoin de travail sur l'égalité salariale, donc besoin de recherche).

→ coordonner des choses : réflexion économique sur la structure, aspects juridiques à terme, en avançant point par point sur du long terme.

Souvent émaillé le soir (car travail avec des bénévoles).

Le temps passé varie selon les périodes. Mais jamais plus de 15 % sur les aspects administratifs.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?

Éducation populaire politique, enjeux de savoirs et de pouvoirs (Freire, Le Pavé).

Critique radicale de la conception de la médecine (Foucault, Illich).

Expériences de structures de soin primaire en France (la case santé à Toulouse et la place santé en Seine Saint-Denis), qui ressemblent à ce qu'on veut faire et nous donnent de l'imagination… pas sûr qu'on soit parti sans ces exemples.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?

Oui, beaucoup. On parle d'émancipation, de rapports de pouvoirs, de rapport de dominations. On est dans une volonté claire de transformation vis-à-vis de ces questions là, comment on crée de l'émancipation sur la question de la santé.

Collectivement certain-e-s n'utilisent pas forcément ces mots, mais ils parlent bien de ça. A titre personnel je tiens à inscrire ce centre de santé dans une logique de transformation sociale. Si on veut faire changer les choses, il faut savoir où on se situe, qui fait quoi à côté, comment fait-on des liens, …

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.

On était allé à 3 faire une forme de porteur de parole aux urgences de Grenoble. On avait une grande pancarte avec une question écrite : « A-t-on pris soin de vous ? ». On la posait à tout le monde : soignant-e-s, patients, ambulanciers, flics. C'était intéressant de se rendre compte de pas mal de choses en termes d'imaginaire… Contrairement à ce qu'on pourrait croire, avec une forme de sur-médiatisation des urgences, les gens ont tout à fait conscience de la destruction du service public et des conditions de travail des gens aux urgences. Contrairement à ce qu'on voit à la télé avec des gens qui gueulent sur les urgences, là ils ne gueulent pas, ils disent que c'est normal d'être mal soigné dans ces conditions de travail avec la destruction des services publics. Les flics, ambulanciers : tous critiquent la normalisation de leurs métiers : plus de marges de manœuvre, tout est découpé.

Ça pose des questions. Bien sûr, il y a un découpage, des thématiques, des disciplines … mais il y a une forme tentaculaire d'arrivée de méthodes de management de fonctionnement des structures qui touche tout, en dehors des thématiques. S'il faut qu'il y ait des masses de gens qui bougent en même temps, il faut réaliser qu'il y a des points de bascule identiques de partout. Si on se rendait compte comment une chose détruit tout partout… Je ne sais pas si ça a changé des choses, mais en tout ça pour nous c'était intéressant. Je ne sais pas si c'était l'objectif, de transformer (c'était plus de comprendre), mais je pense que ça amène des choses.

C'est intéressant de travailler sur le commun. Comment on peut partir d'une rencontre inter-individuelle entre médecin-patient, très intime, liée au corps, des problèmes. Comment on peut trouver là-dedans quelque chose de commun pour le faire ressortir collectivement dans une volonté de transformation. Partir de l'intime pour trouver du commun dans les souffrances de gens, sans être dans/ en laissant les gens libres d'en faire du collectif.

Est ce une stratégie consciente de partir d'une thématique, la santé, pour ouvrir ensuite sur du transversal, du politique ?
C'est pas tout à fait inconscient. On se le dit des fois : on a la chance d'être sur une thématique, mais on ne le mène pas comme une stratégie. C'est plutôt en travaillant qu'on se rend compte des transversalités, des aspects politiques, de la reproduction des souffrances, de l'aspect réparation des gens... on est porté par cette question là, par nos parcours, ce n'est pas une stratégie.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention : formation, accompagnement, co-formation, recherche, … ?
Oui, oui beaucoup. Au-delà de la question de la transformation sociale, c'est cette notion de savoirs et de pouvoirs. Dans la santé, le savoir est total : c'est le pouvoir absolu. Dans le social c'est pareil, dans l'aspect on met les gens dans des cases …
Certains d'entre nous parlent même d'université populaire. Il faudra qu'il y ait avec les premier-e-s concerné-e-s des réflexions sur ce savoir total qu'est la médecine.
Et puis, il y a cette question : les premier-e-s concerné-e-s, eux, possèdent du savoir qui est totalement méprisé. Il peut y avoir un échange des savoirs : comment on fait pour créer une non-hiérarchie entre savoirs profanes, scientifiques, culturels… Comment éviter les hiérarchies ?

Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention où tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs avec / au sein d'un groupe. En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? Quel effet sur toi ?
L'expérience de la Case de santé, à Toulouse, au centre ville. Ce n'est pas un lieu communautaire des habitants, mais une communauté des gens qui galèrent au centre ville (toxicos, …). Ils sont écoutés, soignés pris en charge dans ce centre de santé. Il s'est passé beaucoup de choses sur les drogues et la toxicomanie. On est à la ramasse en France sur ces questions. Les travailleurs se sont rendu compte que les gens connaissent beaucoup de choses sur leur pathologie, sur la connaissance du fonctionnement du système de santé et de la violence d'aller dans une pharmacie et de se faire traiter … et comme ils bougent, ils ont une connaissance de ce qui se passe en Espagne, au Portugal…
Ils ont fait un groupe, pour discuter… ceux qui ont participé, ont eu envie d'exprimer des choses, à des médecins qui enfin les écoutaient. Pourquoi on ne pourrait pas expliquer à d'autres gens ce qu'on comprend, comment on est pris pour des cons par les infirmières, les pharmaciens. Ils ont eu l'idée de faire appel à des gens du théâtre forum pour construire des piécettes pour expliquer ce que c'est que d'être toxicomane aujourd'hui. Petit à petit, ils en sont arrivés à de belles piécettes. Ils se font appeler pour intervenir dans des formations de travail social… C'est un exemple exceptionnel de renversement du rapport au savoir : des anciens toxico ou toxico actuels qui vont former

des travailleurs sociaux, qui vont intervenir devant d'autres personnes, je trouve que c'est extraordinaire, de les considérer comme des personnes savantes. Voilà, un exemple de ce qui peut être possible de faire dans la santé. (http://moutonnoir.org/nonsubstituables/)

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?

On manque cruellement d'outillage et de réflexion sur ce que c'est que de travailler avec les premier-e-s concerné-e-s. On l'a peu fait, on a travaillé avec d'autres personnes (étudiants par exemple, ou les intermédiaires, qui eux après sont au contact des premier-e-s concerné-s). Mais voilà, je me rends compte que c'est autre chose que de travailler directement avec ces personnes là …

Après, bien sûr, dans les formations de santé, il y a un manque profond de réflexion sur le savoir, sur la véracité de ce savoir… des questions philosophiques qui ne sont jamais traitées. Il y a beaucoup de professionnels qui sont persuadés de la véracité de leur connaissance et qui sont incapables d'entendre autre chose. Certains sont dans l'entre deux : j'ai du savoir mais je vais quand même écouter le savoir profane de celui qui est devant moi. Si ça l'amuse de se poser des aimants sur le crâne, bah, je lui dirai de continuer. Puis certains croient que chacun est outillé sur plein de choses, et qu'on peut travailler ensemble les problèmes de santé, pas dans une pseudo-empathie.

Après question sociétale : comment faire cette déconstruction ? *A priori* on ne peut pas dire à quelqu'un du jour au lendemain : attendez, moi je ne sais rien, c'est vous qui savez. Cette déconstruction doit se faire petit à petit, collectivement. Comment faire ça sans être dans une position de supériorité ?

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?

Avec les habitants, les seconds concernés (associatifs et municipale, centre social, pharmacie), les élus et les technicien-e-s municipaux ou agglo sur notre projet, les personnes qui pensent la transformation sociale (réseau salariat, Scop d'éducation populaire, Phare pour l'égalité – Jessy parce qu'il a bossé sur les dominations croisées dans le domaine de la santé et par leur connaissance du travail direct avec les premier-e-s concernées).

Parmi les acteurs suivants, tu n'en n'as pas cité certains (les citer). Pourquoi ? (demander si besoin des expériences qui se sont mal passées).

- Universitaires – chercheurs et étudiants : on n'est pas vraiment dedans, même si on a vocation à l'être (formation, stage), donc faudra s'y frotter. Mais maintenant pas vraiment. Mais je lis beaucoup de choses de l'université, je me tiens au courant de ce qui sort sur la santé, sur les politiques publiques, à travers l'œil universitaire que je sais

intéressant. Individuellement j'ai encore ce lien. Je suis aussi en recherche de choses sur la pensée, la philo, … Peut-être même un jour reprendre un cursus, vers une thèse ?
En temps que collectif, on n'est pas très liés, mais individuellement il y a des liens.
- Médecin : oubli, car on est intégré dans les structures qui pensent la modification du système de santé, on écrit dans une revue (pratique?).
- Bailleurs de la transformation sociale, des sciences citoyennes, de l'éducation populaire : si, on a des financements.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Quelle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?
On parle plutôt de notre légitimé, de notre potentiel de domination. On parle aussi de posture, de ce qu'on représente pour les gens, pour les gens vers qui on va.
Vers d'autres acteurs ? Oui, mais plutôt comment on fait pour ne pas apparaître comme des rigolos, ou des dangereux gauchistes vis-à-vis des administrateurs, des bailleurs. On se pose la question de notre langage, de ce qu'on écrit vers ceux qui nous payent / qui nous diront si, oui ou non, on peut exercer.
On en parle aussi en interne, sur nos postures entre nous, pour travailler ensemble, pour que tout le monde ait accès à la parole, à la réflexion.

Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?
Moi j'aimerais bien qu'on fasse de l'analyse de la pratique collective. Je ne sais pas pourquoi, j'ai cette idée : plutôt que de faire de l'analyse de la pratique en interne, on pourrait en faire avec d'autres avec qui on est en réseau (dans les municipalités, le travail social par exemple). Pas que sur la santé : créer des espaces de liberté pour que des personnes parlent de ce qu'elles vivent dans leur travail, pourquoi pas le collectiviser ?
Autre chose : on n'a pas vocation à remplacer les centres sociaux par exemple, il faut qu'on travaille plus ensemble sur certaines questions.
À un autre niveau, on aimerait bien que les élus aient une place/obligation à venir voir ce qu'on fait, pour qu'ils entendent directement, pas seulement via des rapports d'activités qu'ils ne liront pas. Si on peut créer des espaces ou des habitants se posent autour de la table avec les élus, bah c'est bien !
Et puis on parlait d'enseignement, on aimerait bien faire venir des chercheurs, que le centre santé soit un endroit qui les aide à réfléchir. Pourquoi pas des professionnels de l'éducation populaire qui puissent venir, proposer des choses On est ouvert à ce que ce lieu ne soit pas que le nôtre, mais qu'il soit traversé par les autres acteurs. Ça pose d'autres questions mais on n'est pas fermé à l'idée.

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?

Oui, puisque les personnes avec qui on veut travailler, qu'on rencontre depuis un an, sont clairement dans ces situations, à un degré plus ou moins élevé, dans le quartier populaire avec un parc 100 % HLM, avec les prix les plus bas, on se retrouve forcément à créer une ghettoïsation, des processus discriminatoires, beaucoup d'immigrés, de femmes isolées avec enfants, de jeunes en rupture sociale sans emploi qui se retrouvent dans la merde de pôle emploi – mission locale, sans envie…. On se retrouve confrontés à eux.

Comment faite-vous pour travailler avec les personnes ?

Bah, en prenant les gens comme des personnes humaines, sans être directement dans la réflexion « je suis confronté à un processus discriminatoire, donc ... » mais plutôt en se disant que c'est une interaction.

Ces personnes là n'ont pas forcément vocation à expliquer leur discrimination, les inégalités, ce ne sont pas forcément leurs mots, elles sont bien conscientes qu'elles sont dans des situations de merde, mais bon… Pas de présupposé du genre : je vais discuter avec un ouvrier, il va me parler de lutte des classes.

Peux-tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?

Se retrouver à deux mâles blancs sur-éduqués et voir arriver une femme noire, ne parlant pas très bien français, et juste par un dispositif de mettre en place les conditions pour que cette personne soit libre de parler sans se sentir gênée, libre de dire ce qu'elle veut.

Comment on a fait ? C'est très fin, ça se joue à peu de choses. On n'a pas analysé, tout n'est pas analysable. On a des pistes, comme le fait d'être dans le quartier depuis plusieurs mois, de faire une enquête conscientisante, que les gens sachent qu'il y a deux mecs qui posent des questions plutôt intéressantes, … tout ça, ça contribue à ce qu'elle ne se soit pas sentie violentée.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?

A un moment donné, il manque un regard. On peut supputer ce qu'il va se passer, se dire qu'il faut faire très attention à la domination symbolique, …

Mais à un moment donné on se retrouve face à ce public là, et on ne sait pas très bien ce qu'on fait.

A Grenoble, il nous manque un groupe de personnes / une association qui vive les processus de dominations, pour que les personnes qui travaillent dessus (Alliance, centre de santé, …) puissent aller les voir pour demander si ce qu'on fait c'est bien ou pas. De la même manière, entre mecs on ne peut pas penser à la place des femmes.

A Lille, ils ont ce réseau d'associations, vers qui on peut aller, qui s'identifie comme travaillant contre les dominations sexistes, de race, de classe. A Grenoble, c'est plus difficile.
Il y a des asso de quartier, mais pas de collectif qui réunisse les gens dans une structuration plus haute.

Sur le financement et ton statut

Comment est financée votre activité ?
On cherche un fonctionnement économique pour le développement du centre à venir, cohérent avec nos idées. Là, en ce moment, on a des subventions publiques et un complément d'apports personnels, des gens qui ont amené de l'argent au sein de la structure pour la faire vivre.

Est-ce que votre statut (professionnel, bénévole, …) vous a déjà empêché d'agir / mis mal à l'aise vis-à-vis de vos publics ?
Je n'ai pas l'impression, non. Je dirais même presque le contraire. Ça me renforce plutôt, dans cette période de la démarche.

Tu dis aux gens que tu es salarié ?
Oui, à la majorité des gens que je rencontre.

Ça donne de la légitimité ?
Non, pas personnelle, mais ça donne de la légitimité à l'association, d'avoir des salariés, c'est dire : on n'est pas juste en train de brasser du vent. Vis-à-vis des gens, c'est intéressant. Ça posera peut-être d'autres questions plus tard, mais là ça aide.

Racontez une expérience où vous avez dû modifier / ne pas faire une intervention pour des raisons de financement.
Oui clairement. Dans l'année qui arrive, il y a des choses qu'on ne va pas faire, on ne pourra pas tenir le 1,5 ETP.
Après, l'argent c'est une chose, mais nous le problème, ce qui nous limite c'est le couperet de l'agence régionale de santé, qui nous dira si, oui ou non, on sera un centre de santé agréé. Pour l'instant ça ne nous freine pas, mais il faut qu'on soit tout beau, tout gentils.
« Est ce que ça gêne votre action ?», on ne s'est jamais freiné de faire les choses, mais on se freine de dire les choses parce que ARS, parce que mairie, … C'est un peu lourd de ne pas pouvoir dire les choses comme on voudrait les dire. On n'est pas vraiment gênés dans l'action à priori.

Selon toi, faudrait-il changer des choses sur ce point ?
Bah ouai, beaucoup. Cette période de préparation avant d'ouvrir le centre, ce travail indispensable n'est pas finançable. On va chercher à droite, à gauche, mais c'est difficile. Il y a énormément d'argent décentré par l'agence n.. de santé pour que des médecins s'installent en libéral dans des institutions, ils vont chercher de l'argent public pour faire du collectif, et ils se payent une secrétaire. On parle de millions d'euros là. Et nous on n'a pas besoin de millions d'euros en fait. Jamais c'est possible de rencontrer quelqu'un de l'ARS Rhône alpes et dire : nous, on veut essayer ça, là, à la fin il y aura un centre de santé dans un lieu où il n'y a pas un médecin, dans un quartier avec des problèmes de santé énormes, ça peut vous intéresser non ? Et bah ça, ce n'est pas possible ? Les gens ont des programmes, et toi tu ne rentres pas dedans. C'est vraiment dommage, je pense qu'il y a des gens intéressants et intéressés dedans, sauf qu'on ne peut pas. Ça pourrait être une façon dans notre cas de fonctionner comme ça.
On nous demande toujours d'être dans une situation de subventionnable, à prouver par A+B …, ce serait bien que les gens soient dans une position de bailleurs, qu'ils écoutent, qu'ils ne soient pas là « ah non, t'as un an de fonctionnement, cette enveloppe il faut 2 ans ... ». Il faut que eux aussi aient un rôle de bailleurs au-delà de savoir si ta paperasse rentre dans leur case.

Priorisation

Parmi les pistes sur lesquelles agir que nous avons évoquées (financement, travail sur les méthodes, les postures, avec d'autres acteurs, ...), par où faudrait-il commencer ?
On se rencontre qu'à l'échelle d'une ville, il y a 5-6 structures qui travaillent aux transformations sociales. On parle de plein de choses, aux soirées où on se croise, … On parle des fois de mutualisation d'outils (entre ceux qui connaissent par cœur le fonctionnement des formations professionnelles, les dispositifs publics, …), il faudrait réfléchir à une posture idéologique commune, réfléchir ensemble, quelles sont les limites des uns et des autres ? Est-ce que le financement peut être une question politique, une revendication ? Défendre des choses collectivement ?
Idem sur les postures, quels que soient les publics : on se pose tous plein de questions. Il serait intéressant d'en discuter, c'est toujours intéressant.

Des noms avec qui bosser là-dessus ?
En gros les gens qui sont invités.
C'est pas travailler tous en même temps, c'est que ce soit facile, qu'on se reconnaisse les uns les autres sur ce qu'on fait. Si un jour on a à travailler la santé avec des roms, qu'on puisse aller travailler avec des gens.

Claske Dijkema et Karine Gatelier
Asscociation Modus Operandi
24 Novembre 2014

Parle moi de ta structure et de ton action en général

Nous étions deux à créer l'association en 2006 dans une tentative de créer un emploi qui nous permette de réfléchir en dehors des contraintes universitaires sur des questions que nous avions retenues de nos expériences de terrain. Karine venait tout juste de soutenir une thèse en anthropologie sur les Tsiganes en Asie Centrale. Moi je revenais d'un an de travail dans un centre travaillant avec une approche constructive du conflit en Afrique du Sud post-apartheid. L'approche de la transformation par le conflit était le fil rouge tout au long. La réalité était qu'à Grenoble, personne n'était intéressé par l'Asie Centrale, ni l'Afrique australe et en plus je parlais à peine français, étant d'origine hollandaise. Grenoble était un lieu par défaut que nous avions voulu changer en lieu de choix. Nous voyions beaucoup de questions transversales à nos terrains. Elle coïncidaient avec des questions que se posait la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH) qui, après les années 2000, dans une période dite de démocratisation, ne voyait pas les résultats arriver sur le terrain. Ils ont financé le début de notre activité et continue à nous financer. Nous avions été accueillies dans un labo de recherche à l'Université Pierre Mendès-France, dans une équipe de recherche multidisciplinaire. Nous avons obtenu un financement de la *European Science Foundation* pour organiser une conférence internationale. Nous avions un gros budget pour inviter une quarantaine de personnes de partout dans le monde en Suède. Cette façon de travailler est assez courante dans notre travail. On part de l'idée que si nous nous posions certaines questions, il doit y en avoir forcément d'autres qui les partagent. Ces rencontres sont des façons d'apprendre ensemble. Après, il y a aussi des périodes où nous n'en n'organisons pas parce que ça prend énormément de travail que nous ne pouvons pas attribuer à autre chose. Plus récemment, nous nous sommes orientées vers des questions plus proches de chez nous et avec l'envie d'y réfléchir avec un autre public que des universitaires, tout en gardant un lien avec ce milieu. Notre place est à la charnière entre l'université et les associations plus militantes, plus présentes sur le terrain.

Notre équipe a beaucoup évoluée depuis 2006. En 2011 nous avons fusionné avec une association à Paris qui travaillait sur une thématique proche et avec qui on collaborait déjà. Elle aussi était financée par la FPH. Désormais on était deux à Grenoble et une à Paris. Depuis deux collègues nous ont rejoint qui se sont reconnus dans nos questions sur les conflits et sur la façon de les transformer et ont développé leurs projets au sein de la structure en créant de la synergie. Nous accueillons aussi plusieurs stagiaires par an. Une grande partie de notre temps consiste à former des professionnels travaillant dans les zones de conflit, enseigner à l'université, créer des espaces de débat public ou en cercle fermé et faire de la recherche-action participative. Nous préférons d'ailleurs parler de Recherche citoyenne, pour se distinguer de la recherche-action dépolitisée.

Nous assumons que nos questions de recherche sont le résultat d'un sentiment d'injustice dans la société. Elle ne répondent pas à des commandes.

Peux-tu me raconter une journée de travail ?
J'arrive au bureau, je discute avec un collègue et on fait un debriefing informel d'une réunion avec un collectif auquel nous avions participé. Qu'est-ce qui s'est passé dans cette réunion et pourquoi ? Ensuite je discute avec un autre collègue et notre stagiaire de l'article qu'il a écrit en travaillant avec des concepts qui nous aident à mieux comprendre les conflits. J'allume mon ordinateur et je réponds au mail. Je corrige peut-être les travaux d'analyse des participants à notre école d'été de l'été dernier à Kinshasa. Je déjeuner avec quelqu'un que je vois bien participer à la rencontre que nous organisons sur les savoirs dans les processus de transformation sociale. Ensuite je cours à l'Institut de Géographie Urbaine pour avancer sur notre projet de petit livret pour recueillir les expériences liées à un séminaire que nous avons organisé entre les universitaires et habitants du quartier avoisinant l'institut. Je file à la maison pour m'occuper de mes enfants. Souvent, le soir je rallume mon ordinateur. C'est un temps plus calme pour travailler un peu les questions du fond, préparer une intervention.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
-Sociologues qui ont analysé les relations de pouvoir : Norbert Elias « The established and the outsiders », Bourdieu.
-Anthropologie : l'anthropologie politique avec Balandier, Clastres, Abelès, Emmanuel Terray, Marc Augé, Michel Agier ; et des travaux sur la méthodologie notamment JP Olivier de Sardan.
-Littérature américaine sur la transformation de conflit (Lederach, Mitchell, Galtung, Boulding, Curle).
-Etudes post-coloniales : Frantz Fanon, Achille Mbembe et les traduction de chercheurs étrangers….
-Pédagogie / théologie libératrice / Conscientisation : Freire.
-Recherche comme action (méthodes) : Yann le bossé, Alexia Morvan, et des labos de recherche québecois, le CREMIS notamment.
-Non-violence et désobéissance civile : Gandhi, Mandela, Sharpe.
-Community organising.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?
Claske : Nous parlons plutôt de transformation de conflits mais ça marche moins bien dans notre société car les gens pensent aux conflits armés et donc que leur société est épargnée de conflits... Nous défendons que les dynamiques qui amènent aux conflits armés sont aussi présentes dans notre société. Même si beaucoup de paramètres sont

différents, il est utile d'appliquer ces outils d'analyse à notre société en France, en Europe de l'Ouest. Les questions conflictuelles sur lesquelles nous avons travaillé ici c'est le rapport à l'autre : celui qu'on voit comme étranger. Ça peut être quelqu'un qui cherche refuge ici ou le jeune français qui habite dans un quartier et a la peau légèrement (ou très) foncée. Il y a un grand écart entre ce qu'on veut transformer et ce qu'on peut transformer en ce moment.

Karine : on expérimente des choses qui ont pour visée des transformations. L'accompagnement pour la défense des droits (avec les réfugiés par exemple). Récemment, on a organisé des ateliers d'expression qui invitaient des réfugiés à réagir au projet de loi sur l'asile, à partager l'expérience qu'ils ont eue dans leur parcours de demande d'asile. Ce processus a fonctionné comme une formation mutuelle où les réfugiés étaient très demandeurs d'information sur les institutions et leur fonctionnement (la répartition des pouvoirs ; la distribution des rôles). En même temps leurs récits donnaient en miroir les représentations qu'ils ont de ces institutions et des acteurs de la demande d'asile. Cette démarche a permis d'identifier un certain nombre de points où les politiques publiques sont mal dimensionnées. Au-delà, les réfugiés ont pu découvrir certains mécanismes de notre démocratie qui permettent l'expression d'opinion et la participation au débat public. L'objectif est de construire une conscience de citoyen. Il est trop tôt pour faire un bilan…

Claske : Nous avons organisé cette rencontre entre autre pour avancer sur cette question. Nous sommes convaincues que pour transformer la situation actuelle, qui imagine un futur dans lequel on se débarrasse de l'autre soit en l'intégrant, soit en l'expulsant doit passer par une remise en cause des rapports de pouvoir. On ne change pas les choses structurellement en négociant, ni sans travailler sur la représentation qu'on a les uns des autres.

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.

Une expérience qui n'a pas bien fonctionné est un projet avec l'Alliance Citoyenne dans le cadre du cursus universitaire des étudiants en master Coopération Internationale et Communication Multilingue. Nous avions entendu depuis plusieurs années une demande des étudiants de faire plus de travail concret, moins théorique. Les questions de participation, dé-hiérarchisation des relations et *empowerment* sont au cœur des questions qui pour nous sont clés dans le travail de coopération internationale. L'Alliance Citoyenne est pour nous une des rares organisations que nous connaissons qui a autant réfléchi ces questions de façon pratique et qui en plus les met en œuvre dans ces campagnes. Ce fut une expérience difficile qui a évoqué beaucoup d'insatisfaction chez les étudiants et de découragement pour la personne accompagnant les étudiants. Tandis que tous les étudiants ont beaucoup apprécié les méthodes pédagogiques de l'Alliance, empruntées de l'éducation populaire politique (entretien

mutuel, jeux de rôle, etc) ils se sentaient mal à l'aise dans un rôle d'organisateur. Ils étaient mal à l'aise avec cette approche conflictuelle des relations entre personnes concernées par un problème et institutions concernées pour fournir les services qui posent problème. La décision de se focaliser dans l'action sur les personnes directement concernées par le problème et non pas sur les institutions a provoqué beaucoup de résistance. Une différence de point de vue sur le fond n'a pas pu être surmontée, malgré un travail sur les auteurs et les théories de domination ou peut-être le travail n'a pas été fait dans le bon ordre. Il y avait une tension entre apprendre par expérience et par théorie, mais aussi être dans une position d'apprentissage en travaillant dans le cadre d'une campagne dans laquelle on essaie d'obtenir des résultats. J'en déduis qu'il est difficile de «proposer » un projet militant politique dans un cursus universitaire qui doit être validé par le prof (même si les étudiants ont le choix entre plusieurs projets). Ce manque de choix biaise les relations. Ils sont là par contrainte, même si sur le plan personnel ils peuvent être très militants.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Claske : Le cas cité était très spécifique. Un autre cadre travail est celui sur les tensions dans les quartiers populaires autour de l'utilisation de l'espace public (squat de halls d'immeuble, prendre place sur les bancs, rodéos de scooter etc). Beaucoup d'habitants se sentent agressés par ces comportements. Les jeunes dans ces lieux se sentent méprisés. Comment travailler sur ces relations qui s'inscrivent dans un contexte de problèmes économiques structurels avec le manque d'emplois et de violence symbolique sous forme de discrimination. Il y a beaucoup de facteurs sur lesquels il est difficile d'agir localement. Notre point de départ est de travailler des analyses collectives et croisées du problème pour éviter la conclusion que l'autre est le problème et que la seule solution qui semble envisageable est de le faire disparaître, dans le sens symbolique ou physique. Pendant ces moments d'analyse collective, je suis souvent touchée par l'intelligence humaine.

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention (ex : formation, accompagnement, co-formation, recherche, …) ?

Karine : on travaille sur ou avec les savoirs au moins de deux points de vue : la formation, à l'université ou dans notre école d'été sur l'analyse de conflit (public de professionnels du développement en Afrique centrale) et la recherche, qu'on appelle citoyenne.

Pour nos démarches de formation, on parle d'enseignement réflexif. C'est à la fois l'idée qu'on amène les étudiants à expérimenter des choses et on cherche à développer leur capacité à comprendre ce qui leur arrive (travail en réflexivité), et l'idée qu'on s'appuie sur leurs expériences pour apporter nos cadres théoriques ou conceptuels : pour les questionner, les enrichir.

Pour la recherche, on l'a expliqué, elle est citoyenne parce qu'elle consiste en un

processus de travail avec les personnes concernées par le sujet de la recherche, et qui vise à la conscientisation, dans un premier temps, d'une situation où les rapports de force sont asymétriques et à leur détriment. Le processus, en montrant les moyens auxquels ils peuvent accéder, recherche une prise de conscience politique et la mise en œuvre d'une action.

Raconte une-des expérience-s récente d'intervention ou tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe (ex : apprentissage d'une méthode, recherche d'informations, besoins de connaissances, apprentissage d'un savoir-faire, …). En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? En quoi cela t'a aidé ?
Karine : l'expérience en cours des ateliers d'expression avec les réfugiés sur le projet de loi de l'asile est un processus encore inachevé mais dans la méthode il a consisté à partager des expériences et des ressentis pour en extraire une compréhension de la situation d'une catégorie de personnes (les demandeurs d'asile) des modes de fonctionnement des institutions, des dysfonctionnements et des irrégularités parfois.
Ça renforce chaque individu dans la prise de conscience d'une situation partagée ; ça crée du lien et fonde un groupe ; ça donne un peu plus de confiance de connaître les rouages du pouvoir ; et ça développe la capacité d'une prise de parole publique.

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?
Karine : D'une manière générale, je ressens le besoin d'élargir les questionnements sur mes méthodes de recherche, au contact d'autres expériences, d'autres pratiques. Envisager des enjeux pas encore identifiés. Au-delà, les méthodes pour entrer en contact avec les représentations, les imaginaires des gens m'intéressent beaucoup. Les méthodes de l'ethnologie ne suffisent pas ; elles laissent grand ouverte la question de la légitimité. Pourquoi un ethnologue tape l'incruste chez les gens ? ça m'a toujours beaucoup dérangée. « Le chercheur au service des gens » ça pose d'autres questions : quelles sont les limites ?
Les pratiques outre-Atlantique d'intégration de professionnels et de « pairs » comme chercheurs dans les centres de recherche soulèvent des questions intéressantes pour combiner des points de vue, des représentations, des imaginaires.

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?,
Des gens en France et en Afrique (centrale principalement) ; des professionnels du développement, des diplomates, des fonctionnaires, des étudiants, des universitaires – chercheurs et enseignants – des « premiers concernés » (sur le terrain de l'exclusion sociale, du déclassement, du rejet pour raison d'identité étrangère), des associations, professionnelles de la formation ou de l'analyse, et militantes.

Parmi les acteurs suivants, tu n'en n'a pas cité certains. Pourquoi ?

- universitaires – chercheurs et étudiants
- personnes en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires
- acteurs publics – élus et techniciens
- bailleurs/financeurs de l'éducation populaire, des sciences citoyennes, …
- professionnels de l'éducation populaire / de la transformation sociale
- militants associatifs

On parle pas beaucoup des élus. Jusqu'ici on n'a pas eu pour priorité de s'adresser à eux parce qu'on est dans la situation privilégiée de bénéficier d'un financement d'une fondation privée. On entreprend des démarches mais pas dans le sens de tisser une relation structurante.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Qu'elle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?

Karine : ça prend pas mal de place dans nos réflexions :

Dans les moments de formation, on explique avant de commencer que la formation est un temps d'échange entre un cadre méthodologique, conceptuel, théorique qu'on propose et qu'on construit à partir de nos recherches sur nos terrains ; et d'un autre côté, la connaissance des participants d'un conflit, d'un terrain, d'une réalité sociale pour nourrir et développer au-delà nos cadres.

C'est pas toujours facile d'être entendu dans ce rôle car on est parfois perçus comme des « profs » et on attend de nous de livrer des choses toutes pensées. Y a des dispositions où bousculer ces rôles n'est pas toujours facile.

Sur nos terrains de recherche, et dans mon expérience, je jongle entre une posture plutôt classique de recherche où il faut apporter beaucoup de concepts, de théorie et de méthodes à, au contraire, une position où je cherche autant que possible à partager avec les réfugiés pour accéder à leur imaginaire ; base sur laquelle on peut réfléchir ensemble à quoi faire. Ici c'est la position de la militante qui se déploie.

Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernée

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?

Karine : oui, principalement sur 2 terrains : celui de l'asile et on y travaille avec des demandeurs d'asile, des réfugiés statutaires, des déboutés ; et aussi des migrants non demandeurs d'asile avec qui ils partagent parfois une existence de précarité (bidonvilles, camps et squats).

Le 2e terrain de travail est celui de la Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles où on travaille avec les habitants : ils sont jeunes ou pas ; en rupture ou au contraire actifs dans des associations et des collectifs.

Peux -tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?
Karine : Une phrase entendue qui fait beaucoup réfléchir aux questions de posture : dans les ateliers d'expression sur la réforme de l'asile, un participant a exprimé son opinion que les frontières ne doivent pas être complètement ouvertes « sinon, tous les habitants de mon pays vont venir ». C'est l'idée de fermer la porte derrière moi.
Et un raté : s'installer sur le marché de La Villeneuve avec l'objectif d'échanger avec les gens sur la non-violence. On avait tout faux : le sujet, le moment, le dispositif plus large dans lequel on s'inscrivait.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?
Karine : Oui, dans nos idées, on en peut pas faire notre travail sans travailler avec eux parce qu'on fonde nos démarches sur la fabrique d'une analyse partagée des problèmes. Comment ? On bricole, on s'inspire d'expériences et on improvise aussi.

Sur le financement et ton statut

Comment est financée votre activité ?
Karine : Pour une large part par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Ponctuellement, en fonction des thématique, des projets sont financés par des collectivités territoriales (le Région Rhône Alpes), des organisations partenaires (UiTC), et des partenaires à l'étranger (European Science Foudation).

Est-ce que votre statut (professionnel, bénévole, …) vous a déjà empêché d'agir / mis mal à l'aise vis-à-vis de vos publics ?
Karine : à proprement parler non. Mais je recherche un autre statut sur mon terrain (Asile) à certains moments. Celui-ci de bénévole aide en effet. Mais il n'est pas que utilitaire pour mon travail, il répond aussi à des besoins personnels d'engagement.

Sergi Escribano – Ruiz
Chaire Terrre Citoyenne – Valencia
30 septembre 2014

Présentation de la structure et objectifs

La Chaire Terre Citoyenne est née d'un groupe de professeurs, étudiants, institutions et professionnels venus de parcours différents, tous liés à l'Université Polytechnique de Valence (UPV). L'initiative du groupe est venue d'une accumulation d'expériences de formation et de sensibilisation à la citoyenneté sur les thèmes de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural tant à l'échelle européenne qu'internationale. Du fait que leurs activités prévues sont ouvertes, le groupe touche de façon indirecte d'autres publics (d'autres universités, ONGs, leaders sociaux, citoyens, entreprises, syndicats etc.).

La Chaire Terre Citoyenne compte sur le soutien de l'École Technique Supérieure d'Ingénierie Agronome et de l'Environnement (*Escuela Técnica Superior de Ingeniería Agronómica y del Medio Natural* - ETSIAMN), du Centre de Coopération au Développement de l'Université Polytechnique de Valence, et sur le parrainage de la Fondation Charles Léopold Mayer. De plus, depuis 2013, l'UITC soutient financièrement la Chaire.

La Chaire Terre Citoyenne s'ouvre à la communauté universitaire, aux mouvements sociaux et à la citoyenneté en général. Les personnes et institutions impliquées dans cette aventure collective soutiennent l'analyse suivante :

- L'évolution vertigineuse des orientations technologiques n'assure pas le bonheur des personnes ni le futur de notre planète.
- Nous devons penser et agir de façon responsable et gérer notre vie et celle de la planète à travers de nouvelles formes de compréhension et de transformation.
- Les systèmes de formation traditionnels et académiques sont insuffisants pour faire face aux défis de la planète. Dans nombres de cas, ce sont des modèles éducatifs basés sur le passé et isolés des réalités sociales.
- La spécialisation et la fragmentation de la production des savoirs ne génèrent pas des réponses adaptées aux défis de la société du XXI siècle.

Avec la cible définie et en se basant sur le cadre des activités établi par l'Université pour les Chaires d'entreprise, nous voulons:

- Promouvoir des lignes de recherche en matière de souveraineté et sécurité alimentaire, en accordant une attention particulière à la petite et moyenne agriculture.
- Divulguer les idées, analyses, réflexions et débats sur la question du développement rural, la gestion des ressources naturelles et la gestion des biens communs.

- Favoriser la formation formelle à travers la participation dans l'enseignement des modules et masters.
- Coordonner les travaux de fin de diplôme (TFD), les mémoires de masters (TFM) et les pratiques d'entreprises sous l'objectif thématique et institutionnel de l'Alliance Internationale Terre Citoyenne.

Valeurs

L'objectif d'une formation éthique est au cœur de la Chaire Terre Citoyenne et se divise en quatre grands axes:

- La responsabilité ou la capacité de se former et faire des choix qui améliorent la vie des citoyens.
- L'interdépendance permet de se percevoir comme des êtres différents mais profondément unis et dépendants dans la société-monde.

- La conviction est une lutte pour la défense de la vie, de la dignité humaine et du libre arbitre. Cette lutte est motrice de révolte et de changement.
- La confiance ou la capacité de travailler de manière coopérative, dans un réseau qui coproduit l'intelligence collective.

Pour cela, la Chaire Terre Citoyenne prétend servir comme espace de recherche, de réflexion critique, d'échange, de formation et de divulgation autour des sciences agronomiques et sociales, entre autres.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?

L'espace de la chaire Terre citoyenne de l'UPV est conçu comme un espace ouvert, de dialogue entre les mouvements sociaux de la région et les savoirs académiques. C'est un espace pourtant non dogmatique, inspiré indirectement de plusieurs figures telles que Paulo Freire, José Marti (libérateur et pédagogue cubain) en ce qui concerne la méthode.

Personnellement je suis touché par son livre "ideario pedagógico". A la base, il propose de nouvelles relations entre les professeurs et les élèves. Il met au centre aussi la nécessité de pratiquer, d'expérimenter avant de se mettre aux questions théoriques. Un exemple simple pour illustrer cela est la formation agricole. D'habitude on se forme théoriquement pour après aborder la pratique. Nous proposons dans nos actions l'inverse, pratiquer pour après avancer mieux dans la théorisation. C'est pour cela que nous sommes promoteurs d'un groupe de consommation de produits bio et locaux à l'Université, que nous avons un jardin potager pour travailler, etc. Après, les conférences, les tables rondes, lles dialogues sont un complément pour avancer dans la réflexion.

Est-ce que vous utilisez aussi cette méthode dans le cadre des cours aux étudiants ? Car dans mon expérience ces derniers sont parfois très mal à l'aise de commencer avec la pratique avant la théorie. Nous rencontrons souvent de la résistance de leur part et ils expriment un besoin de savoir d'abord où on veut aller avec l'expérience ou le partage de concepts avant d'aller "sur le terrain". Est-ce que vous rencontrez les mêmes résistances ?
Nous ne développons pas des formation formelles, intégrées dans les plans d'études. C'est pourtant une formation complémentaire qui est perçue au préalable comme novatrice. C'est-à-dire, les personnes qui participent à nos cours sont déjà ouvertes à l'innovations, ils/elles attendent d'autres formes, d'autres pistes, d'autres réflexions que celles des cours formels.

Est-ce un choix de ne pas intégrer le cursus obligatoire de l'école d'agronomie et ainsi de rester à la marge de la formation ou une limite imposée par l'institution ?
C'est une limite que nous essayons de repousser chaque année. Cette année nous allons lancer la première formation formelle sur la souveraineté alimentaire dans le cadre de 2 universités publiques de la ville, l'Université Polytechnique de Valencia (UPV) et l'Université de Valencia.
En ce qui concerne nos sources d'inspiration thématique : nous travaillons très proche d'autres figures plus proches des mouvements sociaux telles que via campesina, slow food, forum rural mondial, etc. Nous sommes aussi inspirés du travail de quelques années de discussion de la charte UiTC.

Parlez-vous de transformations ou de changements dans vos pratiques?
Si nous sommes arrivés à l'Université après avoir milité dans d'autres organisations c'est parce que nous voulons transformer la formation des "élites" (même si je n'aime pas ce mot). Notre objectif est très simple, nous voulons transformer les méthodes d'enseignement et contribuer à la formation de citoyens avec une capacité critique et ne pas être au service des grands paradigmes néolibéraux. Les universités en ce moment sont une machine au service du système qu'il faut absolument transformer.

Donc si je comprends bien, c'est à la fois une transformation du système universitaire et une transformation des modes de consommation et production que vous visez.
Oui, tout est lié. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une école d'agronomie. Nous ne pouvons pas changer les réalités sans changer nous-mêmes et la forme de consommer joue un rôle fondamental. En plus c'est facile à montrer.
Est-ce que tu peux me parler d'un exemple de résistances que vous rencontrez dans votre objectif de transformation (soit l'université soit modes de consommation/production)
Les lobbys agricoles sont dans les universités. Nous sommes perçus par une part importante de l'académie comme des hippies, parfois des terroristes, et nous avons des fortes pressions des biotechnologies et des industries alimentaires. Ils ont essayé parfois d'interdire des conférences où il y avait des intervenants type José Bové qui est perçu comme un terroriste qui arrache les cultures d'ogm des centres de recherche.

Qu'est-ce que tu aimerais que les étudiants découvrent à travers la chaire ?
La première chose que j'aimerais changer c'est l'approche des jeunes vers une vision plus globale du monde et des sociétés. Leur apprendre à relativiser, à savoir que le monde est pluriel et riche et que les vérités sont relatives. Contribuer à enrichir leur capacité critique et leur autonomie de pensée. Pour cela, il faut que l'université s'ouvre à la société, entre autres mesures. Pour l'instant elle reste très isolée.

Est-ce que tu peux donner une ou plusieurs illustrations des activités de la Chaire qui amènent les jeunes à s'ouvrir sur le monde ? Et si c'est pertinent, peux-tu expliquer le processus pédagogique qu'il y a derrière : en quoi une telle action les aide à changer leur regard sur le monde.
J'ai deux expériences en tête : la première sont les chantiers jeunes aux Maroc. Nous organisons des groupes de jeunes de la région pour aller au nord du Maroc. On organise avec eux des travaux avec les jeunes du village, des ateliers de culture et langue arabe, des rencontres avec les organisations sociales du coin, etc. Au retour de ce passage de 20-30 jours au Maroc, le bilan est spectaculaire. Le gens ont découvert une autre culture, une autre région géopolitique... même si nous sommes voisins, l'Espagne (avec ses relations économiques, ses programmes d'échanges, etc) regarde vers le nord et vers l'atlantique. Toutes les nouvelles qui arrivent du sud son négatives et nous construisons des murs pour éviter l'invasion.... dramatique. Une deuxième expérience c'est notre collaboration avec le Centre de Coopération au développement de l'Université. Nous avons réussi à envoyer plus de 10 étudiants en Amérique Latine pour travailler avec des organisations paysannes ou centres de recherche et le bilan est aussi très positif.

Que faudrait-il changer pour que vos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
La capacité de l'École d'agronomie de changer les plans de formation est très restreinte car ils sont fixés par le Ministère.

Est-ce que tu peux me raconter une expérience d'intervention censée transformer quelque chose, qui n'a pas fonctionné ?
L'approche n'est pas de faire une action et attendre un résultat. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un processus où nous avançons doucement. Il y a dix ans nous étions les seuls à l'Université à proposer des activités alternatives et maintenant il y a d'autres espaces de travail critique. C'est magnifique de constater que nous avançons, même si on est minoritaire et parfois mal perçus par une majorité d'acteurs universitaires.

Dans le cadre de la rencontre nous sommes aussi très intéressés par les rapports de pouvoir. Tu as mentionné ceux entre élèves et professeurs, entre les lobbys industriels et production bio et petite échelle. Dans le cadre du dernier vous êtes du côté des marges. Mais comme tu disais, l'université est du côté du « centre » (élite) si on peut le dire comme ça. Si vous mettez la Chaire au centre, travaillez-vous aussi avec des populations encore plus à la marge, pour qui vous êtes le centre si on peut le dire comme ça. Et si oui, qui sont-ils ?

Notre public cible sont les étudiants de l'Université. Après c'est vrai que nous travaillons aussi avec les migrants grâce au projet de jardins solidaires, focalisés sur la formation de migrants en agriculture.

A l'UPV nous sommes le centre pour les mouvements sociaux. Nous sommes reconnus comme les gaulois face à l'empire romain, même si notre logique n'est pas de résister. Tout au contraire, nous voulons affaiblir l'empire petit à petit. La Chaire est aussi un pont entre l'université et les mouvements sociaux, producteurs bio et locaux etc.

Vers où je veux aller c'est la question de la posture, comment êtes-vous vus par certains mouvements sociaux avec qui vous travaillez ou les migrants par exemple. Avez-vous aussi le rôle de traduire les langages des uns et des autres pour réduire les distances entre ces mondes ou est-ce que la communication entre étudiants et mouvements sociaux, par exemple, est fluide ?

Oui, notre but c'est de réduire les distances, de provoquer une reconnaissance mutuelle et un dialogue entre les deux "mondes", capable de donner des réponses aux défis de nos sociétés et de nos territoires.

Antoine Gonthier
Alliance Citoyenne de Grenoble
19 Septembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ?
Ça a commencé avec ECHO en septembre 2010, avec pour mission d'expérimenter les méthodes du *Community Organising* (CO) à Grenoble pendant 2 ans. Les objectifs étaient de rassembler les acteurs concernés autour d'un projet commun, de tester des campagnes. Il y avait Solène, Adrien, David comme salariés, organisés en coop (salariés + conseil). Ça a duré 2 ans, quelques campagnes dont 2-3 de gagnées.

Fin 2012 : c'est la création de l'Alliance, avec 30 organisations membres signataires, en partie : culturelles ; syndicats ; collectifs d'habitants / parents d'élèves ; étrangers / communautés. L'objectif était de rassembler et de faire une Alliance qui représente cette diversité.
- Les membres sont : une 30aine d'organisations + quelques individus (leaders de campagne intéressés).
- Parmi ces alliés, on forme un conseil de 9 personnes qui représente cette diversité, qui fonctionne comme un CA (orientation de la structure, …) avec des gens pas forcément habitués/formés, donc on fait monter en compétences ces gens là. Au moins 1 représentant de chaque structure + tirage au sort pour le reste.
Fin 2014, on relance une campagne d'adhésion.
- Des organisateurs salariés : 5 aujourd'hui + 1 service civique (depuis 2013, passage bénévole -->salariés). Solène, Adrien sont restés, David a monté Planning. Pauline, Aymeric, Antoine et d'autres nous ont rejoints, puis on s'est professionnalisé.

Peux-tu me raconter une journée de travail ?
Je me lève, j'arrive à 9h, je fais du travail de bureau (mail, papiers) pendant 2 heures.
À 11h, je vais faire un tête à tête avec un étudiant étranger d'une association que je ne connais pas, pour l'associer à une campagne. En début d'après-midi, j'ai une réunion avec 3 leaders de la campagne sur les mineurs étrangers isolés, pour préparer la réunion du soir, construire l'animation, vérifier que tout le monde est invité. Ensuite, je fais un dossier de subvention. À 18h, je passe 30 minutes de coup de tel pour vérifier que mes rdv de fin de semaine sont ok, j'appelle des contacts que je n'ai pas eus depuis longtemps. Ensuite, je prépare la réunion, je vais prendre le *paperboard*, je stress un peu. Cette réunion, par exemple, c'est la première au début d'une campagne, pour voir quelles colères sont communes à toute-s, identifier des décideurs responsables, quelques pistes. 20H30 je suis lessivé, content de la journée, je rentre chez moi.

« Journée idéale ou réalité » ?
Bah, idéale dans le sens où je n'ai pas tout ça dans une journée. Mais sur une semaine je fais tout ça, oui, en moyenne. Au début j'étais surtout recruté sur l'administratif, on croyait que c'était plus efficace de se spécialiser. En fait maintenant on s'est réorganisé, chacun-e fait du terrain + de l'administratif. Ainsi on gagne en légitimité dans le travail de réseau, les dossiers, on sait de quoi on parle. Et puis ça enrichit l'action de faire de l'administratif (dossiers).
On partage un cœur de travail de terrain en commun + une répartition de l'interne par mandat (communication, formation/intervention extérieure, recherche de subvention, essaimage). On est donc 4 + 1 coordinatrice (qui assure le lien avec le conseil, l'équipe).

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
Alinsky ; littérature de la non-violence (étude de cas + que théorie), on s'inspire d'actions non-violentes diverses ; mais surtout Alinsky et l'héritage du C*ommunity Organising*. Plusieurs branches aujourd'hui :
- *Broad-based organising*, qui s'appuient sur des grosses organisations, partant des membres, du *membership*.
- Logiques de quartier, par le porte-à-porte, repérer les leaders, indépendamment des organisations.
Nous, on est un modèle hybride, on fait un peu des 2. Jusqu'à maintenant : surtout *broad-based*, mais en fait pas vraiment comme le *broad-based* des anglais (avec un modèle économique basé là-dessus, grosses cotisations, et CO pour renforcer les organisations). Non, on prend des inspirations des 2 avec pour ambition de s'appuyer sur des organisations locales et faire émerger des comités d'organisation avec les habitants clefs.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ?
Oui, on parle de transformation, de changement. On parle surtout de changements concrets, d'amélioration concrètes, aller vers du mieux directement. En gros, dans une campagne : partir des colères, faire un diagnostic partagé, et faire des demandes précises, faire changer les décisions politiques. Faire évoluer les décisions pour répondre aux demandes des collectifs.

Quels types de changements ?
On vise des changements institutionnels, pas des changements dans les comportements des gens (comme pour manger bio, local, …). l'idée est de changer les dynamiques de pouvoir pour faire changer les décisions politiques, envers les élus ou les chefs d'entreprises.

Changer, ou déclencher une décision ?
Peu importe le moyen, le décideur se débrouille. Exemple avec la campagne de l'école de buttes : on cherche pourquoi ça a brûlé, avec le collectif on fait une demande (la reconstruction) avec dossier à l'appui pour expliquer que c'est une responsabilité publique (manque d'entretien, ...). L'élu après décide, s'il doit faire un nouveau contrat, passer par ses techniciens, par son conseil... peu importe, ce qui compte c'est l'amélioration.

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
Par exemple la campagne des étudiants étrangers.
Une organisatrice se balade sur le campus, rencontre des étudiants étrangers. Elle entend que les démarches administratives c'est chiant, c'est long, faut les refaire chaque année, faut demander plein de documents, ils doivent retourner dans leurs pays récupérer des documents, …
Réunion entre plusieurs étudiants d'associations + d'autres syndicats (UNEF, …). Ils apprennent qu'il y a quelques années, il y avait un guichet unique sur le campus dédié à cela, et qu'il a été supprimé. Les étudiants veulent que le guichet soit réinstallé.
Avant d'arriver à cette demande, on est passé par d'autres petites demandes (livret d'accueil dans plusieurs langues, meilleur fléchage pour les étudiants étrangers), des broutilles qui ont permis de faire prendre la sauce dans le groupe, prendre confiance. Du coup, s'est posée la question du guichet unique pour les étudiants étrangers. On a passé 1 an sur les petites victoires, puis 1 an pour la lutte, puis 1 an pour la construction du guichet.
De là, courriers, demandes de RDV, sans réponse. Du mépris ressenti par le collectif. Réponse dans les couloirs : « Vous êtes qui ? Vous ne représentez personnes, vous n'êtes pas légitimes pour faire des réunions avec nous. »
Du coup, décision de faire une action de pression pour déclencher les négociations. Choix d'investir un événement à la bastille, un repas avec les profs/chercheurs étrangers. Les étudiants ont installé un faux guichet, une grande queue s'est formée pour passer au guichet avec des questions absurdes (certificat de naissance de votre grand-mère, photocopies de ceci ou cela, …). Les organisateurs du repas s'en rendent compte, disent que c'est n'importe quoi, que c'est horrible, que ça perturbe tout. Les étudiants répondent que oui, c'est horrible, mais c'est ce qu'on vit toute l'année.
Il y avait Geneviève Fioraso (alors vice-présente de la métro) sur place, qui a discuté avec les jeunes, et ça a aidé à déclencher les négociations avec l'université. La presse en a rajouté. Ça a permis de se faire reconnaître acteur légitime.

On pense que dès lors qu'une demande est légitime, elle doit être traitée politiquement, mais dans la réalité, c'est bien plus compliqué. Quand un groupe manque de pouvoir, même si la demande est légitime, ça coince bien souvent.
Puis on a fait un travail de co-enquête pendant plusieurs mois, avec une étude de

faisabilité demandée par l'université. Les étudiants ont toujours veillé à ce que ça se fasse avec eux. L'université a essayé de s'approprier le truc, de faire un guichet à leur sauce, et les étudiants ont du continuer à s'imposer pour co-construire ce guichet.
Le guichet est sorti en 2013.

Aujourd'hui, c'est intéressant ce qui se passe. L'année d'après, on a un peu déserté le campus. Au bout d'un an, il n'y avait plus trop d'organisation chez les étudiants. Il y a un risque de voir l'université se réapproprier le truc. C'est dommage car ce qu'on veut, c'est pérenniser ces gains de pouvoir. Du coup, on a repris le travail avec eux pour construire une plate forme pérenne, rester l'interlocuteur légitime, reprendre la feuille de route de l'époque, et continuer à avancer dans une démarche de campagne.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
Oui. Les premières campagnes montrent que c'est possible, on peut gagner des choses : reconstruction de l'école des buttes, meilleurs salaires pour des femmes de ménage, guichet unique pour les étudiants étrangers. Au-delà de cela, on veut que les gens gagnent du pouvoir et de la confiance en eux, de manière durable ? Au prochain problème, on veut que les gens soient autonomes. Et ce n'est pas vraiment le cas. Tout l'enjeu maintenant c'est de structurer des collectifs pérennes après les campagnes. Trouver un second souffle pour éventuellement élargir la mobilisation (grossir en échelle : agglomération, …), monter en puissance, gagner un peu plus de pouvoir. On cherche à améliorer cela, pour ne pas faire que gagner des campagnes ponctuelles, mais s'inscrire dans un processus cumulatif de transformation sociale.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention : formation, accompagnement, co-formation, recherche, … ?
Un peu oui, on parle surtout des contenus. La théorie du CO, les savoirs sur la démocratie, le pouvoir, le conflit dans la démocratie, c'est un bagage qu'on a et qu'on veut transmettre aux leaders dans les campagnes. On veut appuyer la participation citoyenne dans l'agglo, on ne peut pas le faire d'individus à individus, donc on s'appuie sur les leaderships : leaders relationnels (par leurs relations sociales, ceux qu'on privilégie) ou positionnel (par leur statut social). On se dit que si on les forme eux, sur les outils d'organisation collective, à l'action collective, à transmettre tout ça, à travers eux on forme tout le monde.
Du coup, on mène une action de formation des leaders.
On cherche à formaliser les rapports entre organisateurs et leaders, du type : on rencontre quelqu'un, leader de sa communauté, on le voit chaque semaine ou tous les 15 jours, pour qu'il soit l'organisateur de la campagne, avec plusieurs étapes, et qu'il soit capable à la fin de transmettre.

On travaille progressivement : on montre/on fait avec lui, on lui fait faire (animer, mobiliser), puis on lui fait transmettre (par la formation, ou de manière plus informelle). Notre intervention c'est de la formation, mais surtout de l'accompagnement. On dit qu'on appuie les groupes dans la formulation de leur demande.

Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention où tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe (apprentissage d'une méthode, recherche d'informations, travail des asymétries, besoins de connaissances, apprentissage d'un savoir-faire, …). En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? Quel effet sur toi ?
Par exemple, la semaine dernière, j'ai fait une réunion avec des mineurs étrangers isolés. Objectif de la réunion : partager les colères et identifier des cibles potentielles. Mon objectif à moi : 1/ former un leader à l'animation de réunion ; 2/ expliciter les méthodes d'animation de réunion. J'ai travaillé à 2 niveaux : avec le leader → formation + approfondie ; puis avec le reste du groupe → expliquer pourquoi je fais ceci ou cela.
On a fait 2 réunions de préparation avec Salif, le leader. Je lui pose des questions pour savoir ce qui compte pour lui, les objectifs.
Par exemple, à un moment, il me dit :
« - il faut qu'on voit ce qu'on peut faire comme action pour améliorer la situation. Au fil de la discussion, j'apporte des éléments. Comment on peut faire selon toi ?
- Bah, si on vote, ça ne marchera pas, les gens choisiront pas vraiment.
- Du coup je te propose qu'on anime un outil qui s'appelle la rivière, avec 2 groupes pour choisir.
- Ah OK, montre moi, cette fois tu animes toi, la prochaine fois je le ferai.
- On débriefe après, la prochaine fois c'est toi qui le fera. »
Il n'a pas animé la rivière, mais il a animé une table après car on a travaillé par groupe. C'est lui qui a fait le *speech* de présentation de la réunion, de l'Alliance, qu'on avait bossé ensemble.

Ça a marché ?
Oui, très bien. On veille à ce que :
- ça s'organise bien (appeler les gens, …).
- on respecte le temps.
- on partage le fond de nos savoir-faire.

Il est autonome ?
Bah, pour la présentation : oui. Pour faire travailler une table, un groupe oui. Après le reste c'est en travail, ça se fera.

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?
Oui, grave, sur l'animation de réunion. Les 3 nouveaux, on a été formé 1-2 fois par la SCOP L'Orage, mais il faut continuer. On a décidé de ne pas tout faire en interne, mais de

profiter de ce que proposent les autres organisations à Grenoble.
Pareil sur les *speechs*, on pense que c'est important de donner de l'espoir, un peu à l'américaine, avec des moments de reconnaissance publique (moi je veux remercier Salif, pour ce qu'il a fait, …). C'est un peu de la mises en scène, qu'on travaille avec des objectifs derrière.

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?
Avec les gens qui sont éloignés des sphères du pouvoir et de décision traditionnelles, pauvre, un peu exclus, pas éduqués, étrangers, roms, précaires... En priorité, concernés par des injustices institutionnelles, pas horizontales mais verticales (par rapport à des institutions).
Ensuite, on travaille avec des communautés (leaders de communautés), des membres (pasteurs, prêtres, syndicalistes, responsables des collectifs d'habitants) pour accéder à leurs membres qui sont éloignés des dispositifs.
Il faut que le gens aient moins de pouvoir qu'une institution.
Par exemple : on n'organisera pas les habitants d'un quartier aisé qui voudraient se battre pour avoir une piscine dans leur quartier. On considère qu'ils sont assez représentés dans les cercles de pouvoir.

Comment vous arbitrez ?
On n'a pas de grille, mais ça n'a jamais posé problème. Par exemple, les étudiants étrangers c'est ceux qui ont le moins de pouvoir sur le campus. Si tu regardes la structure du pouvoir, c'est ceux qui ont le plus d'emmerdes, qui travaillent au black, qui sont les plus isolés, les moins organisés. Ce n'est pas que le statut social, les revenus qui comptent. C'est vraiment le pouvoir.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Quelle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ? Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?
- Les gens qu'on organise : on est au service d'eux, de la montée en pouvoir/compétence de ces groupes. On tient aussi la posture qu'on n'est pas que des formateurs qui transmettent, on a besoin d'eux pour construire une société plus égalitaire.
- Les universitaires : on travaille en partenariat avec certains. Des chercheurs étaient associés sur ECHO, comme partenaires.

« Vous en avez besoin ? »
En ce moment on se sait pas trop si on en a besoin. On aurait plutôt besoin de chercheurs qui aillent étudier les mécanismes de pouvoir dans les organisations qui en concentrent, pour nous donner des outils concrets, déceler de failles dans lesquelles les

collectifs pourraient s'insérer. On est un peu sexy en ce moment, dans l'innovation sociale, alors on nous étudie.
Pareil pour les étudiants, ils veulent faire des stages chez nous, voir comment on fonctionne. On leur dit : allez chez HP pour voir comment eux fonctionnent, plutôt que de nous chercher des poux.
- Élus : on est un contre-pouvoir, ce ne sont pas les partenaires. On sera toujours en face d'eux.
- Techniciens : ils peuvent être les alliés, on peut avoir besoin d'informations de l'intérieur dans une campagne. On a un réseau d'alliés de l'intérieur qu'on développe dans ce sens, pour faire le travail que ne font pas les chercheurs, vulgariser le fonctionnement des structures de pouvoir, qui est assez opaque.
- Bailleurs : on a des relations de projet à financeurs. Parfois, très bonne relation, comme avec « Un monde par tous » qui nous finance depuis le début. On peut développer des relations de confiance, c'est bien.
- Professionnels de la transformation sociale : on veut en faire partie, on va se monter en organisme de formation. On en fait déjà partie en fait, on voudrait développer cet aspect la (pro) pour se différencier des milieux militants bénévoles. On veut avoir de l'ambition, que ça ne reste pas cantonné à de petites actions locales. Pour cela, on pense qu'il faut le faire professionnellement. Ça peut nous être reproché par ailleurs mais bon...
On travaille aussi avec les professionnels de l'EPP, qui nous forment sur l'animation par exemple, la participation. On ne veut pas faire doublon, voire on pense en faire profiter les personnes des campagnes.
- Militants : second cercle. Le but est qu'on travaille avec eux en second plan, pour renforcer une campagne. Ça crée un peu une tension, on est un peu en concurrence. Sur les étudiants étrangers, il y a des associations qui font des réunions, des choses là-dessus, mais ça ne les dérange pas d'être une majorité de militants pour quelques concernés. On veut mettre les concernés au centre, du coup on a des approches différentes, des méthodes différentes. Ça peut susciter des petites tensions … comment on peut travailler ensemble, s'appuyer sur nos forces ?
Il y aurait du gros à mettre en place : identifier qui fait quoi sur un territoire, sur quoi on peut travailler ensemble, ou non, ne pas se tirer dans les pattes. J'imagine des convergences, mais on ne travaille pas vraiment les objectifs ensemble, je ne connais pas les objectifs finaux des organisations, difficile de se positionner. On pourrait voir si on a des objectifs communs, s'organiser.
Plus concrètement avec Planning, il y a eu des conflits avec David, alors que sur le papier c'est assez proche, on aurait intérêt à bosser en intelligence.

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
Oui, tout a fait, je l'ai déjà décrit.

Peux -tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?
Il y a des petits ratés quotidiens.
Mais par exemple la campagne avec les demandeurs d'asile, c'est la première fois qu'on travaille avec des gens aussi précaires (qui ne savent pas où dormir, quoi manger, qui peuvent aller en prison, être renvoyés dans leur pays, …). On a passé énormément de temps à les chercher, on a passé des heures, des jours à croire en eux, à les former, et du jour au lendemain parfois : pas de nouvelles. Il y a eu des réunions, et les gens ne sont pas venus, difficile à mobiliser, à cause de la précarité principalement. Concilier l'urgence de la précarité et les préoccupations individuelles vs. mobiliser sur un travail plus large sur une campagne.
Mais on a un peu réussi à faire quelques réunions avec eux. Mais maintenant on galère à trouver des leaders, qui ont peu de difficultés à s'exprimer à l'oral, pas trop timides, … On essaie de ne pas partir de zéro, mais là c'est un processus très long.
[L'objectif : on a rencontré pas mal de gens dans des situations diverses, qui avaient plein de problèmes différents. Première réunion : trier les problèmes, faire des catégories, identifier ceux sur lesquels ont peut agir au niveau local, … On a identifié l'hébergement (pour les majeurs isolés) et l'accueil des mineurs étrangers isolés].

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?
Oui, car c'est à eux qu'il faut redonner du pouvoir. Comment ? Avec nos méthodes, en les rendant acteurs de ce qu'ils vivent.
Ex : la CIMADE font du lobbying, du plaidoyer sur le même thème. Nous, on pense qu'il est important que les gens le fassent eux-mêmes.

Tisser les colères, les relations : c'est du Alinsky ?
Oui. Après il y a d'autres choses : *le relationnel*, les tête-à-tête, partager une intimité politique, des vécus communs, la nécessité de changer les choses, à partir d'histoires personnelles. Puis, faire des réunions à 3-4, puis 10, tisser des tissus relationnels denses.
Aspects stratégiques : méthodes pour agir (qu'on a formalisé), comme l'escalier à 4 marches (organisation, formation de la demande, action pour débloquer un accès à la négociation puis négociation). *Les 4 cercles* (concernés, concernés mais qui ne le sont plus, impliqués dans des associations qui défendent ces gens, personnes indignées).
Stratégie d'action collective, stratégie de mobilisation (organiser), stratégie de négociation. Et transversalement : assumer le conflit, approche conflictuelle, sortir de la co-construction, mais faire en sorte que les groupes dominés affrontent les autres groupes en place, pour ré-équilibrer les jeux de pouvoirs. Comment faire participer

démocratiquement, transmission, accompagnement, faire avec, faire faire, ...

Sur le financement et ton statut

Comment est financée votre activité ?
95 % subventions privées et publiques (un peu) à partir de l'échelon région.
5 % d'auto-financement (dons et formations).
Le but : faire monter l'auto-financement. On est tranquilles pendant presque 2 ans, donc on a 2 ans pour construire l'auto-financement (formation, cotisations des organisations membres, dons).
Formation : au CU, mais 2 types :
- gratuites pour les leaders, les alliés, les gens impliqués dans les campagnes, …
- payantes pour des acteurs associatifs/centres sociaux/praticiens de la politique de la ville/MJC pour qu'ils pratiquent le CU ou qu'ils veulent mobiliser. Pas forcément sur tout, ça peut être sur certains aspects. Ça plaît.

Est-ce que votre statut (professionnel, bénévole, …) vous a déjà empêché d'agir / mis mal à l'aise vis-à-vis de vos publics ?
Non, c'était une crainte, mais je n'ai jamais eu de retours négatifs. Dès que le gens voient le travail qu'on fait, ça paraît légitime d'être rémunéré. Et puis on n'est pas trop rémunéré, à peine plus que le SMIC, ça joue peut-être. On est transparent par rapport à ça. C'est important qu'on ne soit pas financé par la ville. Parce qu'on dit « non », on est plus légitime. Et puis c'est important (ex : CNL - syndicat d'habitants financé par le bailleur, qui du coup calme les colères plutôt que d'aller au conflit). On défend bien l'intérêt des personnes.

Selon toi, que faudrait-il changer ?
J'ai été étonné positivement par les dispositifs de financement. On a un bon budget. Certains autour de nous galèrent plus, mais je pense qu'il ne faut pas hésiter à être pragmatiques, à aller chercher l'argent, à tisser les relations.

Vous ne comptez que sur le privé ?
Côté financements publics, on défend un Fond de participation citoyenne, dont on a parlé dans le rapport Mechmache-Bacqué. On défend une idée de la démocratie avec plusieurs niveaux : représentative, participative, engagement associatif (ce qui existe aujourd'hui). On veut y ajouter un autre niveau : la partie conflictuelle de la démocratie, de la lutte sociale nécessaire.

Priorisation

Parmi les pistes sur lesquelles agir que nous avons évoquées (financement, travail sur les méthodes, les postures, avec d'autres acteurs, ...), par où faudrait-il commencer ?
Clarifier les positions avec les acteurs de la transformation sociale sur l'agglo. Se coordonner, identifier nos complémentarités, se relayer, s'opposer, mieux se connaître, identifier nos différences.

Comment ?
Que Contrevent dans son rôle de médiateur, organise les dialogues, [rire]. A travers des recherches sur les besoins des uns et des autres, se servir de ce travail pour animer des réunions, des échanges.

Claudia Gonzalez Hernandez
Université Colegio Mayor de Antioquia - Colombie
9 novembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Bonjour, je travaille au sein de l'*"Institution Universitaire Colegio Mayor de Antioquia"*, et plus spécifiquement pour la Faculté des Sciences Sociales. L'institution est un établissement public, rattaché à la Municipalité de Medellín. L'objectif principal de la Faculté est de former des professionnels dans le domaine de la planification et du développement social, ainsi que des technologues en gestion communautaire.

Pour cela – et tout en respectant la structure universitaire (*Decanatura*, Coordination académique, Comité des programmes d'études, Conseil de Faculté) - la Faculté s'organise en interne, par domaines de compétences à partir desquels :
- sont réalisés l'évaluation et le suivi des programmes d'enseignement,
- est étudiée la façon dont ils répondent aux besoins du milieu universitaire.

A partir de ce travail par domaines de compétences, sont mises en oeuvre des actions destinées à répondre aux objectifs de l'enseignement supérieur, de la recherche, etc.

L'expérience que j'aimerais vous faire partager est celle du département de recherche de la Faculté, qui s'est attachée à consolider une équipe de travail pour identifier des recherches pertinentes en fonction du contexte et à réfléchir à des stratégies pédagogiques de formation pour la recherche.

L'équipe de base est composée de quatre enseignants qui dépendent directement du département de recherche, d'un groupe d'enseignants qui par période, ces 5 dernières années, ont pris part à différents processus de formation et de recherche, et bien sûr, des étudiants qui ont participé à cette expérience.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Mon travail à l'intérieur de ces processus a pris différentes formes, à l'origine mon rôle était de coordonner et de donner corps au département de recherche, ensuite je me suis concentrée sur la formation de la recherche, puis sur la coordination du groupe de recherche. A ce titre, j'aimerais vous faire part de l'expérience en lien avec les processus de recherche formative.

Dans ce domaine, les questions qui ont mobilisé l'action pédagogique ont été les suivantes : Comment parvenir à mettre en place des processus de formation qui motivent les jeunes de telle sorte qu'ils voient la recherche comme faisant partie de leur vie, comme étant un outil utile aux processus sociaux qu'elle accompagne et qu'elle permet d'expérimenter ? Quel type d'expérience faut-il puiser chez les jeunes et/ou construire avec eux afin de rendre possible un apprentissage significatif ?

Cette idée de trouver des stratégies de vécu et contextualisées pour l'apprentissage de la recherche, vient de ma propre expérience de formation à la recherche, durant laquelle sont intervenues deux personnes clefs : la première est le professeur Alfredo Ghiso, qui m'a appris que la classe devait être une expérience pédagogique ; la seconde était mon conseiller pédagogique lors de mon diplôme de premier cycle, qui m'a appris que pour véritablement connaître la réalité sociale il fallait s'immerger dans la vie des personnes.

Ces deux expériences formatrices conjuguées à mes tentatives de développer des processus de recherche-action participative à partir de plusieurs expériences laborales, font que quand je suis arrivée à l'université avec l'objectif de réfléchir aux processus de recherche, j'ai cru possible d'introduire dans l'espace fermé de l'enceinte académique, la recherche comme plaisir de découvrir, comme une nécessité urgente pour l'université de penser les problèmes quotidiens de l'environnement.

Au niveau personnel, dans ma construction en tant qu'enseignante, plusieurs outils pédagogiques et didactiques ont joué un rôle ; parmi eux, certains ont eu une grande influence comme celui de “l'apprentissage par problèmes (APP)”, qui permet de partir des problématisations et des savoirs des étudiants, pour ensuite développer des processus d'apprentissage.

Tu as cité deux personnes qui ont influencé ta façon de travailler et de penser. Pourrais-tu me donner deux ou trois noms d'auteurs qui t'inspirent avec quelques mots clefs pour chacun ?

Les actions menées s'imprègnent de l'éducation populaire, il s'agit de former au sens politique, ce qui dans le contexte colombien est très influencé par les travaux d'Orlando Fals Borda sur la recherche action participative (faire de la recherche pour transformer la réalité, science engagée).

Sur les savoirs dans les processus d'émancipation

Au niveau des directives institutionnelles, il n'existe pas de modèle pédagogique clair, c'est pourquoi chaque enseignant fait ses propres choix. A la Faculté, le processus pédagogique est centré sur l'étudiant, autrement dit, la première chose à faire est de reconnaître qui est l'étudiant. Pour cela on fait ce qu'on appelle des “cycles académiques” afin de prendre conscience des différentes perceptions relatives aux groupes et à leurs développements.

Une fois ceci posé, le pari était celui de créer des espaces de formation dans lesquels l'étudiant mettrait en scène son savoir, étant entendu que c'est dans cet ensemble de savoirs et d'intérêts que se construisent les processus d'apprentissage. De cette façon, l'expérience pédagogique se transforme, et transforme à son tour à la fois l'étudiant et

l'enseignant, et génère des changements profonds dans la façon de concevoir les processus de recherche.

En ce sens, une expérience concrète a consisté à transformer le cours du semestre en un processus collectif de recherche. Autrement dit, les cours se sont organisés autour du développement d'un projet de recherche du groupe, dans lequel tous les étudiants étaient des chercheurs. Le thème de recherche, la construction du projet, son exécution et la production de résultats, passaient par des processus de concertation et de construction collective du groupe avec l'accompagnement d'un enseignant.

C'est donc le groupe qui dirige le processus de recherche, suivant 4 étapes : 1/ reconnaissance des intérêts, 2/ conception et planification de ce qui est voulu, 3/ développement de l'action, 4/ évaluation.

De cette façon l'étudiant est au courant des méthodes, des questions techniques et des problèmes épistémologiques à mesure qu'il rencontre de nouvelles personnes, il est en position de connaître et de construire une connaissance sur un fait particulier, il prend des responsabilités et accepte des engagements vis-à-vis de lui-même et envers les autres. Ce type d'exercice pédagogique, permet au groupe de s'identifier/renforcer ses liens et de se reconnaître en tant que groupe, le compagnon prend de la valeur pour ce qu'il apporte au processus, et sa voix est entendue, cela aide aussi au niveau de l'estime de soi et de la confiance des jeunes, parce qu'ils ont l'impression que le cours sert à quelque chose.

C'est très exigent pour l'enseignant, parce qu'il pose plusieurs défis, apprendre à reconnaître l'étudiant, ses questionnements, connaître le sujet de recherche et être attentif à la façon de diriger le processus, apprendre à établir des chemins, des modèles, conjuguer les outils pédagogiques et de recherche pour favoriser l'apprentissage et lier l'engagement social et éthique à la recherche.

Je suis persuadée que les transformations se font si on arrive à mettre en place des espaces de formation (que ce soit à l'intérieur d'une salle de classe ou en dehors), au sein desquels les personnes parviennent à se reconnaître dans leur singularité, dans leurs intérêts, arrivent à coopérer et à se respecter, et retrouvent l'espoir qu'ils détiennent des savoirs et des actions qui sont utiles à la société.

Sur les publics, les postures et les représentations

La population avec laquelle nous travaillons est en majorité jeune, bien que qu'il y a aussi des adultes entre 30 et 40 ans, leaders de processus sociaux qui rentrent tardivement à l'université. Ça donne un public très hétérogène avec des compétences et des capacités très différentes pour participer au processus de formation.

Un élément important à souligner tient au fait que dans leur majorité les étudiants sont issus de milieux populaires, financés par des bourses d'études, avec un passé souvent marqué par de la marginalité, de l'exclusion sociale et de violence. Ce qui constitue également un potentiel, car beaucoup d'entre eux font partie de processus sociaux et communautaires de diverse nature au sein de leurs quartiers, ce qui suscite en eux un fort engagement social vis-à-vis des territoires. Cet engagement donne lieu à des questionnements et des intérêts qui remettent en cause les savoirs statiques et exigent du domaine de la formation qu'il soit un espace pour penser les réalités environnantes dans lesquels ils s'inscrivent.

Tout ceci explique que les organisations sociales et communautaires s'articulent aux processus de formation, ce qui a donné lieu ces trois dernières années à l'émergence de projets de recherche qui commencent à impliquer les organisations sociales et communautaires comme étant parties prenantes dans « la façon de faire de la recherche » de la Faculté.

Pourrais-tu préciser davantage comment est la relation avec les étudiants ; ou plutôt quelle perception ont-ils des enseignants et de l'université en général et si cette perception évolue au fur et à mesure que se construit la relation pédagogique ? Comment se construit cette relation pédagogique ?
L'une des choses que nous devons encore faire c'est justement de systématiser l'expérience pour mieux connaître la perception des étudiants ; à la fin du semestre on discute avec eux de l'apprentissage et des ressentis, ce qui nous a permis de savoir que le processus pédagogique réussissait à faire tomber certaines barrières et à créer un lien pédagogique. Les jeunes ont envie de partager avec l'enseignant et avec le groupe ce qu'ils savent et ce qu'ils ont appris.

Comment est la relation des chercheurs avec les organisations sociales et les communautés locales qui participent au processus de recherche ? Est-ce que cette relation est "harmonieuse", est-ce qu'elle donne lieu à une complémentarité constructive, ou y-a t-il parfois des difficultés pour ajuster cette relation dues à des différences de perspectives par exemple.
La relation avec les organisations demande des ajustements au niveau temporel: l'objectif central des organisations est politique, elles mettent l'accent sur la mobilisation et l'action sociale, leur priorité est de résoudre des problèmes concrets, dès lors, il n'est pas facile de leur faire prendre conscience de l'importance du temps nécessaire pour développer des processus de recherche.

Sur le travail en mixité de classe sociale
Les publics avec lesquels on travaille sont fragiles confrontés aux contextes de marginalité et d'exclusion dans lesquels ils se sont construits, c'est pour cette raison qu'il est important de travailler à renforcer la confiance et l'estime de soi pour leur permettre

de croire en ce qu'ils font et d'être capables de répondre aux exigences académiques du cycle de formation.

En ce sens, les difficultés consistent à arriver à ce que la motivation et l'engagement des étudiants ne flanchent pas, ce qui implique d'être à leur écoute, d'être attentif (observer) et de produire de la réflexivité dans le processus de formation.

D'autres obstacles au processus sont liés à la valeur accordée à ce type de savoirs, car bien qu'ils répondent à une demande et des besoins concrets de la part de la population, ils ne sont pas considérés comme des savoirs scientifiques pour le développement desquels un soutien financier mériterait d'être débloqué.

Sur le financement et ton statut
La priorité institutionnelle c'est l'enseignement, articulé à des actions de recherche au sens large, néanmoins, les ressources sont limitées, car on ne tient pas compte dans les directives, du temps passé ni de l'implication requise dès lors qu'un enseignant s'engage dans des processus de formation qui dépassent la salle de classe.

En ce sens, il y a deux grandes tensions liées aux processus de formation à la recherche et à la recherche à proprement parler, caractérisées par :
- Le fait qu'associer aux processus de formation des actions de recherche, implique de la part de l'enseignant, de consacrer du temps en dehors des heures de cours pour préparer, corriger, encadrer les actions avec les étudiants et les communautés qui s'engagent dans le processus. Or, ce temps là n'est pas reconnu à l'enseignant.
- Les recherches de terrain (sur le contexte) qui se font pour répondre à un besoin de connaissances qui soient utiles aux communautés, sont rarement financées, dès lors que ce que recherche l'université c'est de générer de nouvelles connaissances (dans une perspective positiviste de la science) ou des partenariats financiers qui profitent à l'université. En conséquence, l'idée de former des personnes et de générer des connaissance utiles dans le cadre de processus de développement d'organisations communautaires et de communautés locales, n'est pas très valorisée au niveau institutionnel.

C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes qui permettent de valoriser le temps que représente l'implication dans un processus de formation comprenant une responsabilité sociale, et de développer de meilleurs et de plus importants mécanismes de diffusion des intangibles que représentent ce type de processus de formation.

Priorisation

A l'heure actuelle les universités ont comme défi la transmission de connaissances, en lien avec les entreprises privées. Par ailleurs, pour garantir des processus de formation humains et engagés aux côtés de la société, il est nécessaire, dans le domaine des sciences sociales,que l'université pense à la transmission de connaissance dans les milieux populaires, et qu'elle construise avec eux. Dès lors, la priorité est de générer les conditions satisfaisantes pour faire de la recherche et travailler autour des demandes des communautés.

Kirsten Koop
FAMM, Institut de Géographie Alpine
16 Octobre 2014

Est-ce que tu peux décrire un peu les différentes responsabilités que tu as en tant qu'enseignant chercheur?
Je suis responsable d'un programme de Master 2 : *International Development Studies* à l'Institut de géographie alpine (IGA), UJF, Grenoble. Je suis membre du laboratoire de recherche CNRS PACTE et intégré dans le groupe de recherche FAMM (Frontières, Altérité, Marges, Mondialisation), qui traite des questions du développement et des marges, dans une approche critique et expérimentale. Je participe actuellement à un programme ANR sur le développement territorial dans l'espace rural dans le pourtour méditerranéen. En termes de responsabilités : je suis aussi membre du conseil d'UFR, et j'ai été responsable des relations internationales de l'IGA de 2008 à 2013.

Est-ce que vous parlez de transformations ou de changements dans ce travail ?
Dans le programme de master, oui. Il y a deux cours qui abordent ce sujet. Mais pas dans la recherche : ni dans mon groupe de recherche, ni au sein du laboratoire. S'il y a une expression qui commence tout doucement à s'imposer, c'est celle de la transition (énergétique, tout d'abord), mais certains commencent à sentir qu'il faudrait aborder la transition de manière plus large, donc sociétale.

Et toi personnellement, est-e que tu partages ce sentiment?
Absolument! Et plus que la plupart de mes collègues, je pense. Mais il y en a…

Est-ce que ce sentiment t'a inspiré pour la création du l'IDS?
Oui. On a créé un programme exceptionnel dans le paysage des master's sur les *Development Studies*: La question du développement ne s'impose plus qu'aux pays des Sud, mais aussi à ceux du Nord. Ainsi, nous étudions les problèmes de développement et la question des projets de développement Nord et Sud confrontés.

Si on revient au niveau de tes collègues qui commencent à sentir qu'il faudrait aborder la transition de manière sociétale, pourrais-tu développer un peu à quoi on pense, peut-être à travers des discussions que vous avez eues…..
Je pense vraiment à très peu de collègues. Certes, il y en a beaucoup qui pointent du doigt ce qui ne va pas, par exemple, il y a eu la création d'un groupe de recherche sur les inégalités il y a 2 ans. Mais détecter les problèmes sociétaux et développer des outils scientifiques permettant de se saisir des transformations en cours et de les stimuler… très peu le font. A vrai dire, dans mon entourage à PACTE, je partage avec un seul collègue cette envie de se saisir de cette thématique de manière constructive. Ce collègue établit des modèles qui permettent d'analyser les conditions qui permettent aux initiatives locales de sortir du système (économique et politique) dominant.

Dans nos discussions le 19 juin tu as parlé de la "naissance d'un bouleversement historique profond". Quelles sont tes sources d'inspiration pour penser ce changement de paradigme?

Aïe!

Je m'étais plongée dans les études de la modernité, réalisant que notre système capitaliste et les relations de pouvoir qu'il a générées, y trouve ses racines. Donc, retour au siècle des lumières et l'émergence des valeurs qui fondent notre société : la liberté individuelle, la rationalité et la raison (fondement des universités), le progrès. Si l'on considère que le capitalisme n'est pas dans une crise cyclique comme dans le passé, mais dans une crise bien plus profonde, fondamentale, il faut se pencher sur ce système de valeurs et de normes de la modernité. J'ai le sentiment que c'est celui qui commence à changer dans la société actuelle - pas (encore) chez nos dirigeants, certes.

Quelles sont tes sources d'inspiration ? Par quelles idées est nourri ton travail ?

Zygmund Bauman : la modernité liquide, la vie fragmentée, les hyper nomades et les infra-nomades, la compression de l'espace-temps.

Jeremy Rifkin : la transition énergétique, la naissance d'une économie parallèle, celle de l'échange (gratuit).

David Harvey : néo-marxisme, post-modernité, utopie, *spaces of hope*.

Beck-Cowen (La spirale dynamique) : évolution des sociétés, il y a un 'après la modernité'.

Arturo Escobar : modernité pluriverse, altermodernité, transition, ontologie politique.

Nous avons parlé le 19 juin aussi du rôle de l'université en tant que lieu de production de savoir, du rôle qu'elle a joué historiquement pour penser d'une façon critique les systèmes dominants et de la façon dont elle a ainsi pu nourrir les révoltes. Tu disais qu'il y a au moins un collègue qui essaie de détecter les problèmes sociétaux et de développer des outils scientifiques permettant de se saisir des transformations en cours et de les stimuler. Crois-tu encore au potentiel des universités en France pour pouvoir jouer ce rôle ?

A vrai dire, pas vraiment (mais sait-on jamais). Ce que j'observe, c'est qu'il y a certes toujours une minorité d'enseignants-chercheurs lucides, critiques et motivés, qui donnent des cours et font de la recherche « engagée ». Mais même cet élan de la minorité est freiné par le système. Je pense notamment que nous ne recevons pas d'argent pour la recherche en soi. Nous pouvons faire de la recherche si nous avons obtenu un contrat de recherche, qui émane de la réponse à des appels d'offres. Ces appels d'offres en SHS, que ce soit à l'échelle de la France ou de l'UE, thématisent certes les changements sociétaux en cours. L'ouverture est là. Mais j'observe aussi ce « *mainstreaming* » et la dépolitisation de bien d'idées / de concepts critiques. Pour donner un exemple concret : l'UE a découvert « l'innovation sociale », concept qui potentiellement aide à détecter des initiatives de la société civile pour sortir du système dominant. Dans sa manière de traiter le sujet, l'UE focalise sur une transformation,

certes, mais *dans* et *avec* le système existant. Toute radicalité et potentiel de conflit en est enlevé. Donc révoltes, non.

Est-ce que tu as l'impression que les étudiants de l'IDS sont sensibles au message de changement / transformation qui est abordé dans les deux cours ? Est-ce que ça correspond aux questions qu'ils se posent eux-mêmes ?
Oui! On accueille justement - probablement de par notre manière de présenter le programme - des étudiants qui partagent ce questionnement. Il y en a qui sont extrêmement critiques, et qui vivent, déjà en pratique, … autrement. Avec moins d'argent, dans le partage, dans les réseaux, donnant appui à des ONG's....

Dans les retours que tu as de ces étudiants sur le programme de masters, est-ce que tu as pu comprendre si la formation les renforce dans leur choix et les aide pour construire une action dans la suite de la formation?
Le résultat est intéressant. J'observe qu'une moitié s'oriente vers un travail dans des organismes très « classiques », tout de même avec une ouverture d'esprit, et certains en manifestant leurs positions 'alternatives' dans ces organismes (parfois avec succès!). L'autre moitié cherche effectivement des voies alternatives, plus ou moins radicales. Tu parles de « construire une action » ? Ils sont jeunes et cherchent plutôt une action en cours à laquelle participer...

Une question qui revient dans chaque entretien est celle des acteurs avec qui chacun travaille. Parmi les acteurs suivants : universitaires – chercheurs et étudiants, élus et techniciens, personnes en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires, acteurs publics, bailleurs de la transformation sociale, des sciences citoyennes, de l'éducation populaire, professionnels de l'éducation populaire / de la transformation sociale, militants associatifs. De quel type d'acteur te sens-tu le plus éloignée dans ton travail ?
Les techniciens

Je ne m'attendais pas à cette réponse. Est-ce que tu peux donner une illustration de la façon dont tu travailles avec les personnes en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
Une approche révolue, s'inscrivant dans un modèle d'Etat-providence révolu : celle d'aide à la personne (à l'individu). Pas qu'elle ne soit pas importante. Mais il faudrait une approche plus collective de groupes sociaux, aborder les causes, et non les symptômes des problèmes ; ce n'est pas du domaine des techniciens exécutant les directives du secteur public.

Je ne suis pas sûre de comprendre..... S'agit-il d'une description de comment envisager dans le futur le travail des techniciens?

Je veux dire que la manière dont l'Etat, à travers ses techniciens, aide les personnes les plus vulnérables, pauvres, discriminées, c'est une aide individualisée. Cette approche fut la bonne durant les Trente Glorieuses. Mais dans un système qui produit de plus en plus de discriminés et d'exclus, et ce, de manière systématique, il faudrait s'y prendre autrement…

Après, militants associatifs : toujours contre, c'est important, mais souvent pas assez créatifs, à mon goût…

Et dans ton travail, est-ce que tu es en contact direct avec des personnes confrontées à des processus discriminatoires / inégalitaires ou pour reprendre les termes de ATD Quart monde "les premiers concernés"?

Dans mes recherches antérieures, à l'Ile Maurice, sur la pauvreté. Actuellement, je travaille plus avec les mouvements sociaux en Ardèche, qui se sont donné eux-mêmes la capacité d'y remédier.

Comment comprends-tu ta relation aux mouvements sociaux en Ardèche. Quelle est ta posture dans ton travail avec eux.....

J'essaie de comprendre comment ils arrivent à se créer un espace qui leur permet de vivre selon leurs propres valeurs et principes. Nous sommes actuellement en phase de transition dans notre méthode de recherche : des enquêtes qualitatives avec des individus ou en groupe, nous avons entamé de créer une structure permettant la recherche-action, pour intégrer LEURS questionnements et nous détacher de l'édifice de concepts et d'hypothèses que nous avons bricolés en faisant des études SUR eux. On veut passer à une approche AVEC eux.

Pauline Lachappelle
Conférencière gesticulante
18 Novembre 2014

Parle-moi de ton organisation et de ton action en général

Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ?
On n'est pas une association, on est un collectif. On est une centaine de personnes, une centaine de personnes formées qui tournent en France.
Il y a deux choses qui nous portent :
- le fait d'avoir pris le parti de prendre la parole, de se sentir légitime à parler d'un vécu personnel ou professionnel, et d'en parler politiquement, sans avoir une casquette d'expert désigné ;
- par cette forme, viser une transformation sociale, mettre en réflexion des sujets qui nous concernent tous, notamment grâce à l'atelier. La conf est faisable sans l'atelier, mais en termes de portée politique c'est bien moins fort. L'atelier, c'est ce qui permet de débattre et d'imaginer des solutions concrètes aux problèmes soulevés dans la conf, analysés par l'ensemble du groupe.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
L'influence de la forme, par les SCOP, avec celle de Franck [Lepage].
En terme de pensée politique, c'est l'anticapitalisme, avec plein de références : Boltanski, Alinsky,… La pensée de la domination, du système capitaliste.

En quoi ces idées influencent la pratique ?
Déjà, une conférence gesticulée qui n'aurait pas comme visée la destruction du système capitaliste ne devrait pas s'appeler conférence gesticulée. Et puis, une visée d'émancipation individuelle et collective. Ça se crée dans un collectif, à partir de savoirs collectifs. Il y a le savoir du gesticulant, issu de son vécu et de ses analyses, et puis il y a aussi le savoir froid et chaud des autres. Il y a des temps où on confronte la conf aux autres, donc il y a un processus de critique collective, qui transforme individuellement et collectivement également. C'est assez puissant.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ?
[…]

À quoi en particulier dans ta conf ?
Dans la mienne : « C'est ma tournée ! Boire et Déboires d'une enfant alcoolique. D'alcoolique [rire]. » Elle traite de l'alcoolisme et de la place de l'alcool dans la société.

J'espère contribuer à une transformation sociale, dans le sens prise de conscience culturelle (pas institutionnelle), de la place de cette substance-là, qui est en partie une drogue, qui est utilisée pour dominer, qui est un système économique très lucratif qui sert à certains puissants, et qui est aussi un moyen de maintenir une domination sociale. C'est cette prise de conscience que je poursuis.

Combien de fois ?
Je l'ai jouée 3 fois, sans ateliers. Une fois j'ai essayé l'atelier, mais il n'y avait personne, c'était compliqué, il n'y avait pas grand monde à la conf, on était dans un lieu paumé.

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
La toute première en particulier, j'avais un groupe après la conf, des gens que je connaissais, d'autres non. On a pris un temps de 2h00 - 2h30, sans atelier formalisé, j'avais juste des questions. Ça a été hyper riche comme échange. J'ai vu que j'avais en partie atteint mon objectif de prise de conscience. Mais aussi, on a pu échanger avec une personne qui a vécu la dépendance. Sans dire « il faut, il ne faut pas », on a parlé de dépendance. On a parlé de la place de l'alcool dans la société, et de individuellement comment c'est reçu.
Il y avait aussi cette personne qui se pense alcoolique, et des gens qui sont des proches d'alcooliques, avec qui ça a fait écho. En ce sens c'était intéressant.
Après un aspect qui fonctionne encore mal, c'est que je vais trop loin dans l'expression de mes émotions, ça prend trop de place, vu que le sujet est super grave ça scotche un peu. Ça peut être contre-productif, ça peut empêcher de recevoir le message politique que les gens pourraient développer, dont ils pourraient s'emparer.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
J'ai commencé à changer des choses par rapport à la dernière. J'ai réduit la partie « vécu ». J'ai renforcé la partie politique. J'ai plus d'émotions sur ce que je dis politiquement. Si j'ai une colère, qu'elle ne soit pas uniquement sur mon vécu personnel.
J'ai amoindri la façon dont je raconte certaines expériences personnelles, et ça passe mieux. Les personnes peuvent prendre plus de distance par choix avec les émotions que je provoque, c'est un peu plus subtile. Plus sensible sans être trop « j'ten mets plein la gueule ». Ces questions d'équilibre entre témoignage d'un vécu/analyse politique sont très importantes dans la construction d'une conf je crois, parce que c'est grâce à cet équilibre que la conf n'est pas seulement un spectacle. Il faut penser aussi au pouvoir qu'on a avec la manipulation des émotions sur scène.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention (ex : formation, accompagnement, co-formation, recherche, …) ?
On ne qualifie pas…. la formation des Scop n'amène pas à se positionner comme formateur, ou autre. Peut-être plus comme déclencheur. Il n'y a pas de prétention.

Vous ne parlez pas de recherche ?
Ouai, mais ce 'est pas ce mot là qui est posé, plus l'éducation populaire. Dans une idée d'éducation réciproque. OK je viens éduquer, mais les autres m'éduquent aussi, notamment avec l'atelier... Ce n'est pas dans le sens enseignement.
Sur les savoirs chauds et froids, les conférenciers gesticulants se sentent experts de leur vécu, de leurs savoirs chauds, parce qu'ils le vivent. Ils posent dessus un regard critique, avec des savoirs théoriques. C'est le croisement des deux qui est porteur de pouvoir, ce que Luc Carton, un philosophe interviewé par Franck Lepage, a appelé le signifiant (le gesticulant porteur de son vécu) et le signifié (l'analyse politique de son vécu). A un moment donné c'est le savoir froid qui est incarné par une personne qui a un vécu, et c'est ça qui apporte une force, qui permet de ne pas rester dans des idées, avec des experts qui ont un regard très froid, très clinique. Ça permet de s'approprier des idées, ça n'appartient pas qu'aux experts, ça rend légitime, ça renverse les rapports de pouvoir.

Il y a toi, ton rapport aux savoirs, et puis il y a ton rapport au public, où tu racontes. Il y a ce même objectif avec les gens ?
C'est le but de l'atelier, de prolonger ces croisements. Les personnes qui sont là partagent leurs propres contenu, vécu, critiques. Et à partir de là, mettent en place des choses concrètes. Le gesticulant n'est pas la star, il pose un propos de départ qui peut ensuite être discuté, débattu, pour réfléchir à comment on peut transformer la situation problématique les uns les autres, voir ensemble.

La conférence bouge-t-elle ?
Oui, ça bouge. On sait que quand on monte sa conf, c'est encore en création pendant au moins les 10 premières représentations. La conférence évolue avec la personne, les retours font réfléchir.

Raconte ton atelier : tu mobilises des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe. En quoi cela va-t-il aider le groupe ? En quoi cela va t'aider ?
Ça va dépendre, si les gens sont très hétérogènes, ou si je suis avec un groupe constitué. Je m'adapterai au cadre. Il y a des groupes qui peuvent se constituer autour de l'alcoologie et le travail, donc plutôt des professionnels qui penseraient leurs pratiques et leur cadre. Dans un cadre très large avec différents publics, l'atelier aurait pour but de poser la question de la place de l'alcool dans nos vies, par exemple avec des étudiants. Prendre conscience que ce n'est pas une question individuelle, mais une question plus

large, trouver des réponses à son échelle tout en pensant nos problèmes individuels dans leur contexte social, politique...

Par rapport à moi, dans ma conf, j'attends de voir comment les gens s'en saisissent sur la question de la dépendance. Ce sujet là, je n'en parle pas encore bien, la dépendance au sens large (on est tous dépendant de quelque chose, de quelqu'un). Je pense que je peux en parler, mais je ne sais pas trop quoi en faire.

Il y a ça et il y a la question de la prévention. J'évoque les non-politiques de prévention sur le sujet. Je ne veux pas tomber dans un discours « il ne faut pas ». La prévention pour moi c'est rendre autonome, c'est donner accès à des outils pour comprendre. Ce qu'on en fait c'est aussi une décision collective. On peut aussi mettre des lois d'interdiction mais c'est complètement contre-productif. L'alcool a aussi une place culturelle, sociale … ça ne se tranche pas par une loi. Du coup je n'ai pas de réponse là-dessus. L'atelier peut être cet espace pour comprendre ensemble ces choses là... Que faire ?

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Que faudrait-il faire ?
Par mon boulot, et avec l'aide de mon compagnon dont c'est le boulot, je ne pars pas de nulle part pour animer cet atelier, je me sens armée pour le faire ; néanmoins, c'est la première fois que je vais le faire sur un sujet avec du vécu perso. Peut-être le besoin que j'aurai par rapport à ça, c'est d'avoir une co-animation. Je ne sais pas ce qui va se passer, peut-être que je vais être mauvaise pour animer parce que je suis trop impliquée émotionnellement.

Sur les publics, les postures et les représentations

Auprès de qui joue-tu la conf ? Veux tu la jouer ?
Là, je l'ai joué à des gens qui avaient un intérêt pour la forme, la conférence gesticulée, déjà un peu politisés. En mettant les mots de mon travail (médiatrice culturelle) : un « public averti ».

J'aimerais bien, même si je continuais à toucher ces personnes là, toucher des étudiants notamment. Comme je travaille dans le milieu universitaire, c'est plus facile pour moi d'avoir des opportunités, pour avoir des cadres pour la jouer dans des institutions. Et puis je dis « des étudiants » parce que le sujet touche particulièrement les étudiants. J'ai envie de voir comment des plus jeunes que moi peuvent se saisir de ça. Et des jeunes d'autres milieux aussi, moins diplômés.

Après, des proches d'alcooliques, pourquoi pas, et des professionnels qui bossent dans le milieu de l'alcoologie. Ça m'intéresse de voir comment ils réagiraient, ils ne s'intéressent pas tant que ça aux questionnements économiques derrière.

Parmi les acteurs suivants, tu n'a pas cité :
- chercheurs : j'en ai marre, c'est mon boulot [rire]. Mais ils sont là aussi, quand je parle des professionnels, je pense aussi à eux.
- acteurs publics – élus et techniciens : non, pas pensé.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Qu'elle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?
Moi je me sens légitime par rapport à mon vécu et à l'analyse que je porte dessus. Je me sens beaucoup moins légitime sur les points économiques et politiques. Je pense que les militants peuvent me nourrir là-dessus, aider à politiser le propos. Ma posture c'est plutôt celle de l'humilité, j'ai surtout mon vécu avec un peu d'éclairage.

Faudrait-il mettre en place des choses avec certains acteurs ? Quoi et comment ?
Je pourrais proposer la conf à des associations sur la prévention, l'accompagnement, mais pas avec des politiques. Là je n'y vais pas encore car je me sens un peu trop fragile.

Sur le travail en mixité de classe sociale

Est-ce que tu penses jouer ta conf avec des personnes de classe populaire / en prise directe avec des discriminations / inégalités ?
[…] en partie, mais mon propos c'est de dire que l'alcoolisme se situe à tous niveaux. Moi je ne viens pas de la haute, je suis de classe moyenne, petite bourgeoisie, mais pas de la haute. Je veux m'adresser à différentes personnes. Si je vise les assos, j'aurai des milieux sociaux différents. Avec des étudiants, j'aurais plutôt des classes privilégiées. Je ne vise pas les assos parce qu'il y aurait le peuple, mais parce que c'est là qu'on retrouve des personnes concernées par le sujet.

Et dans les autres conférences gesticulées ? Est-ce que c'est une préoccupation ?
Ouai, ouai, on en parle beaucoup, dans les propos. Après c'est un vrai problème, mais pas que pour les conférences gesticulées, c'est pour le mouvement d'éducation populaire politique des Scop. Globalement, les personnes impliquées et atteintes sont des personnes de classes moyennes et supérieures, qui sont des relais, ou pas, avec les classes populaires.

En quoi c'est un problème ?
C'est un peu de l'éduc pop entre soi, on va faire de la transformation sociale entre soi, en décrétant que les autres classes sociales devraient suivre.
Par exemple, je pense notamment à un gesticulant de mon groupe qui vient de classe populaire, qui est très impliqué avec des MJC, dans le théâtre. Lui, clairement, il va pouvoir aller atteindre les jeunes des quartiers, et donner des moyens d'agir. Mais globalement ce n'est pas la majorité qui vise cela ou qui a la capacité de le faire. Ça demande une démarche particulière.

Il n'y a pas de démarche dans l'outil, dans la formation, qui amène à penser les rapports de classe ?

Mhh… si. On réfléchit tous sur les rapports de dominations que l'on dénonce. Mais plus concrètement pour construire l'atelier, ça fait réfléchir sur comment créer du pouvoir d'agir. Mais après, c'est comment tu crées la situation ? C'est pas tout de monter une conf, tu ne vas pas prendre tes tréteaux et la faire dans la rue ! Comment tu fais pour la faire devant des personnes qui ne sont pas spécialement demandeurs ? Il faut souvent passer par des intermédiaires.

Et pourquoi les gens de CP ne seraient pas intéressés ? Les classes moyennes sont plus intéressées ?

Ouai, dans les classes moyennes, il y a plus de liens culturels, l'éduc pop ça plaît. Par exemple, la première conf de Franck, quand il fait le sketchs sur la langue de bois, ça a été mis sur Youtube, pas par lui, et j'ai entendu des gens qui bossent dans les collectivités territoriales dirent « c'est génial, dénoncer la langue de bois,... », mais qui ne remettent pas en question leur « démocratie participative ». Ça met un peu de fraîcheur, mais ça n'ira pas plus loin. Il y a ce risque la, et le risque que les conf gesticulées soient jouées par des blancs de CSP+ pour des blancs de CSP+. Alors ça permet une transformation sociale, ça permet aux gens d'être plus politisés, mieux organisés, … Mais je n'ai pas honte, un peu comme dans mon boulot, d'aller transformer ces catégories là, qui ont du pouvoir dans la société, et du coup qui le remettent en question déjà à leur niveau.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec eux/elles ? Comment ?

[…] Paradoxalement, par la prévention peut-être ? Des gens qui subissent des campagnes de prévention, proposer autre chose de moins descendant ? Je pense par exemple aux foyers de jeunes travailleurs, aux centre sociaux…

Aller bosser avec des intermédiaires qui bossent avec les CP en gros ?

Ouai, c'est ça, bosser avec les gens qui travaillent pour eux, avec eux.

Sur le financement et ton statut

Comment est financée l'activité ?

Elle ne l'est pas [rire]. Si elle l'est, mais par mon activité professionnelle qui me rapporte un salaire et qui me permet de jouer la conférence sur mon temps libre. Si je n'avais pas ce salaire je ne pourrai pas faire ça. Pour la faire j'avais un bout de DIF et j'ai complété par une demande dans le plan de formation de ma structure, et c'est passé, j'ai fait du lien avec mon travail, avec mes compétences. Sachant que c'est extrêmement moins cher que d'autres formations.

Est-ce qu'il y a des conférenciers qui en vivent ?
À part Franck Lepage, je ne sais pas. Franck est intermittent. Mais je sais que certains pensent à ça pour jouer plus souvent et en faire une activité régulière.

Est-ce que le financement est un frein pour pratiquer cette activité ?
Je veux au moins être défrayée. Après, à plus long terme, c'est une question de motivation. Ça dépend du contexte. Aller la jouer au congrès « alcoolisme et travail », oui je veux être payée. Dans d'autres cadres plus militants, je peux la faire gratuitement.

Nicolas Lepin et Gaspard Heysch[2]
Contrevent
18 Novembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ?
Nico :
On est 3 travailleurs dans l'équipe. Autour il y a un CA composé de 5 personnes, qui a un rôle consultatif.
On mène une recherche-ation depuis janvier 2013. À l'origine, on était 6, issu-e-s de parcours universitaires différents (ingénierie, science po, archi, médecine, …). On s'est rassemblé pour deux raisons :
- on voulait se co-former à l'animation et à l'éducation populaire politique ;
- on avait tou-te-s des colères et envies d'action sur l'université. On dressait le constat que l'université sert aux puissants, que c'est un lieu de reproduction sociale largement utilisé par l'industrie, l'armée, les classes dirigeantes pour former des jeunes à intégrer un système dominant, sans les éduquer politiquement (sauf à la marge).
Après un an d'expérimentations sur la fac (accompagnement de travaux d'étudiants, d'un projet tutoré IEP-asso, de recherches collectives, animation d'événements conscientisants, …), on a dressé un bilan de tout ça.
Depuis avril 2014, on fait évoluer notre projet, ça bouge pas mal.

Le projet tel qu'il est aujourd'hui : on travaille à la construction, la reconnaissance et la diffusion des sciences et savoirs populaires. On mène plusieurs types de travaux :
- Des travaux d'études/de recherche, où on accompagne des gens (plutôt habituellement pas reconnus ou représentés dans les sphères officielles du savoir / du pouvoir) à construire et penser leur action.
- Des actions de formation pour des associations, des travailleurs de la recherche, sur diverses questions (accompagner une recherche populaire, parler d'un sujet scientifique, …).
- Des actions de médiation, visant à promouvoir les sciences populaires et à questionner le rapport aux savoirs dans la société.

Peux-tu me raconter une journée de travail ?
Nico : En ce moment, c'est beaucoup de bureau… J'arrive le matin, de fais du travail administratif, j'envoie des invitations pour un atelier d'arpentage qu'on organise. J'ai ensuite une réunion d'équipe en fin de matinée pour faire le point sur les tâches qu'on s'était assigné et pour se ré-assigner du travail pour la semaine à venir.

2 Nicolas Lepin et Gaspard Heysch ont directement répondu aux questions, les réponses ne sont pas issues d'un entretien.

En début d'après-midi, je fais un entretien avec quelqu'un d'une association dans le cadre de l'organisation des rencontres d'automne.
En fin de journée j'ai un temps de travail collectif avec mes collègues sur un aspect de notre recherche-action, on va par exemple restituer un travail qu'on devait faire sur le modèle économique de la formation professionnelle, ou sur les possibilités des financement de notre travail d'accompagnement à la recherche-action par la recherche universitaire.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
Nico : Le travail des SCOP d'éducation populaire politique, du CREFAD, de Dumazedier, de Davreux, sur le projet, la participation, l'entraînement mental, la méthode
Le travail de PHARE pour l'Égalité, Cormont, Bouamama, sur les dominations
Le travail d'ATD Quart-monde sur le point de vue et la pensée des dominés
Alinsky et le travail de l'Alliance Citoyenne sur le pragmatisme
Freire, Rancière sur la pédagogie
Histoire populaire des sciences de Clifford Conner
Pour des universitaires : Bourdieu sur la théorie du PDV
L'épistémologie, la zététique du Cortecs

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?
Nico : Oui, la finalité de notre action est de renforcer des transformations sociales c'est à dire des modifications des rapports de pouvoir inégalitaires, des dominations structurelles dans la société, les métiers, les pratiques, … On souhaite particulièrement lutter contre les inégalités de savoirs, entre les groupes/classes sociales, au sein des organisations …

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
Gaspard :
On a organisé une petite formation d'une demie journée avec une association qui travaille sur un jardin de plantes médicinales avec l'université de médecine. Ils avaient besoin d'un temps de réflexion collective sur leurs relations avec la fac, qui étaient conflictuelles. On leur a proposé une sorte de TD avec une partie de cours sur l'analyse de Crozier sur les enjeux de pouvoirs au sein d'une organisation, et une partie où on a travaillé sur leur cas, en utilisant une grille d'analyse pour visibiliser les enjeux de pouvoir. Ça a super bien marché, pendant la demie-journée. Mais après on se demande si ça a vraiment servi à quelque chose. On a pas eu l'impression qu'il y avait l'envie de pousser plus loin ce type de travail. Je pense qu'on a merdé parce on aurait peut être pas du commencer par là. Je pense qu'elles avaient beaucoup besoin de s'échanger de

l'information, et de mieux se comprendre en interne avant de réfléchir à comment négocier. On aurait pu réajuster après mais on a pas pris le temps pour se revoir.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
Gaspard : Je pense qu'il faut aller vers du travail de plus long terme. On commence à construire des projet de recherche qui vont se construire dans la durée. On s'est rendu compte que, même simplement pour le démarrage, ça prend beaucoup de temps. Du coup en interne, on réfléchit à la manière de pouvoir travailler de cette manière là sans se couler financièrement.
Sinon pour avancer sur la transformation sociale, je pense qu'il faut qu'on aille vers plus de complémentarité dans le travail avec d'autres structures, je pense à l'alliance, au centre de santé, au cortecs, à Mme Rutabaga, l'Orage. Je suis persuadé qu'on peut partager des objectifs communs, pour peu qu'on prenne le temps d'en discuter, qu'on arrive à cibler nos accords et nos désaccords. Il faut qu'on essaye de monter en puissance. Si on fait pas ça, je pense qu'on sortira jamais de la micro-politique, qui permet de changer des choses localement, mais qui est justement trop locale pour transformer structurellement notre société.

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention (ex : formation, accompagnement, co-formation, recherche, …) ?
Nico : Un peu de tout ça …
On fait à la fois de la recherche, ou plutôt de l'accompagnement à la recherche, au sens ou on accompagne les gens à produire des connaissances, à analyser, à publier (rendre publiques), à rendre utile.
On fait aussi de la formation, puisqu'on transmet des savoir-faire, des méthodes (d'organisation collective, de recherche-action, …). Ces formations peuvent prendre la forme de co-formations, par exemple quand on fait un arpentage à plusieurs on apprend beaucoup du PDV des autres.
Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention ou tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe (ex : apprentissage d'une méthode, recherche d'informations, besoins de connaissances, apprentissage d'un savoir-faire, …). En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? En quoi cela t'a aidé ?

Gaspard :
Par exemple, on a fait un groupe de recherche avec l'association Fian, pour cartographier les différents acteurs locaux de l'alimentation. Ça s'est simplement traduit par une recherche d'information en allant rencontrer des gens, en recherchant des informations et en échangeant collectivement sur ce qu'on avait appris de nos rencontres. C'est un groupe de travail qui a duré quelques mois, mais ce qui est

intéressant c'est que ça a permis de questionner les modes d'action de l'association FIAN et de réfléchir à leur implication locale. Ce qui est intéressant c'est qu'on a arrêté ce travail au bout de 3 mois, mais que j'ai l'impression que ça a soulevé pas mal de questionnement chez eux.

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?

Gaspard :

On travaille pour le moment surtout avec des acteurs associatifs, qui ont besoin de questionner leurs pratiques, ou qui ont besoin d'un apport méthodologique pour produire de la connaissance sur leur travail. On commence à diversifier. Par exemple on commence à travailler sur le long terme avec un groupe qui vit dans un quartier de grenoble et qui organise de la vente de lait à bas prix pendant les marchés. C'est une association mais beaucoup moins formelle que les autres structures avec qui on a bossé auparavant.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Qu'elle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?

Gaspard : Oui on parle pas mal de posture, on parle notamment de la manière dont on interagi avec les autres et la manière dont ça impacte notre travail. Par exemple, si on discute de savoirs avec des gens on ne va pas avoir la même attitude face à quelqu'un qui est dominant au niveau des savoirs (un chercheur, un prof, un ingénieur...) que face à quelqu'un qui n'est pas allé à l'université. Dans le premier cas, on va avoir un discours pour défendre les savoirs populaires, les savoirs profanes pour dire qu'il sont la plupart du temps écrasés par les autres savoirs (universitaires, professionnels). Dans le deuxième cas, on va chercher à contrebalancé la domination qu'on porte en nous en reconnaissant les savoirs d'expérience de la personne.

Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?

Gaspard :Je pense qu'il faut qu'on arrive à intégrer systématiquement dans un projet de recherche, les premiers concernés par le problème. Par exemple ce qui nous plaît dans le projet sur la vente de lait pendant les marchés, c'est qu'ils souhaitent créer une dynamique avec les habitants d'un quartier populaires, et les intégrer dans leur travail. Cela ne se fera pas sans eux. On trouve ça très intéressant, et on a envie de donner du temps là dessus.

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
Gaspard :Pas vraiment pour le moment. Mais ça fait partie de nos objectifs, on y travaille et on commence des projets de recherche qui vont dans ce sens.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?
Gaspard : Oui, c'est très important. C'est même notre objectif à terme, travailler avec les gens les plus concernés par les injustices et leur permettre de produire de la connaissance.

Sur le financement et ton statut

Comment est financée votre activité ?
Gaspard : On a été financé par un projet européen de recherche (PERARES) qui finance ce qu'on appelle des boutique à science, dont l'idée est d'être un interface entre l'université et la société civile pour faire des projet de recherche participative. On se retrouve pas complètement dans le concept mais le projet européen n'était pas très contraignant, donc on a quand même pu faire pas mal de choses librement.
Ensuite on fait quelques demandes de sub, et on va se lancer dans la formation.

Est-ce que votre statut (professionnel, bénévole, …) vous a déjà empêché d'agir / mis mal à l'aise vis-à-vis de vos publics ? Non

Selon toi, que faudrait-il changer ?
Il faudrait trouver des moyens pour pérenniser notre travail et pouvoir travailler sans se justifier par des projets ou des demande de sub. On a besoin de stabilité pour faire ce taf et il faut qu'on face du lobbying auprès des pouvoir publics pour qu'ils apportent du soutien à ce genre d'initiative.

Isabelle Mahy[3]
Centre de recherche sur les innovations sociales - CRISES
16 octobre 2014

Présentation

Les ateliers des savoirs partagés avec la communauté rurale de Saint-Camille

Le projet d'Ateliers des savoirs partagés a été développé suite au laboratoire rural, par le P'tit Bonheur de Saint-Camille et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), en collaboration avec le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM.
Les ateliers des savoirs partagés sont des occasions d'apprentissages, d'échanges et de discussions entre des chercheurs et des citoyens de Saint-Camille, qui sont également des acteurs terrain, impliqués dans différents organismes de développement de la communauté.
Chaque mois, deux professeurs partenaires du projet sont invités à venir co-animer un atelier avec deux acteurs de terrain de Saint-Camille. Le savoir théorique des professeurs amène un éclairage différent aux expériences et expertises issues de la pratique. Et le savoir expérientiel des acteurs nourrit les réflexions et les analyses des professeurs.

Description complète du projet :
http://recitsrecettes.org/sites/default/files/Ateliers-savoirs-partages-Description-projet.pdf
Pour plus d'informations sur les Ateliers des savoirs partagés :
http://www.recitsrecettes.org.

Objectifs universitaires

- Consolider l'expérience de développement territorial de Saint-Camille par une appropriation, une systématisation et un élargissement de la réflexion sur cette expérience et sur les perspectives qui en découlent pour la communauté ;
- Transférer cette expérience de développement territorial dans d'autres communautés de la région et d'autres communautés dévitalisées au Québec.

Je voudrais commencer avec la question de savoir si, dans ton travail, vous utilisez le terme de « transformation ».

Oui, j'ai recours au concept de transformation comme distinction d'avec le changement de type adaptatif, en matière de dynamique personnelle, collective, sociale. C'est associé à ce que plusieurs chercheurs qualifient de « courbes en U » de par la modélisation qui est souvent utilisée. L'ouvrage que j'ai publié qui s'intitule « Théorie U, changement émergent et innovation », porte exactement sur ce sujet.

3 Les passages sur fond gris sont des extraits d'un entretien mené auprès d'Isabelle Mahy par Pierre Vuarin et venant enrichir les réponses retrasncrites ici.

Synthèse de l'ouvrage, dans un article publié au sujet du livre :
http://www.acfas.ca/publications/decouvrir/2013/03/theorie-u-changement-emergent-innovation

Donc si je comprends bien, tu distingues la transformation du changement et la théorie U porte sur les processus de transformation.
Disons qu'il y a changement plus superficiel, où le système social s'adapte. On va alors parler de changement adaptatif. Quand il est question de changement profond, qui affecte l'identité même du système social, alors on parlera de changement d'ordre transformationnel. Il y a beaucoup de manières de nommer tout cela, mais cette distinction me semble assez simple, pour faire la part des choses. Et oui, les courbes en U, donc les processus de changement profond - transformationnel, portent sur la dynamique de ce changement, c'est-à-dire leurs processus.

J'ai conçu avec mon collègue Paul Carle un atelier d'une semaine qui permet de faire l'expérience d'un changement profond (ou transformation) en montant un projet qui est basé sur ce qui constituent nos plus grandes indignations. Il s'agit d'un atelier expérientiel qui prend comme modèle de référence le processus en U.
Le sensible est au cœur du processus, mais aujourd'hui, c'est un mode d'apprentissage qui n'est pas valorisé en occident. Donc nous le réhabilitons. Nous présentons ensuite ce qu'est un changement profond ou transformation, par rapport à un changement plus superficiel. Puis, nous donnons à vivre la première expérience qui consiste à procéder à une exploration réflexive de soi dans le cadre du modèle en U de Scharmer. Il s'agit de la pratique de *journaling*.
Par la suite, les participants sont invités à participer à un forum ouvert (..), ils travaillent ensuite en mode world café puis en mode design collaboratif (*design thinking*).

Après avoir lu la synthèse de l'ouvrage je comprends qu'il s'agit d'un changement de paradigme dans les processus de transformation / théorie U. Et que dans votre approche vous considérez que les hommes peuvent influencer à travers leurs actions intentionnées. Je cite : « Cette forme d'art social que constitue l'intervention – cet art de l'orchestration des conditions qui favorisent le changement – invite à la créativité ».
Influencer, oui, mais je me centre surtout sur le changement de nature émergente, c'est-à-dire dont l'issue n'est pas connue, et dont parfois le processus permettant de parvenir à une issue n'est pas connu non plus. Il faut alors esquisser des pratiques permettant de soutenir cette dynamique d'exploration.
Ces pratiques constituent les modalités d'accompagnement de ce changement

Quand j'ai écouté différents exemples du travail de CRISES sur l'innovation sociale, les interventions ont l'air simple et un effet positif à portée de main. A travers mon expérience dans un quartier défavorisé à Grenoble, je suis moins optimiste. Souvent, je suis découragée de l'influence des actions / projets face à des problèmes tellement structurels comme le chômage, le racisme..... Est-ce que tu éprouves parfois ce sentiment ?
Je suis tout à fait d'accord avec toi sur ce point. C'est au niveau micro que, selon moi, le cœur du changement prend sa source. Du coup, une série de moyens et de décisions sont nécessaires dans plusieurs dimensions.

Est-ce que tu peux donner quelques exemples des changements de nature émergente et des "pratiques permettant de soutenir cette dynamique d'exploration" ?
Le livre que j'ai publié relate déjà quelques cas. Voici aussi un exemple très micro, tiré de l'expérience de Saint-Camille, au Québec. Le projet invitait les chercheurs du CRISES et les citoyens du village à se rassembler pour imaginer le partage des savoirs (jumelage entre savoirs scientifique et savoirs populaires). Lors de la première rencontre, tous les participants (universitaires et du village) ont parlé de ce qu'ils aimeraient bien voir se concrétiser comme espace de partage des savoirs.

Nous avons donc esquissé ensemble les buts, les intentions, les principes importants, une vision, la forme que cela pourrait prendre, et toutes les propositions ont percolé jusqu'à ce que nous en arrivions à formuler une série de rencontres qui jumelaient un chercheur et une personne de Saint-Camille autour d'un thème important pour la population du village. Chaque groupe de deux était chargé de préparer un atelier destiné à la population du village, sur un thème jugé important par Saint-Camille (comme la création de l'association avec un village malien, la coopérative, la fondation du centre culturel 'le petit bonheur', la création d'une coopérative permettant d'amener la haute vitesse au village, ce qui permettrait enfin de pouvoir travailler à distance avec internet, etc.)

Nous avions commencé aussi un travail sur les savoirs des habitants (dans le quartier avoisinant l'université) et les savoirs universitaires. Mais avant même de définir des projets en commun nous avons constaté un tel fossé entre les deux que nous n'avons pas (encore) pu atteindre cet objectif. L'un des problèmes tient au fait que les universitaires aimeraient bien "aider" les habitants mais ceux-ci ne cherchent pas forcément à être aidé mais à ce que leur savoir soit reconnu, donc la reconnaissance mutuelle de ce que chacun pourrait apporter n'était pas encore établie. Dans le cas que tu citais à Saint Camille, est-ce que cette condition de base existait ? Comment avez-vous construit les liens, la confiance ?
La confiance y était car les chercheurs du CRISES avaient été sur place pendant déjà plusieurs années à faire de la recherche, donc les habitants avaient l'habitude de voir passer des chercheurs, des étudiants en thèse, etc. et la confiance était là.
Mais si on se penche sur ces 'ateliers des savoirs partagés', le défi était grand car le

jumelage entre chercheur-citoyen n'avait pas eu lieu, l'expérience n'avait jamais été réalisée. Et la forme que ça a pris, au niveau très micro, a été longuement discutée, car il y avait des tenants de camps assez éloignés, au départ. Certains villageois voulaient une 'académie' à St-Camille, mais d'autres ne voulaient pas dupliquer ce modèle car il a de grandes limites, la métaphore n'est pas très inspirante pour un partage de savoirs. Il a fallu de longues conversations pour s'entendre sur le modèle.

Deux questions supplémentaires : comment ce projet a-t-il été financé, par qui?
Et aviez-vous développé des outils d'aide à la prise de décision car, de nouveau, selon mon expérience : les priorités des habitants dans le quartier où je travaille ne sont pas du tout homogènes, elles sont mêmes souvent opposées.

Pour les chercheurs, le financement provenait d'eux-mêmes, car ça faisait partie des activités de recherche pour les membres du CRISES. Le temps et les ressources du village étaient fournis par Saint-Camille, avec le soutien du conseil de village, du maire, etc. Le service aux collectivités de l'Uqam appuyait aussi le projet en finançant la participation d'une personne qui travaillait dans le village à organiser, animer et documenter le projet.

Un mot sur les pratiques, pour répondre à ta question sur la prise de décision. J'ai beaucoup travaillé avec les pratiques adaptées aux situations complexes, comme les world cafés, les forums ouverts, les cercles de dialogue, etc.

Peux-tu me parler un peu de comment les villageois ont compris l'apport des chercheurs et à l'inverse quel a été l'apport des citoyens aux chercheurs en termes de savoirs partagés ?
La réponse des gens de Saint-Camille a été très positive, ils ne connaissaient pas ces pratiques et ils ont beaucoup apprécié que ce soient des processus et des formats qui jouaient vraiment leur rôle d'espaces de parole. Le tout n'était pas déjà formaté à l'avance, comme on le voit trop souvent, même quand on dit avoir recours à des formules 'participatives'. C'est souvent totalement faux. Mais c'est à la mode, donc tout le monde se lance, et les dérives sont fréquentes, évidemment.

Est-ce que j'ai bien compris que les villageois étaient surtout reconnaissants de l'apport des chercheurs en termes de méthodes ?
Pour Saint-Camille, les deux groupes (chercheurs et Saint-Camillois) ont été très heureux des découvertes et apprentissages réalisés. Les chercheurs ont appris comment partager (plutôt que d'enseigner) et les gens de Saint-Camille ont appris à démystifier le savoir scientifique et à valoriser le leur. Les pratiques ont été vraiment appréciées par tout le monde (je parle de ce que j'ai apporté, je n'ai pas entendu de commentaires portant sur des pratiques particulières que les autres collègues du CRISES auraient apporté. Je crois qu'ils ont été plus traditionnels dans leur démarche. Il faut dire que

j'étais la seule chercheur en communication, et mes collègues étaient plutôt des sociologues, des géographes, des gens de travail social, bref personne qui n'était vraiment formé ou intéressé aux pratiques novatrices visant le changement complexe.

Pourrais-tu m'en dire un peu plus sur votre travail autour des "expériences sensibles" ?
Ah, oui, le sensible. Il y a des chapitres là-dessus dans le livre Théorie U, mais disons qu'il s'agit de revenir aux sens qui sont la source de l'apprentissage expérientiel. Plus concrètement, il s'agit du croisement entre l'art et l'organisation, entre l'art et la gestion, via l'esthétique (aisthesis = les sens + l'intelligence) comme véhicule pour aborder les situations complexes.
Concrètement, il s'agit de recourir à des pratiques artistiques accessibles à tous comme moyen d'appréhender la complexité d'une situation.

Je travaille avec une artiste française qui est installée au Québec, et souvent dans les cercles d'ouverture – quand on travaille en mode cercle d'ouverture – on entre dans le cercle, autrement dit au départ on n'est pas dans le cercle et on accepte chacun de témoigner en disant ce que l'on apporte au groupe. Et ça c'est déjà une manière différente de réfléchir. Et avec cette artiste, on travaille comme ça, avec un tempo qui est assez lent, qui laisse le temps à chaque personne d'exprimer ce avec quoi elle arrive, quelle est sa contribution au groupe et pendant ce temps là, l'artiste travaille avec une pelote de laine de couleur qu'elle va, au fur et à mesure de ce qui est dit au sein du cercle, nouer d'une personne à l'autre. Ce qui fait en sorte que pendant que la présentation de chacun se fait, et bien les liens physiques commencent à être représentés par la pelote de laine de couleur qui va se déplacer au fur et à mesure que l'artiste la noue autour des bras de chaise, parfois des jambes, des doigts, des mains, des poignées, ou même des chevilles des gens pendant qu'ils parlent (notamment quand on travaille avec des gens qui ont un peu plus d'ouverture préalable (rires), ce qui nous amène à une rupture de l'analyse rationnelle de la situation et nous fait basculer dans une expérience sensible. Parce que ce qui se produit à ce moment là, c'est comme une brèche qu'on ouvre, une brèche dans le réel, et l'artiste, par sa présence et par le fait qu'elle continue à nouer la laine - même quand les personnes montrent de façon tout à fait évidente qu'elles sont déstabilisées par ce qui se passe - l'artiste continuant son travail, les personnes au sein du cercle finissent par se dire "Ah bon, c'est ça qui se passe et donc, voilà ce qui est en train de se manifester". Et ce qui se passe pour chacun pendant ce moment de réflexion personnelle, c'est qu'il y a en fait un moment de dépassement de la peur. On franchit cette porte.
Le symbolique est extrêmement fort et ça permet non pas de passer des messages mais de montrer ce qui est en train de se produire au sein du groupe. Donc de travailler à l'élaboration, au tissage des gens au sein du groupe.

Je suis en train d'écrire un article pour une conférence sur l'esthétique organisationnelle, où justement, j'aborde la question de la souffrance au travail et de

moyens qui pourraient aller dans le sens d'un certain apaisement, comme l'apprentissage de la méditation jumelée à la pratique de la photographie contemplative. Si ça vous intéresse, je pourrai vous l'envoyer quand il sera au point.

J'avais pour cela conçu un atelier de 3 jours avec un artiste montréalais, permettant de vivre cette expérience. Cette courte recherche a permis de montrer qu'en 3 jours, il est possible de changer de regard, de retrouver un lien avec le vivant, donc de se relier à la vie, par les sens, via la création artistique.

Comment qualifiez-vous à CRISES ces deux interventions citées (Saint Camille, atelier avec un artiste montréalais) : s'agit-il de la formation, de l'accompagnement, de la co-formation, de la recherche ?
De la o-création de savoirs d'action

Et avez-vous mené une réflexion sur la posture / position du chercheur à l'occasion des ateliers ou plus généralement à CRISES ? Quelle est-elle vis-à-vis d'autres acteurs avec qui vous travaillez ?
Nous en avons beaucoup parlé informellement, et avec les gens de Saint-Camille, lors des premières rencontres de conception des ateliers des savoirs partagés. Mais peut-être est-ce un thème repris par des collègues à moi dans leurs publications éventuelles, je ne le sais pas (j'ai décroché du projet quand je suis partie en année sabbatique. Je vous joins les actes du colloque international du CRISES ayant eu lieu au printemps 2014)

As-tu encore envie de renforcer tes pratiques dans un domaine en particulier ? Si oui, lequel et de qui aimerais-tu apprendre ?
Oui, du côté de l'intégration de l'art comme levier de transformation. J'avais initié cela fin 2011 lors d'un symposium que j'ai organisé sur la médiation artistique et l'innovation managériale. J'ai beaucoup travaillé aussi avec des praticiens finlandais de théâtre appliqué, bref, le croisement art et travail ou création et changement reste à explorer plus avant car les artistes ont énormément à nous apprendre, tout comme je sais qu'ils apprécient énormément leurs résidences en organisation mais je crois qu'il y a beaucoup plus à explorer ensemble.

Peut-être un dernier thème à aborder : qui sont tes sources d'inspiration. Par exemples des auteurs qui nourrissent ton travail, avec quelles idées.

Edgar Morin : la complexité, le changement, l'éthique.
Michel Maffesoli : les tribus due 21e sicle, le sensible.
François Laplantine : les récits, l'art de raconter.
Francisco Varela : la cognition, l'éthique, le changement.
Bernard Émond : l'esthétique du vide (réalisateur de films, Québécois).

Merlaud-Ponty : la phénoménologie, le sensible ; et les praticiens du monde anglophone qui portent ces pratiques de changement : Meg Wheatley, Toke Möller, Ria Baek, etc. Ainsi que plusieurs artistes du courant de l'art relationnel, comme Marina Abramovic et des auteurs artistes ou chercheurs qui sont bouddhistes, car je vois là un regard sur le monde qui est très inspirant (c'est ce qui est derrière l'atelier sur la méditation et la photo contemplative), voilà pour le moment, il y en a d'autres, c'est donc à suivre quand je serai avec vous, sur place.

Ce qui soutient ou a soutenu ma pensée et qui permet de voir "là d'où je parle", donc vraiment les ancrages ontologiques, épistémologiques. Une de mes sources vraiment "souches", c'est tout le travail d'**Edgar Morin** sur la complexité : tout ce travail est absolument incontournable, ça fait partie du socle à partir duquel je pense que, on est invité à penser le monde et on est loin d'avoir compris tout ce qu'il [Edgard Morin] a proposé. Si on reprend le petit livre, qu'il avait publié je ne sais plus quand, mais qui s'appelle "les 7 savoirs nécessaires pour le 21ème siècle", je crois, on a là énormément de substance, et je me situe tout à fait dans cette lignée, je me reconnais dans ce discours là, j'y vais à bras ouverts.
Ce qui a beaucoup retenu mon attention aussi, c'est un ouvrage qu'il avait publié, je ne sais plus quand maintenant mais ça doit être autour de 1989 – 95, avec **Jean-Louis Le Moigne** qui s'appelait des **épistémologies constructivistes** ; c'était un ouvrage de 2 tomes sur les épistémologies constructivistes, et dans cet ouvrage là, principalement si ma mémoire est bonne dans le 2ème tome, Jean-Louis Le Moigne développait sur les différents types d'expertises qui sont autant de sources, donc d'épistémologies, qui servent à construire le monde. Donc, il concevait l'éducation de cette manière là, l'ingéniérie comme ça, le design, et je ne sais plus exactement quel courant de la société ou quel type d'industrie mais il y avait là des sources extrêmement puissantes qui nous permettent d'envisager, à partir d'une pensée constructiviste, qu'il est non seulement possible mais nécessaire de faire ces travaux de réaménagement en profondeur. Donc ça pour moi, ça fait partie des bases.
J'ai été aussi beaucoup influencée par les travaux de **Gregory Bateson**: il a publié, entre autres, un ouvrage, là aussi en 2 tomes, qui s'appelle "l'écologie de l'esprit" où il a développé, sur **les niveaux d'apprentissage**, alors absolument pas à partir d'une perspective qui est celle des sciences d'éducation techniciste, mais beaucoup plus anthropologique et il nous amène à comprendre tout ce qui est apprentissage de base et méta-apprentissage. Et donc, on est amené, là aussi, à entrevoir les niveaux de complexité avec lesquels on jongle, avec lesquels notre pensée est amenée à jongler, et pour moi, le fait de situer, ou en tout cas de définir l'apprentissage en tant que processus, et en tant que processus complexe, nous amène, en comprenant mieux le mode de pensée des humains, à commencer à entrevoir qu'il y aurait à apprendre différemment. Et là je rejoins Morin, il faut **apprendre à penser à partir du complexe**, ce qui n'est pas notre cas, ce n'est pas ce qui nous est enseigné. Et donc si on ne peut pas maîtriser la pensée complexe, alors que les enjeux de notre planète sont infiniment

complexes, et bien on n'est tout simplement pas équipés pour cerner, pour comprendre quoi que ce soit. Cette logique se déploie donc à partir de cette idée du complexe et de la nécessité d'apprendre à penser le complexe et va se développer après à partir de travaux, et là je pense simplement à Fritjof Capra qui a travaillé autour de la théorie du chaos, de ce qu'on appelle en anglais "connexity", donc toute la connexion en réseau et qui a été beaucoup plus appliquée par Meg Wheatley, qui est une personne qui aurait très bien pu devenir académique mais qui a décidé elle aussi de rester indépendante, et qui a, à partir de la théorie du chaos, développé des idées sur la gouvernance, le leadership et sur le travail de groupe qui nous amène dans des zones qui sont très proches finalement de ce que Scharmer, lui, va développer en termes de principes. Et c'est très intéressant, parce qu'elle remet en question toute la pensée managériale, tout ce que nous avons appris ("nous" étant la plupart des gens qui travaillons soit comme gestionnaire ou professionnel) bref, toute la pensé dominante - qu'on pourrait qualifier souvent de néolibérale, à tendance un peu sauvage, même beaucoup. Et elle souligne toutes les aberrations qu'il y a dans les savoirs qui font partie de ce que sont les programmes de formations universitaires en gestion, en management. Elle pointe vers des éléments qui pour la plupart des gens sont inexistants, c'est-à-dire qu'on ne questionne pas la pensée néolibérale quand on ne sait pas qu'il pourrait y avoir d'autres formes de pensée : on est à l'intérieur, donc on ne voit pas qu'il peut y avoir des limites à notre univers de savoirs, et donc d'autres possibilités de sortir de cet univers.
Et moi ça m'amène à dire qu'il faut vraiment réformer, à partir de cet appel d'Edgar Morin, il faudrait réformer la pensée, il faudrait par exemple que les programmes de formation en gestion soient tout à fait différents et qu'ils cessent de nous bombarder avec des impératifs fonctionnalistes vraiment étroits et qui n'enseignent absolument plus rien d'ordre philosophique ou éthique. Alors quand on sait que les gens qui sont formés, peu importe à quel niveau - licence, maîtrise ou autre - quand on sait que tous ces gens se retrouvent dans les entreprises, dans les organismes publics, privés, en ayant ce système de croyance néolibérale, ça nous pose un sacré problème. Parce que agir sur le terrain de manière à contrer ce type d'idéologie, nécessite une énergie colossale, et ça explique peut-être un petit peu, en partie, pourquoi beaucoup de gens s'y frottent et finissent par baisser les bras, découragés. Et je dirais que c'est là où moi je rattrape Scharmer en voyant bien qu'il aimerait que tout puisse fonctionner très bien dans son U, mais jamais il ne parle de la réforme du capitalisme. Il va en parler dans un autre article qui s'appelle "Les 7 point d'acupuncture du capitalisme 2 ou 3.0" je ne sais plus, mais ça reste un peu évanescent.
Alors voilà, j'ai envie de vous parler de ça parce que ça fait partie de ce qui moi m'anime, et je constate que quand on parle de changement social, on est vraiment en train de parler de quelque chose qui est le plus étalé qu'on puisse trouver ("étalé" parce qu'on parle du tissu social, on ne parle pas d'une personne, ni d'un petit groupe de personnes), mais on est souvent devant une situation où des petits groupes de personnes vont changer leur façon et de penser et d'agir, mais vont se retrouver aux prises avec un environnement qui lui, ne change pas. Et souvent dans une entreprise,

une organisation, un organisme peu importe la forme organisationnelle, mais quand on a un mode de gouvernance et des règles qui ne permettent pas d'exercer un **leadership** disons **"participatif"**, quand on n'est pas une coopérative, il y a d'énormes limites au potentiel réel du changement. Alors il faut quand même que ça se sache aussi, parce que moi ce que je vois principalement dans la littérature nord-américaine autour des travaux de Scharmer et compagnie ou de [Peter] **Senge** par exemple, Senge qui est beaucoup plus à la source de ça : on a la même pensée c'est-à-dire qu'on peut tout réformer, mais **jamais on ne parle du système capitaliste**, jamais on ne remet en question ce qui est le plus fondamental et ce qui fait marcher notre société, toute la base des échanges marchands etc, on ne questionne pas cette existence là. Scharmer parle des points aveugles, et bien je pense que ça c'est vraiment le gros point aveugle qu'il a lui (!) et tous les gens qui travaillent comme ça. Et donc, il me semble qu'on ne peut pas en rester à cette vision rassurante. Il a une vision très rassurante, il a une vision inspirante, il donne beaucoup d'espoir, et ça, il faut faire attention, parce qu'on crée des attentes qui après ne peuvent certainement pas être comblées si on ne remet pas en question tous les "échafaudages" qui tiennent le système en place. Si on ne parle pas de l'importance des banques, si on ne parle pas de tout ça, on ne fera pas ce changement là. Alors je pense qu'il y a une réflexion importante à faire.

Glen Millot
Fondation Sciences Citoyennes
1er Octobre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Extrait de leur site
La Fondation Sciences Citoyennes a pour objectif de favoriser et prolonger le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun.
Elle se donne notamment pour objectifs :
- L'accroissement des capacités de recherche et d'expertise de la société civile, des forces associatives, consuméristes, syndicales et citoyennes. Nous appuierons la constitution d'un tiers secteur scientifique, répondant mieux à des besoins sociaux et écologiques croissants et négligés par les orientations scientifiques dominantes, qu'elles soient le fait de l'État ou de l'industrie privée.
- la stimulation de la liberté d'expression et de débat dans le monde scientifique, l'appui aux lanceurs d'alerte et le développement de controverses publiques et de « forums hybrides » sur les enjeux à forte technicité scientifique. Loin des peurs frileuses des interventions du public et des logiques technocratiques, le pluralisme et la controverse sont la source non seulement d'une meilleure exploration des mondes possible et, partant, de meilleures décisions, mais aussi d'une appropriation active des connaissances scientifiques par le public.
- de promouvoir l'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques. Nous favoriserons la mise en débat public des politiques publiques en matière de recherche, de technologie et d'organisation de l'expertise. Nous mènerons également l'analyse vigilante des nouveaux dispositifs délibératifs qui se multiplient afin de soutenir ceux qui favorisent une véritable démocratie technique.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

Est-ce que vous parlez de transformations ou changements dans vos pratiques ? Est-ce que, à travers ton travail tu essaies d'y contribuer ? À quoi en particulier ?
On en parle dans des temps formels de travail collectif (WE stratégiques, …), on réfléchit à la stratégie globale de nos actions.
Plus ponctuellement, la question se pose dans les choix d'avec qui on travaille / accepte de travailler. Par exemple, est-ce qu'on travaille avec les LABEX ?

C'est assez implicite, on œuvre pour la transformation sociale, en particulier :
→ pour une démocratisation des choix scientifiques et techniques (actions politiques). Par ex : ateliers scénarios (travail méthodologique) pour transformer les acteurs et co-construire entre acteurs concernés.

→ pour une légitimation du « tiers secteur scientifique » (associations, citoyens, syndicats, usagers, ...), comme acteur à part entière de la production de la connaissance. On ne se situe pas forcément dans les rapports sociaux (pas directement), mais on mène une réflexion sur les modes de communication, de construction, de délibération, …
On est plutôt sur des changements institutionnels (lois, …), de réseau, intellectuels. On a peu de capacité d'action sur le terrain (et ce n'est pas forcément la sensibilité des administrateurs, qui sont plutôt des chercheurs, des gens de labo, pas de la rue). Ça joue sur les modalités d'actions.

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.
→ Ex : un projet avec des paysans et le Réseau Semences Paysannes. L'idée était : transformer la législation sur les semences (question du catalogue de semences, défini par des industriels qui restreignent les diversités, pour mieux contrôler le marché).
Marge de manœuvre des acteurs concernés : utiliser des semences pour de la recherche, sans vendre.
La FSC a eu un rôle d'animation et de coordination entre les acteurs, par son expertise sur la recherche participative et plus globalement sur le sujet.
Pour le coup, c'est un peu raté car la législation n'a pas encore changé…

→ Un autre exemple : les lanceurs d'alertes.
On a soulevé le besoin d'avoir une loi pour protéger les lanceurs (contre les représailles, les sanctions) et permettre le traitement des alertes.
En été le groupe des verts a mis cela à l'ODJ du Sénat, puis on a fait une de nos campagnes les plus intenses. Les gens se sont intéressés au sujet, ça s'est médiatisé. 3 lois ont été votées en 2013, ce qui est positif, même si elles manquent d'ambition.
Autre problème : éparpillement des alertes (environnement, santé, …) : besoin de connections/cohérence.
En parallèle on travaille sur les expériences à l'étranger, pour donner des idées chez nous. Par exemple on pense à construire une maison des lanceurs d'alerte (pour les protéger/accompagner après le lancement, accompagnement psy car ils sont souvent fragilisés, juridique/recours au droit, …).

→ Un autre exemple : Horizon 2020, le programme de recherche de l'Europe.
Le programme SwafS (Science with and for Society) existe en partie grâce à nous (plaidoyer avec les députés européens, les commissaires, les réseaux, …). Dans les faits, pas mal de gens veulent changer les choses de l'intérieur, on les appuie de l'extérieur.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?
Il y a énormément de paramètres, c'est compliqué…
→ Plus de transparence dans les décisions ?
→ Encadrement des lobbying ?
→ Plus de moyens, pour faire plus de choses ? On a plein de projets sous le coude… on est très sollicités (sans forcément de financement), par des organismes politiques, des lanceurs d'alertes, …

→ Ce qui fonctionne encore assez mal : la communication avec les chercheurs. C'est le plus gros écueil. Il y a vraiment un repli corporatiste qui est assez effrayant. Les institutions de recherche sont vraiment dans le *mainstream*, courir après le high-tech, l'innovation technologique, … *greenwashing*, *socialwashing*, mais ça ne va pas plus loin. Quand on leur parle des intérêts de la société, ils rigolent…
La recherche a été très fragilisée ces dernières années (marchandisation). Des fois ça arrivent qu'ils s'y intéressent et nous sollicitent (ex : INRA-PACA).

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention : formation, accompagnement, co-formation, recherche, … ?
→ Oui, via les savoirs du tiers-secteur scientifique, pour légitimer d'autres formes de savoirs / de production. Nous travaillons à construire un réseau, des rencontres, … mais c'est difficile de formaliser. C'est plutôt par des projets plus isolés qu'on agit. Il n'y a pas vraiment de recherche sur ces savoirs. On travaille aussi sur l'évaluation (de ces savoirs).
→ Par l'animation sur des projets de sciences participatives (PICRI, Chercheurs-citoyens : des dispositifs avec d'autres rapports aux savoirs, liés au terrain).
On a une posture multiforme : évaluation, expert, accompagnement, …

Raconte une-des expérience-s récente d'intervention où tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe (apprentissage d'une méthode, recherche d'informations, travail des asymétries, besoins de connaissances, apprentissage d'un savoir-faire, …). En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? Quel effet sur toi ?
Un exemple : atelier-scénario (issu en fait des « open awareness scenario workshop » au niveau européen). C'est un dispositif qui catalyse la collaboration.
- 0/ Rassemblement des personnes concernées (chercheurs, étudiants, associations, décideurs).
- 1/ Construction par chaque groupe d'une version utopique, un scénario sans contrainte.
- 2/ Présentation, sans retours critiques, pour comprendre le PDV des autres.
- 3/ Travail d'animation (repérer les mots-clefs, demander de valider la liste, puis voter pour 2 mots clefs).

- 4/ Répartition dans les groupes/ateliers thématiques (en cherchant une forme de représentativité).
- 5/ Définir un but final pragmatique, éventuellement les barrières à lever.
- 6/ Présentation et choix des activités prioritaires.
En gros, des personnes concernées ne se connaissent pas le matin, et repartent avec un projet commun à la fin.

On a du modifier/adapter selon les situations. Par exemple, à Lyon, on l'a fait sur la santé, avec pas mal d'acteurs différents (médecins, acteurs sociaux, infirmiers, collectifs d'associations de quartier, collectifs d'handicapés). On a proposé 3 types de pratiques plutôt que 3 métiers (recherche, pratique, médiation) en laissant les gens se répartir selon la posture qu'ils voulaient tenir, et ça a très bien marché.
Après, difficile d'évaluer, car en fait ça commence avant, et se prolonge après (c'est un processus au long cours).

Autre exemple, les conférences de citoyens : dispositifs délibératifs / décisionnels. Là, ça va plus loin : des citoyens lambda tirés au sort sont amenés à délibérer sur une question assez technique.

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?

Oui, ce serait utile, aller plus loin dans les méthodologies. Ce n'est pas une priorité mais si on a l'occasion de le faire, pourquoi pas.

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?
Avec des acteurs de la recherche, des acteurs publics, des organisations de la société civile, des réseaux, des bailleurs.

Parmi les acteurs suivants, tu n'en n'as pas cité certains . Pourquoi ?
--Les personnes en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires : via les ateliers scénarios (associations de quartier parties prenantes), mais au même titre que d'autres associations mobilisées. Des paysans sur certains projets.
-Les professionnels de l'éducation populaire / de la transformation sociale : oui, mais pas d'application directe dans nos actions.

Est-ce que vous parlez de / travaillez sur votre posture dans ta structure ? Qu'elle est-elle vis-à-vis des acteurs avec qui vous travaillez ?
Oui, notamment on se pose la question : quel est notre affichage ? Avec qui on travaille, entre des acteurs qui se combattent parfois ? On n'a pas encore été « blacklisté » ni par

les militants ni par les chercheurs. Si tu vas loin tu ne fais plus rien avec personne… On a pu avoir une certaine prudence à propos des gens avec qui on travaille : jusqu'où on va ? Un exemple, on met Dr sur nos cartes de visite, pour gagner en légitimité. Encore un fois c'est plutôt du côté des chercheurs qu'on a des difficultés. Avec la société civile : pas de problème.
Une chose importante : on n'est pas anti (anti-OGM, anti-nucléaire, …) mais on a des alliés qui le sont. On revendique de faire entendre ces voix, que la mise en débat ait réellement lieu.

Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?
On a beaucoup contribué au développement des PICRI, du programme Chercheurs citoyens, … mais il n'y a pas de pérennisation des projets ! Il faut réfléchir à mettre en place des plateformes d'échange territoriales, des moyens dédiés à la collaboration, sans logique de projet, avec des moyens financiers.

Sur le travail en mixité de classe sociale, avec les personnes directement concernées

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire, en prise directe avec des processus discriminatoires / inégalitaires ?
[…réflexion] si on le fait c'est anecdotique.
Je ne sais pas si ça a un sens pour nous, on n'a pas vraiment de compétences. On a déjà du mal à cibler notre public prioritaire (qui est le monde de la recherche et la société civile organisée).
Dans le passé, il y a eu des débats entre actions plaidoyer / actions de terrain… le premier a été priorisé.

Peux -tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec ces publics ?
Une association de hip-hop. On était médiateur, on n'a pas trop su conserver leur participation. L'idée c'était qu'on co-construise ensemble. Il ne sont pas restés très longtemps dans le groupe de travail qui cherchait à évaluer de façon non marchande les pratiques culturelles. Je pense qu'il y avait clairement un problème de légitimation, avec des chercheurs en face. J'ai eu un rôle de médiation (diplomatie) très important, faire attention que les chercheurs gardent patience, traduire, reformuler, … pour que les autres ne s'arrêtent pas au terme. C'était vraiment intéressant.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec ces publics ? Comment ?
Oui dans l'absolu, non pour le moment, car on n'est pas capables de le faire. On a déjà du mal à ce que les chercheurs écoutent les associations, alors qu'ils écoutent les gens…
Dans l'absolu, par exemple la conférence de citoyens, on tire au sort les participants sans exiger de connaissances sur le sujet. Au contraire, des participants déjà impliqués sur la question peuvent être récusés. Là, il faut pouvoir appareiller les gens, travailler

des modèles de communication différents selon les gens, … Faire travailler un ouvrier sur les nanotechnologies… ce travail d'acculturation est au-delà de nos compétences pour l'instant.

Sur le financement et ton statut

Non abordé, mais ils sont financés par la FPH, par la fondation de France sur des projets, ainsi que par des projets européens, et d'autres appels à projet.

Priorisation

Parmi les pistes sur lesquelles agir que nous avons évoqué (financement, travail sur les méthodes, les postures, avec d'autres acteurs, …), par ou faudrait-il commencer ?
Il y a tellement de choses à faire… je suis plus sur une grille d'opportunité que de priorité. C'est plutôt pragmatique.

Benjamin Vial
Laboratoire Pacte et Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore).
10 novembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ? Comment êtes-vous organisés ? (brièvement)
- Une équipe essentiellement composée de chercheurs en sciences humaines (sociologie, science politique, philosophie…).
- Champ de recherche = politiques sociales.
- Une analyse de l'action publique du point de vue des destinataires des politiques publiques, c'est-à-dire à partir des discours, pratiques, expériences, opinions des personnes ciblées par les dispositifs publics.
- Une approche de l'action publique par le non-recours, phénomène qui renvoie à la situation de toute personne qui - en tout état de cause - ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services, à laquelle elle pourrait prétendre.
- Une méthodologie de recherche proche du terrain, en lien direct avec les acteurs des politiques publiques, avec le souci de rendre possible et opératoire un croisement des regards et des savoirs.

Quelles sont vos grandes influences ? Par quelles idées est nourri ton travail ?
Découverte de l'approche sociologique par Pierre Bourdieu, notamment sur la reproduction sociale, les différents types de Capitaux, et la violence symbolique.

Pas d'inscription dans une Ecole de pensée, me semble prématurée par rapport à mon itinéraire personnel, et n'a pas nécessairement de sens à mes yeux.
Cela étant dit, différentes influences :
- Sociologie compréhensive, sociologie de l'expérience (WEBER, DUBET)
- Interactionnisme (GOFFMAN, BECKER)
- Philosophie du sujet (RICOEUR, DESCOMBES)
- Approche biographique, histoires de vie, pensée par cas
- Sociologie des ruptures, tournants, bifurcations
- Production des inégalités, reproduction sociale
- Sentiment de justice et d'injustice, représentations sociales, opinions politiques

Je pourrais être tenté de me réclamer de l'Ecole de Chicago mais au final je m'inspire de certains travaux sans véritablement mobiliser les méthodes à leur juste valeur. Il pourrait y avoir un côté démagogique de se réclamer de telle ou telle école par effet de style, sans par exemple réaliser une véritable immersion ethnographique. J'ai pour ma part construit un protocole méthodologique hybride, afin d'entrée sur le terrain et de construire ma question de recherche à partir de plusieurs points d'entrée. Par exemple, je travaille sur des territoires ruraux et urbains et j'ai plusieurs niveaux de

questionnement : l'expérience et l'opinion des jeunes, les représentations et pratiques des travailleurs sociaux, l'offre publique de droits et de services destinée aux jeunes, la production des parcours sociaux…

Ma formation à l'IEP-Grenoble a été un détricotage assez douloureux (mais peut-être salutaire ?) de ma relation au politique. Arrivé avec une conscience politique, un goût prononcé pour l'analyse critique, et certaines idées, la scolarité à l'IEP a déconstruit mon rapport au politique jusqu'à presque le vider de son sens. C'est sans doute nécessaire mais ca peut être vécu de manière assez violente. Les cours peuvent véhiculer une relation froide, technique, et distante au politique. On touche à beaucoup de domaines - et ça peut avoir du sens - mais en même temps on s'éparpille, on se perd, c'est difficile de trouver une continuité. J'ai parfois eu le sentiment de m'égarer, de perdre le sens de ma présence, d'oublier les raisons qui m'avaient amené à m'engager dans une scolarité en science politique.

Un master (Progis – Études d'opinion Marketing Médias) qui nous a formé aux études quantitatives, avec des enseignements approfondis et de qualité, mais très peu à l'approche qualitative, ce que j'ai beaucoup regretté, tout en ayant conscience que ce type de formation s'apprend davantage par la pratique sur le terrain, en réalisant ou en participant à des recherches. Je crois que le master a évolué et donne désormais plus de place au quali.

C'est avec l'Odenore et grâce aux membres de l'équipe que j'ai renoué avec les raisons politiques et intellectuelles qui m'avaient amené à entrer à l'Institut d'Etudes Politiques.

Sur les publics, et les transformations sociales recherchées :

Avec qui travaillez-vous ?
Ma recherche porte sur les parcours sociaux des jeunes peu ou pas diplômés ni en emploi ni en formation ni dans le système scolaire. Je pars du constat qu'ils ne recourent pas nécessairement aux dispositifs publics destinés à les accompagner. Je cherche à comprendre ce que nous disent ces situations de non-recours et m'intéresse aux processus de retour vers les dispositifs publics.

Je travaille sur trois terrains différents :
- Grenoble et ses quartiers prioritaires (particulièrement La Villeneuve)
- Pays voironnais, un territoire plus rural, assez vaste et divers
- Vizille et alentours, un territoire dit de montagne

J'ai construit ma recherche avec un travail exploratoire auprès de professionnels en contact avec les jeunes : des conseillers en mission locale, des éducateurs, des animateurs, des travailleurs sociaux de proximité.

Je travaille désormais davantage à partir du point de vue et de l'expérience des jeunes, c'est le cœur de mon approche.

Il m'est difficile de dire ce que je peux apporter aux jeunes que je rencontre, avec qui je fais des entretiens. Ce serait à eux d'en parler. Certains posent beaucoup de questions et interrogent ainsi la raison sociologique de ma présence en face d'eux, c'est-à-dire au final les raisons sociales et politiques pour lesquelles ils se retrouvent objet de recherche ! C'est la réponse sociologique au sociologue : d'où tu viens ? Que fais-tu ? T'es payé ? Par qui ? Combien ? Tu travailles comment ? Ca va servir à quoi ? Tu m'embauches ? T'as pas du piston ? Etc… Bon, ce n'est pas toujours le cas, et poussé à ce point ce même plutôt rare, ce n'est pas la majorité qui manifeste un intérêt direct et spontané pour ce que je fais. J'ai donc plusieurs niveaux de discours.
Quand j'en viens à dire où je travaille, à savoir à l'Université, la plupart du temps, ils ne cherchent pas à en savoir davantage.
Karine : ça les inhibe ?
Oui, c'est vrai que ça ferme un échange plutôt que ça ouvre.
Karine : sont-ils dans des situations de rupture par rapport à l'enseignement ?
Oui, assez souvent, dans un rapport conflictuel ou distant à l'Ecole. L'université n'est pas un monde qui fait sens. Il ne suscite par pour autant de rancœur, la discussion s'arrête simplement.

D'une façon générale, lorsque j'arrive vers les personnes j'essaie d'en dire le moins possible, pour ne pas créer de biais supplémentaire : ceux du travail de recherche universitaire ou de la question de non-recours par exemple. Si j'arrive en disant je suis payé par la Région pour bosser sur les jeunes décrocheurs qui n'ont pas de travail, ne veulent plus retourner à l'Ecole et ne sollicitent pour autant pas les dispositifs publics, c'est évident que ça biaise les choses, on interprète tout de suite le truc par rapport à la norme et à l'écart à la norme.
Ceci dit, je ne veux pas non plus faire mine de prendre les gens pour des idiots, c'est un équilibre à trouver. Je commence par dire que mon travail c'est d'aller à la rencontre des jeunes pour avoir leurs avis, leurs expériences sur ce qui peut exister ou ne pas exister pour les accompagner dans leurs parcours. Je valorise le côté passeur de parole parce que c'est efficace mais surtout parce que j'y crois, c'est le parti pris de ma recherche, ce qui n'implique pas de ne pas prendre de distance avec ce qui est dit !

A la fin de l'entretien, certains disent que c'était intéressant mais je me demande à quel point ils le pensent vraiment, c'est-à-dire dans quelle mesure ca a pu être utile ou intéressant pour eux ou si c'est seulement par convention qu'ils le disent. Ceci dit, interroger son propre parcours et sa logique sociologique, ça ne va pas nécessairement de soi, ça peut donc susciter des réactions. Après je ne peux pas dire ce que les personnes en gardent. J'incline plutôt à penser que la situation d'entretien restera pour

eux anecdotique.
Quelques personnes me disent en cours d'entretien que les échanges leur font réaliser des choses, qu'ils analysent mieux pourquoi tel ou tel pote a cette situation, pourquoi ils ont fait tel ou tel choix, ou qu'ils se sont retrouvés dans telle ou telle situation. Il arrive qu'on me remercie pour l'échange. Cette dimension qu'on pourrait peut-être qualifier de conscientisante n'est pas l'objectif premier de la méthodologie mais c'est intéressant de voir que le questionnement que je propose aux personnes les amène parfois vers ce type de réflexivité, et d'analyser en retour les raisons de l'apparition ou de la non-apparition de cette dimension selon les entretiens et les profils sociologiques. J'ai d'ailleurs pour intention de demander lors de notre seconde rencontre ce qu'ils pensent de la démarche, ce qu'ils en retirent si c'est le cas, en précisant que c'est important pour mon travail d'avoir leur véritable avis aussi là-dessus!

Il peut y avoir une certaine violence dans l'approche sociologique, notamment par rapport aux dévoilements des mécanismes de reproduction sociale, et par rapport à toute forme de déterminisme en général. Ça peut être le cas si l'on dit à une personne fils d'ouvrier ou d'employé que les fils d'ouvriers ou d'employés sont davantage susceptibles de devenir eux-mêmes ouvriers ou employés voire aujourd'hui d'être au chômage. C'est pareil par rapport au diplôme et à tout un tas d'autres variables. Ce type de constat sociologique vient dire que les possibles et impossibles sont en partie délimités à l'avance, ce qui de plus entre en contradiction avec l'idéologie du mérite, valeur cardinale de l'institution scolaire. Et là non-plus je ne veux pas faire de misérabilisme, les déterminismes, les empêchements concernent tout le monde mais les formes et les échelles ne sont pas les mêmes.
J'ai la conviction que l'expérience sociologique peut être conscientisante pour sa dimension réflexive mais je ne veux pas nier non plus que pour des jeunes qui ont quitté le système scolaire avant l'obtention d'un diplôme et suite à des relations distantes ou conflictuelles avec l'institution scolaire, la question de la reproduction sociale peut avoir un côté plombant et violent. Je pense que c'est important à amener, que c'est un lieu d'émancipation et en même temps ce n'est pas si évident que ça. Il ne faut pas oublier que c'est un âge de la vie où l'on est sommé de faire des projets, de construire son avenir, d'être un être en devenir.

Si l'on renverse le raisonnement précédent, on pourrait aussi dire que ce sont les termes qui sont mal posés, au sens où ils induisent qu'il existe des positions sociales préférables et d'autres moins enviables, et que cette hiérarchie de valeur fait consensus… D'une certaine façon, cela revient à naturaliser les formes prises par les parcours sociaux et les raisons qui les sous-tendent, en partant du principe que les personnes souhaitent être mobiles socialement et aspirent à l'ascension vers des positions tenues pour plus hautes. Mais comme mentionné à l'instant, les « fictions » sur la mobilité sociale, la méritocratie, l'ouverture des possibles sont au cœur des valeurs enseignées par l'institution scolaire. De ce fait, et dans une certaine mesure, les personnes sont

amenées à les croire, à y adhérer, et à les suivre. J'ajoute que ce type de relativisme revient à invalider l'esprit critique sous couvert du refus ou de l'évitement de toute forme de jugement sur les manières de vivre et de penser préférables et préférées.

Au niveau de la méthode, je fais un premier entretien avec les jeunes où ils me retracent leurs parcours. Je m'intéresse à leur rapport à l'école, aux institutions, au travail, à la formation, aux droits sociaux. J'essaie d'avoir des éléments sur leurs conditions de vie, sur leurs projets s'ils en ont…J'aborde aussi leurs opinions et expériences des institutions d'insertion comme les missions locales ou Pôle Emploi. L'entretien dure généralement 1h30, parfois moins, jusqu'à 3h d'autres fois. Je vais réaliser en janvier le deuxième entretien avec les personnes que j'ai déjà rencontrées. J'aurais plusieurs objectifs :
- Analyser leurs parcours depuis notre première rencontre.
- Les réinterroger sur certains points pour voir s'ils ont évolué, notamment dans leurs rapports aux institutions, aux droits sociaux...
- Leur proposer un récit de leur propre trajectoire, écrit à partir des propos tenus lors de notre première rencontre. Le récit d'une histoire revient à une mise en ordre d'évènements, de cadres, et de contextes qui rendent intelligibles une trajectoire. Là-aussi, l'écriture sociologique peut avoir quelque chose de violent, au sens où les mots, le discours, vient capter, articuler, ordonner des choses en leur donnant un sens qui, nécessairement, est discutable. Je souhaite donc que les personnes discutent le récit par un autre, socialement situé, de leur propre parcours. La construction du récit, courte par nécessité méthodologique, visera notamment à discuter certains moments identifiés comme charnières, notamment l'arrêt de la scolarité, le temps de non-recours, le retour vers une institution, et d'autres éléments qui varient selon les personnes interrogées.
- Leur proposer de réagir à partir de quelques verbatims sélectionnés au sein de mon corpus et concernant d'autres personnes qu'elles-mêmes. Ces extraits d'entretiens auront été choisis à dessein pour interroger mes interprétations sociologiques et comprendre le positionnement des personnes interrogées à partir de situations qui ne les concernent pas directement. C'est aussi une manière de susciter la discussion des personnes sur elles-mêmes via autrui.

A travers cette méthodologie d'enquête participative, je souhaite que les personnes qui font le matériau sociologique, les enquêtés, aient l'espace pour dire ce qu'elles pensent de l'interprétation sociologique de leur propre vie et de la démarche en tant que telle. J'espère rendre possible les conditions de cette expression, ce qui je dois l'avouer reste une inconnue pour moi. C'est aussi une manière d'enrichir l'analyse que je fais du matériau sociologique. Au-delà, c'est une voie pour questionner l'historicité des parcours, c'est-à-dire en l'occurrence l'idée même qu'une vie puisse être mise en mots à des fins sociologiques.

Si l'on souhaite parler de transformations sociales, l'approche par le non-recours peut y participer au sens au sens où elle propose un regard sur une réalité sociale qui ne va pas

de soi, à savoir que les personnes éligibles à des droits ou des services n'y recourent pas nécessairement. L'approche par le non-recours vient pointer des situations qui ne sont pas envisagées. C'est par-là une manière d'interroger l'offre publique, les pratiques professionnelles, les raisons qui font que des droits existent mais ne rencontrent par leurs publics.
Dans les représentations et les pratiques des travailleurs sociaux, ca peut générer des changements. C'est par exemple le cas si l'on prend le retour que m'a fait une conseillère en mission locale, me disant que suite à notre entretien, elle interrogeait désormais les personnes qui auraient été susceptibles de venir plus tôt sur les raisons pour lesquelles elles ne sont finalement pas venues avant. Ce qui n'est pas sans poser de questions sur la façon d'aborder le non-recours et le retour au recours dans la relation d'accompagnement, notamment si cela est pris sous l'angle normatif, sous-entendu tu aurais dû venir plus tôt, pourquoi ne l'as-tu pas fait, la société te demande des comptes. Ce n'était pas le cas mais ca pourrait être un des risques.

Est-ce que ça lui permet de découvrir des situations ou des réalités sociales qu'elle ne soupçonnait pas ?
Oui effectivement, ça permet de créer un espace pour lever des non-dits s'il y en a et si la personne souhaite en parler. J'insiste là-dessus parce que ça ne peut être à mes yeux une injonction à parler, c'est une manière d'ouvrir les espaces pour qu'elles puissent s'exprimer, de façon à mieux les comprendre et donc in fine mieux les accompagner.

Est-ce que ça permet de les intégrer et de les traiter différemment ?
Je n'ai pas assez de recul là-dessus, ce n'est pas à moi de le dire. Je pense qu'en soi l'idée est justifiée indépendamment des effets qu'elle peut avoir, au sens où elle ouvre un espace d'expression pour l'usager. Pour être honnête, vues les contraintes des travailleurs sociaux et les modes de fonctionnement des institutions, je pense que les effets potentiels de ce genre d'attitude ont tendance à se noyer dans la masse.

Au fond, peu de place est laissée à la critique de l'offre publique, de ce qui est proposé aux personnes pour les accompagner, des droits et des services que dispensent les institutions publiques. On est dans l'administration d'une sollicitation que l'on assimile à un besoin, qu'on traite suivant des standards préétablis, la sollicitation devenant demande, et la demande trouvant une réponse dans les cadres de l'offre préexistante. C'est là où c'est intéressant de questionner les raisons qui amènent les personnes à (ne pas) ouvrir les portes d'une institution (ou à les refermer), pour restituer ainsi la complexité et la diversité des logiques d'action et de pensée. C'est là aussi où la question du non-recours fait rejaillir de la critique, permet de se décaler du système d'administration des droits et des services en rendant visible des besoins insatisfaits et des insatisfactions sur les réponses qui sont proposées si tant est que ces réponses existent. De manière générale, sont pris en compte des problèmes pour lesquels on a déjà une solution, les « autres » problèmes sont tus, et de ce fait rendus invisibles aux

yeux de l'institution et non-reconnus par les normes sociales.
C'est un mode de résolution pragmatique des problèmes sociaux, n'est visibilisé que ce qui est pris en compte par l'administration, c'est-à-dire les questions pour lesquelles on a une réponse prête, toute faite pourrait-on dire. C'est la naturalisation des besoins sociaux et l'évacuation de la teneur critique, qu'elle soit exprimée ou exprimable dans l'offre publique ou à l'extérieur, c'est-à-dire en situation de recours ou de non-recours.
D'une certaine façon, l'institution se prémunit contre l'apparition des conflits. Lors des AIRA, on a abordé à certains moments la dimension politique du travail social, sans doute pas assez. Quand on parle de dimension politique, on pense tout de suite aux grands enjeux politiques et sociaux face auxquels on s'estime souvent bien impuissants. J'aurais aimé que l'on aborde davantage la politisation dans le cadre de la relation d'accompagnement, c'est ça aussi la dimension politique du travail social, comment à un moment donné la relation n'est pas seulement le traitement pragmatique d'une demande ou d'un problème mais aussi l'ouverture d'espaces de discussion et de critique sur le « problème » lui-même, le fait qu'il en soit un, ses causes, ses conséquences, les solutions qu'ils rencontrent en l'état de l'offre publique, l'appréciation que l'on peut en faire… Au lieu de faire disparaître les conflits, cette politisation de la relation tient compte de cette conflictualité, crée les conditions pour que l'usager s'exprime, et donne ainsi les moyens de faire quelque chose de cette critique, notamment pour ce qui est de l'amélioration de ce qui peut être proposé aux personnes. Reste à voir la disposition des institutions à ouvrir ce type d'espace, la volonté des différents acteurs en présence à y contribuer, et la véritable force ou faiblesse opératoire de ce type de dispositif.

Je comprends que les transformations sociales attendues concernent l'administration et sa réaction et son adaptation aux remontées d'informations que procurent ta recherche, plus que des transformations chez les jeunes.

Sur les postures et les représentations :

Mon rôle de chercheur est effectivement de faire remonter des situations rendues invisibles par le système et donc tues, de les rendre intelligibles, et de dire en quoi elles interrogent le système en lui-même dans ses fondements et ses normes de fonctionnement. Au-delà, ce qu'en font les acteurs ne m'appartient pas. Je veux dire par là que ça me dépasse largement. Je ne veux pas être démagogique là-dessus, en disant que c'est le regard du sociologue qui peut changer les choses, il y a une question de volonté politique. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si certaines institutions accepte la présence des sociologues quand d'autres y sont plus réticentes. C'est en soi une forme de biais méthodologique.

Ça ne me dérange pas de parler de posture pour le chercheur. Le mythe de la neutralité axiologique, s'il a son utilité, n'est pas à prendre au pied de la lettre de mon point de vue. Je disais justement que j'avais souffert de l'apprentissage d'une science politique

aseptisée. Une posture n'est pas nécessairement mauvaise si elle est fondée, justifiée, si elle peut s'expliquer. Et au-delà, aussi bon soit le chercheur, je ne crois pas qu'il puisse se dessaisir de sa part de subjectivité. Mieux vaut alors l'assumer, tout en s'attelant à sa déconstruction.

Je vois mon rôle de chercheur comme un passeur de parole, comme un, agent de la circulation et de la mise en discussion des savoirs dans différents mondes sociaux. C'est particulièrement le cas pour les jeunes que je rencontre qui n'ont pas toujours droit au chapitre. En même, j'essaie de ne pas déformer, instrumentaliser, surinterpréter leur parole, ce qui prête toujours à discussion avec l'interprétation sociologique. Après, ce que devient cette parole, ce que les acteurs en font ne m'appartient pas.
Les chercheurs n'échappent pas non plus au risque de l'instrumentalisation, appelés à parler dans différents lieux, à représenter le savoir académique, et au final à parler au nom des autres. C'est une position que je voudrais récuser, même si je suis bien obligé de constater que les personnes, selon leurs positions, sont plus ou moins convoquées et autorisées à parler selon les lieux… On peut parfois s'interroger sur les raisons ou intentions qui amènent les arènes publiques et politiques à convoquer la recherche, et au final ce qu'elles retiennent et en retirent.

Quel est le cadre méthodologique de cette posture ?
Il se fonde beaucoup en réaction à un discours courant sur la recherche et les chercheurs, qui sont perçus et vendus comme des inventeurs, des faiseurs de concepts. De mon point de vue, on n'invente rien, c'est le matériau qui parle, et l'interprétation que le chercheur en fait. Les concepts associés à des auteurs peuvent naître de parole d'autres personnes qu'ils auront eu la chance de rencontrer à un certain moment. C'est parfois le cas lorsque un entretien arrive à point nommé pour éclairer un point aveugle ou opaque du raisonnement. D'où vient qu'on prête au chercheur cette capacité, qu'on lui accorde ce pouvoir ? C'est sans doute à interroger du point de vue du rapport entre savoir et pouvoir, du point de la configuration de la hiérarchie des savoirs qui amènent les uns à parler pour les autres et parfois à s'en arroger les bénéfices. Il ne faut pas non plus se tromper sur le réel pouvoir de la sociologie aujourd'hui, c'est plutôt un questionnement autour de sa fonction/son rôle dans la production et la circulation des savoirs légitimes, dans la reproduction des logiques de pouvoir.

Sur l'université
Le positionnement scientifique de l'Odenore, très en lien avec le terrain et les acteurs, est parfois critiqué au niveau académique. La méthodologie de recherche s'avère pourtant fertile à plusieurs niveaux. Elle fait partie de l'identité de l'équipe, de ce qui nous réunit dans notre projet collectif. La notion de « chercheur engagé » pose problème à certains qui partent du principe que les relations entretenues avec le terrain peuvent être compromettantes du point de vue scientifique, préjudiciable à la qualité et à la justesse de l'analyse. Philippe Warin, le responsable scientifique de l'Odenore, a une

formule que je trouve très juste et percutante : « Des chercheurs engagés ? Oui ! Engagés dans leur objet », c'est une manière de dire que ce type de méthodologie permet de construire des rapports resserrés avec les acteurs et le terrain pour recueillir un « autre » matériau, et d'en faire un usage qui répondra à l'interpellation politique à l'intention de la recherche. Être dans une certaine proximité avec les acteurs, ce n'est pas nécessairement se dispenser d'une analyse critique et réflexive, au contraire. C'est aussi une bonne manière de croiser les savoirs, de travailler les théories, d'imaginer de nouvelles méthodologies…

Je voudrais revenir sur comment la recherche que tu conduis a une action dans les processus de transformations sociales.

Je peux te parler d'une expérience qui s'inscrit dans l'idée de transformation mais qui aujourd'hui est un peu dans le creux de la vague, qui, à court terme et pour l'instant, a échoué. J'ai proposé à un jeune que j'ai rencontré en entretien de travailler avec moi. Il était passé par tous les dispositifs jeunes qui existent et était très critique sur la place réservée aux jeunes par rapport aux droits sociaux. Notre entretien a duré trois heures, il s'est beaucoup questionné, était très curieux par rapport à la dimension politique de mon travail de recherche. Je me suis dit que son regard sur d'autres parcours de jeunes serait intéressant et je lui ai proposé de les analyser avec moi : je pensais avec lui co-analyser quelques entretiens, en les anonymisant bien entendu. L'idée lui plaisait beaucoup, notamment dans la perspective d'être formé à l'analyse. Sans dénier cette motivation, j'ai précisé que c'était bien son regard à lui qui m'intéressait, en valorisant l'idée qu'il puisse y avoir des savoirs d'expérience venant enrichir et discuter les savoirs plus académiques. C'est aussi une manière de lui faire parler de lui à travers les autres.

Le problème c'est que les jeunes que je rencontre sont ni en emploi ni en formation ni dans le système scolaire, ce n'est pas évident de s'engager sur une relation de travail de plus long terme. Mettons par exemple qu'il trouve un travail ou qu'il reprenne une formation, ce qui, en l'occurrence, est arrivé. Derrière ça, c'est la question de la valorisation à sa juste valeur du travail de participation des personnes. Juridiquement et financièrement, je n'ai malheureusement pas les moyens de faire un contrat, de le payer. Je peux l'inviter à manger mais ca ne rime pas à grand-chose et ca peut ne pas être bien perçu. Il y a tout un débat sur la rémunération du travail des enquêtés. Beaucoup pensent que l'argent biaise la relation d'enquête, celle-ci devenant « intéressée ». Mais la relation d'enquête n'est pas désintéressée, au sens où les enquêtés ne sont pas captifs ou passifs et peuvent poursuivre leurs propres fins à travers la participation à l'enquête. C'est vrai en même temps que certaines personnes sont prêtes à donner de leur temps par gentillesse ou convention. Mais qui risque-t-on de manquer ou de quelle méthodologie se prive-t-on si l'on refuse par principe d'introduire l'argent dans la relation ? Et au-delà de l'intérêt financier, c'est aussi la reconnaissance par l'argent d'un travail dont on estime qu'il mérite salaire. Je n'ai pas d'avis tranché sur la question mais j'observe que c'est parfois un frein et je pressens que ca pourrait dans certaines conditions être un levier.

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?

Avec quels types de savoirs travailles-tu ?

-Savoirs académiques

Les attendus académiques se situent aussi et peut-être d'abord en rapport aux savoirs académiques (positionnement épistémologique, mise en discussion théorique, apports scientifiques…)

-Savoirs professionnels

C'est par les savoirs professionnels que je suis entré dans mon terrain et que j'ai construit mon objet de recherche. J'ai réalisé une grande phase exploratoire par le biais d'entretiens non-directifs avec les travailleurs sociaux. L'idée était de construire ma question de recherche en comprenant la façon dont elle se pose (ou ne se pose pas) sur le terrain, à travers les représentations et pratiques professionnelles. Comment les institutions et les professionnels pensent (s'ils le font) et se saisissent du non-recours ?

-Savoirs d'expérience

C'est le cœur de mon approche, j'en ai déjà parlé à plusieurs moments.

Je pourrais ajouter que la méthodologie du croisement des savoirs ne peut se soustraire à une réflexion sur la re-hiérarchisation des savoirs. L'intention de dé-hiérarchiser les savoirs ne doit pas nous voiler la face sur la façon dont les rapports de pouvoir se recomposent, se reconfigurent. On revient aux relations entre savoirs et pouvoirs. Que signifierait la dé-hiérarchisation des savoirs ? Qu'il n'existe plus de hiérarchie donc plus de domination et de rapports de pouvoir entre les savoirs ?! Je n'y crois pas. Le savoir continuera de servir à positionner les personnes entre elles.

Lors des AIRA, un représentant d'usager a parlé du risque d'instrumentalisation politique et de la dimension éthique du travail de représentation des précaires lorsqu'on en est soi-même un. Alors que l'idée était de se défaire autant que possible des étiquettes des uns et des autres pour croiser les savoirs, on a pu voir que certains étaient habités par la fonction politique qu'ils occupent, qu'ils étaient en représentation politique, rompus à la production d'un discours normé, préfabriqué. Ceci dit, les effets de censure ou d'inhibition par rapport à la critique de sa propre fonction concernent tout le monde…

Pierre Vuarin
Université Internationale Terre Citoyenne – UITC
20 Novembre 2014

Parle-moi de ta structure et de ton action en général

L'UITC : comment êtes vous organisés? Que faites-vous ?

J'ai été impliqué dans la création de l'UITC qui a été portée par un ensemble de personnes et d'organisations sociales et d'ong issues de l'Alliance Internationale Terre Citoyenne. Pour créer un tel projet international, cela a pris plusieurs années de vérification de l'intérêt et de sa pertinence. L'idée est apparue réellement en 2006, à l'occasion d'une session de l'Alliance Internationale Terre citoyenne. Un premier processus de construction et de reconnaissance dans ce projet UITC s'est fait jour à partir de 2010-2011. En 2102 a été formalisée l'association internationale UITC.

Quelle est la forme d'organisation de l'UITC ?

Une Charte a été élaborée. Elle définit les valeurs , les motivations, la vision et le projet de l'UITC

Une association facilitatrice UITC, afin de construire un instrument collectif, au niveau international, qui se décline au niveau international / national / local.

Un Comité promoteur. 8-9 membres avec des personnes de différents continents qui constitue le centre d'animation du processus de construction de l'UITC

Un Comité socio-scientifique (CSS) en construction d'une vingtaine de membres actuellement. Il réunit des leaders sociaux qui s'intéressent à la question de la recherche/ pédagogie / formation et des scientifiques/intellectuels qui s' intéressent au changement social . Ce comité se met en place. Il aura comme fonction de proposer des thèmes et des méthodologies de travail, des projets pouvant dynamiser et orienter l'UITC. La participation au CSS doit aussi favoriser la prise d'initiatives là où les personnes se trouvent (organiser une recherche action, proposer une initiative de travail local ou international),. Les membres de CSS doivent aussi jouer un rôle en matière de publication d'articles, de livres (en particulier existe un projet de collection de livres/cahiers de 32 pages « l'important et l'essentiel » qui vont être mis en ligne et aussi édités en plusieurs langues , comme « Des contributions aux communs de la connaissance pour le 21 ème siècle »)

Des pôles / chaires UITC se sont mis en place au cours des deux dernières années , en s'appuyant dans certains cas sur des structures universitaires (ex : Chaire Terre Citoyenne à Valencia), ou sur des ONG et organisations paysannes (pôle UITC Afrique), sur un mixe d'organisations sociales et de secteurs de l'Université en Equateur, des universités qui établissent des conventions avec l'UITC comme en Colombie. C'est une nouvelle tendance d'avoir des universités entières qui signent des conventions avec l'UITC afin de créer de nouveaux espaces de travail au niveau international et aussi afin de favoriser un travail avec la société civile et les mouvements sociaux locaux. Au Brésil,

nous avons un pôle UITC lié à l'université de Lagès et aussi un pôle en construction avec l'ENFOC, qui est l'école de formation du mouvement paysan Contag. Il y a d'autres pôles en construction au Vietnam, en Algérie, en Argentine, au Guatémala, au Chili. La tendance actuelle et nouvelle est aussi d'établir des conventions de travail entre mouvements sociaux et UITC (Forum Mondial des Pêcheurs, organisations paysannes d'Afrique , d'Amérique latine, Association des Populations de Montagnes du Monde). De la même manière d'autres universités devraient signer dans l'année venir une convention de travail avec l'UITC afin de favoriser la création d'espaces de travail local ou international (Recherche action internationale par exemple)

Au delà des pôles/chaires, il existe des ong, des centres de formation membres de l'UITC qui réalisent des formations et se reconnaissent dans le projet de l'UITC. Ils participent à l'UITC de différentes manières : Catalogue et plate-forme UITC de formations en ligne, participation aux échanges entre actions de formation et aux dynamiques de certification participative que nous désirons vous présenter maintenant.

En effet, un processus de certification participative a été mis en place, sur la base du raisonnement suivant : nous avons un patrimoine commun de formations, d'actions transformatrices qui nous semblent des éléments très intéressants de transformation sociale fortes, qui touche à des changements transformationnels, systémiques. Comment les valoriser , favoriser un échange, un enrichissement en s'appuyant sur ces expériences ? C'est à partir d'une grille de questionnement et de réunions associant les différents acteurs impliqués dans ces actions de formations qu'ont été engagées plusieurs démarches de certification participative UITC :

Le questionnement utilisé touche les thèmes suivants :

- Nature des publics visés
- L'origine et la nature des savoirs mobilisés
- Quelle pédagogie ? Quel rapport enseigné /enseignant et son évolution ?
- Quelle prise en compte de démarches attentives à l'approche de la complexité des situations ?
- Quel travail sur l'intelligence intuitive, les émotions
– En quoi l'activité de formation vise la transformation sociale ?
- Quelle évaluation de la formation : diplôme ? Valorisation ?

Il existe aussi un site web et une plateforme de formation. On a mis en ligne plusieurs cours. Mais c'est encore minime. Un catalogue de formation a été constitué qui représente un premier patrimoine d'une trentaine de formations.

L'uitc a aussi lancé des processus de recherche-action au niveau international. C'est le cas avec la participation d'Agro Paris-tech et l'Ecole d'Agronomie de l'Université Polytechnique de Valencia concernant la thématique des systèmes agraires et du changement climatique. Des projets de recherche action sont envisagés ou déjà travaillés sur les communs, les semences paysannes, l'alimentation des villes, les démarches/méthodes. Ils visent des changements profonds, transformationnels des situations et des personnes. L'idée est de pouvoir collecter des informations localement et de pouvoir en même temps réfléchir localement et internationalement.

A l'occasion de sessions Terre Citoyenne, L'UITC (en alliance avec d'autres acteurs) créée des moments de restitution à un niveau international d'un travail de collecte et d'analyses réalisé à un niveau local dans différents régions du monde. Cela a été par exemple le cas concernant le thème des communs à l'occasion de la rencontre Terre Citoyenne à Guérande en France en 2013.
Une idée est apparue lors de la dernière réunion à Medellin (Colombie) sur l'intérêt de repérer des laboratoires sociaux de transformation sociale dans différents endroits de la planète afin de les mettre en lumière, de mieux s'inspirer et s'enrichir de leurs démarches et afin de constituer des éléments de narratifs de cette transition possible et en marche.

Qu'est ce qui vous rassemble et vous porte ?
Ce qui rassemble les promoteurs du projet ce sont quelques idées que l'on retrouve aussi dans la charte de l'UITC. Tout d'abord le constat que le type de modèle dominant actuel nous conduit dans le mur. Cela nécessite donc d'opérer des changements profonds (que l'on qualifie de systémique..) dans toutes les parties des sociétés, au sud comme au nord et avec tous les secteurs et pas seulement avec une petite élite. Le défi est énorme. Cela demande de travailler sur les conditions, les démarches, les méthodes pour favoriser ces changements profonds, systémiques...
C'est une question centrale qui est partagée par les initiateurs de ce projet.
Il y a une deuxième idée : la nécessité d'agir et penser en complexité . Cela n'est pas si facile au delà du fait de la dire...Mais cela nous semble important. La troisième idée est de lutter contre toutes les « enclosures » des connaissances et de promouvoir des connaissances issues de la rencontre subversive de savoirs assujettis locaux et universels. La quatrième idée est l'importance aussi de prendre en compte les émotions et de favoriser un travail sur le futur qui émerge des situations. Enfin la cinquième idée est de favoriser une rencontre de connaissances et savoirs différents portés par des acteurs provenant de l'Université, des mouvements sociaux et de l'éducation populaire, de la société civile.

À la base, c'est aussi un long processus, au sein de l'alliance Terre-citoyenne de maturation avec des organisations variées. Des acteurs sociaux, des ONG, des chercheurs, travaillaient sur la formation de leaders sociaux. Ils se sont aperçus qu'il y avait un grand patrimoine d'expériences mais qu'il était difficile de les faire vivre, de développer des processus de formation intéressants avec les moyens existants.
On observait que l'éducation populaire avait le vent en poupe en Amérique latine, mais qu'en Europe les acquis se perdaient (même si ça ré-émerge actuellement). On s'est dit que ce serait intéressant d'avoir une ombrelle au niveau international, pour faciliter les échanges entre ces démarches d'action, de pédagogies face au processus de mondialisation. Il fallait être à ce niveau la. Au sein de l'alliance Terre Citoyenne, il y avait beaucoup de production de connaissances qui servaient à l'action, mais qui

étaient dévalorisées par rapport à d'autres savoirs universitaires mis en avant. Il fallait donc valoriser ces types de savoirs, valoriser aussi les processus d'action/ formation les plus importants, les plus intéressants face aux grands défis qui se présentaient au niveau international.

Quelles sont vos grandes influences ? Quelles idées nourrissent les actions ?

Paulo Freire pour Enfoc (Brésil), le travail avec les organisations indigènes en Amérique latine, les références sur les formations civiques/sociales (école populaire aux pays-bas), la référence à Saul Alinski, celles aux luttes non-violentes (l'IECCC, la lutte du Larzac, la transformation positive de conflits), la pédagogie de l'action portée par la jeunesse agricole catholique et aussi les mouvements d'action catholique. .

De plus, on s'est rendu compte qu'il fallait aussi se tourner vers les Universités qui bougeaient. Des rencontres ont eu lieu au Vietnam, au Chili, Cela a été très important.

Cela nous a montré la possibilité de mobiliser des acteurs des universités. La rencontre entre des savoirs universels marginalisés, mis de côté mais qui détiennent souvent une dimension historique (des savoirs universels assujettis) et des savoirs locaux , singuliers, spécifiques mais réels, (et qui sont aussi assujettis) est souvent subversive....Elles donnent assurance aux acteurs locaux qui les saisissent à leur manière, pour en faire des moyens de résistances, d'alternatives concrètes ou de propositions plus à moyen terme.

Sur ton action, dans les processus de transformations sociales

À quelles transformations travaillez-vous ?

Je prendrai un exemple : une référence un peu forte avec le pôle Afrique. C'est par exemple un processus de formation-action qui a été réalisé par l'Adepa (assoc de dvpt de la Pêche artisanale en Afrique de l'Ouest) et qui s'est déroulée sur 10 pays pendant 3 ans, avec une volonté d'aller vers des actions transformatrice des situations. Le changement qui s'est réalisé a touché les personnes mais aussi les groupes. Il a touché les gens « en formation » mais aussi des formateurs, et des personnes associées dans la coordination nationale des formations et des projets d' actions conduits. . Il y a eu un processus pédagogique, partant de la réalité des gens, de visites et rencontres de terrain, de partage d'émotions (avec des rapports d'étonnement) d'échanges et de construction de savoirs utiles pour l'action de ces différents acteurs.

Les actions de formation menées avec cette méthode ont provoqué des changements de regards réciproques sur les pratiques des pécheurs, des mareyeurs et des transformateurs.

Ce sont des processus de transformation, au niveau des individus, des changements de représentation. Les gens prennent conscience que les poissons croissent, qu'ils ont été juvéniles et qu'il ne faut pas les pêcher quand ils sont jeunes. En ce moment, Ils n'ont plus de ressources halieutiques à commercialiser. Ils sont donc sensibilisés à ce problème. C'est la que se passe le lien entre le niveau individuel et collectif.

Raconte-moi une expérience récente d'intervention censée transformer quelque chose, qui a fonctionné / qui n'a pas fonctionné.

Par exemple, à partir de ce processus de formation, il était prévu à la fin d'identifier des actions dans chaque pays à mettre en œuvre. Par exemple : reprise au niveau national de pratiques décidées localement (limitation de la taille des filets par exemple) . Un autre exemple de changement d'attitude , dans certains pays concernés, les mareyeurs impliqués dans cette formation refusent maintenant d'acheter les poissons juvéniles. Ou alors sur la question de la réduction des filets, l'exemple de certaines pêcheries du Sénégal où, avec un grand travail de sensibilisation, de mobilisation a créé la conscience que cela était possible et efficace.

Quel est le rôle de l'UITC ?

Dans ce projet, pour le monter, l'organisateur (Adepa) a invité des personnes qui faisaient partie de l'UITC en Afrique, en Europe afin de discuter de ce processus pédagogique. On est venu à plusieurs, avec nos expériences. On a discuté. Cela a modifié le projet initial négocié avec le CCFD et l'AFD. Cela n'a pas été simple, mais ils l'ont modifié. Ils ont un peu intégré le U-process, ils ont mélangé les trois groupes (Pêcheurs, transformateurs, mareyeurs) dans la formation, ils ont travaillé la question des langues, …

Que faudrait-il changer pour que tes/nos actions renforcent d'avantage les processus de transformations sociales ?

Le fait de valoriser les acteurs locaux, de les prendre en compte, de prendre en compte leurs expériences, les limites de leur expérience, les problèmes qu'ils ont, de les faire exprimer. Ce qui a été très fort en Afrique de l'ouest c'est qu'ils se retrouvent à regarder d'autres expériences ensemble, et de partager ensemble leurs réactions, leurs surprises. Ce travail était très important, de co-sentir, de co-percevoir des choses.

Un autre point important : le processus d'invitation, de convocation, a été très important, porté par les organisations de pêcheurs qui se sont impliquées .La démarche utilisée a bousculé un peu les « intervenants » qui étaient prévus. Ces experts, professeurs, ont apporté des connaissances mais sur la base d'un premier travail de terrain auquel ils ont participé . Ces intervenants ont aussi appris, ils se sont posé des questions qu'ils ne se posaient pas d'habitude.

Un autre point important est de savoir après avoir changé sa vision de la réalité, avoir appris de nouvelles choses, comment ne pas perdre cet élan,. Il est important de cristalliser ce désir de changement sur quelque chose de concret, qui permet d'unir la main, le cœur et l'esprit comme le dit Otto Sharmer(le rédacteur du ivre sur la théorie U). Comment peut on tout de suite agir, de manière pragmatique pour faire le premier pas, pour pouvoir faire des erreurs rapidement afin de les modifier ….en ne restant pas seulement à l'expression d'une volonté transformatrice générale sans point d'appui ? C'est une préoccupation aussi de ce type de formation visant la transformation. Après ,

souvent il faut prototyper des exemples de changements (créer de véritables laboratoires sociaux) et favoriser un déploiement dans la société avec des changements politiques, en particulier...

Sur les savoirs, dans les processus d'émancipation

Est-ce que vous travaillez sur les savoirs dans vos pratiques ? Comment qualifiez-vous votre intervention (ex : formation, accompagnement, co-formation, recherche, …) ?
L'UITC est très composite. Elle s'appuie sur des expériences variées...
Dans le cas de la Chaire Terr Citoyenne à Valencia … celle-ci s'appuie sur l'infrastructure de l'université : l'idée est d'ouvrir sur les savoirs différents : les mouvements sociaux, la société civile. Ces savoirs peuvent rentrer à l'occasion de conférences, mais aussi par l'invitation de personnes, par le témoignage, par les ateliers locaux sur le terrain, par l'implication des étudiants à l'étranger, …).

Sur le projet de recherche-action avec AgroParis-Tech avec L'UPV de Valencia, des étudiants espagnols et français vont aller sur le terrain pendant plusieurs mois afin d'analyser les systèmes agraires, les logiques paysannes, la logique des acteurs de terrain. Ils vont aussi analyser de quelle manière les paysans s'adaptent aux effets du changement climatique. A l'issue de ce travail, un atelier sera organisé à Paris , juste avant la COP21 (négociation sur le climat au niveau international) . Il réunira les acteurs de terrain, les étudiants, les professeurs encadrant cette formation et ces stages, afin de faire une synthèse globale, rassemblant ces connaissances et ces savoirs divers au niveau international.

A Valencia il y a aussi la volonté de s'ouvrir sur des savoirs scientifiques mais marginalisés, assujettis. C'est le cas par exemple, des travaux sur les OGM et les pesticides qui sont marginalisés à l'UPV de Valencia. Les professeurs et certains étudiants ne supportent pas l'idée d'un débat sur ces thèmes. S'appuyer par exemple sur les travaux du Criigen, qui a un travail d'accumulation remarquable sur ces sujets leur était insupportable. Cela a été l'objet de débat et aussi l'occasion de faire rentrer dans l'université d'autres savoirs assujettis, ceux de paysans, techniciens confrontés aux effets des pesticides par exemple.

Raconte une-des expérience-s récente-s d'intervention ou tu as mobilisé des outils pédagogiques pour travailler les savoirs au sein d'un groupe. En quoi cela a-t-il aidé le groupe ? En quoi cela t'a aidé ?

Par exemple, il a été organisé par l'UITC des journées de travail « Terre Citoyenne » : un temps d'échanges, de formation réciproque, et de diffusion des connaissances sur le thème des communs.

Il y a eu plusieurs éléments de méthode très importants :

- D'une part en amont, la collecte d'études de cas, à dimension multiples (ECADIM). C'est un texte qui raconte une expérience, en profondeur, avec les limites et les succès, mais aussi qui est relié avec des photos, des interview, des images qui l'illustrent . Il y a eu aussi la collecte, de manière plus synthétique, de fiches-expérience. En amont il a été fait ce travail de collecte, de mobilisation des textes, avec un accompagnement, et la référence à un texte de questionnement sur les communs. Il a été mobilisé une 40 aine d'études de cas.

- Après la démarche générale a suivi « processus U » . Cela durait 4-5 journées et se déroulait à Guérande. Dans ce processus la, il y avait 2 journées de visite de terrain, avec un temps d'expression de surprises, de réactions, de ressentis. Cela a a été déterminant. La participation était large : des pêcheurs du nord du Canada, des pêcheurs africains, des membres d'organisations paysannes, des représentants d'organisations indigènes, quelques chercheurs, des membres d'ONG, d'Amérique latine, d'Afrique, de Chine, d'Inde, du Vietnam, d'Europe... Et puis il y avait aussi les paludiers de Guérande. Ce temps de terrain, d'atelier-rencontre, a permis de créer les conditions d'ouverture de l'esprit et du cœur pour les participants. Au départ, les gens étaient très mobilisés pour faire leurs exposés, parce qu'ils avaient beaucoup travaillé. Ils voulaient exposer. Ce n'était pas classique de faire ce détour par les visites de terrain. Ça a été déterminant pour permettre de prendre pied dans ce territoire, pour toucher à quelque chose du local, permettre de se découvrir mutuellement, de s'apercevoir aussi que cette réalité pouvait être vue de manière très différente, et de se rendre compte que les gens, même en France, font encore des choses artisanales avec aussi beaucoup de plaisir et d'enthousiasme. Cela a été la base du succès de ces rencontres.

- Après il y a eu un retour sur la question des communs : 2-3 interventions réalisées de manière centrale sur cette question des communs, en rappelant des éléments historiques et le renouveau d'aujourd'hui. Et cela s'est passé de façon très intéressante, parce qu'il y avait eu cette période de prise de contact, de rencontre. Si nous étions rentrés directement dans cette question « conceptuelle » des communs, cela se serait bloqué certainement.

- Il y a aussi l'implication du corps, des émotions. Il a été demandé aux participants d'apporter du sel de leur pays. Celui-ci provenait des mines, de lacs d'altitude, de la mer … Il a été organisé une marche du sel (écho à la marche du sel de Gandhi) avec de la musique locale (biniou, harpe celtique, accordéon), prés de la jetée. C'était magnifique et émouvant. Il a été organisé une cérémonie de mélange des sels du monde et de dispersion dans l'océan. … C'était un moment symbolique qui était très fort. Cela a créé un sentiment d'appartenance commune, de se sentir relié entre nous mais aussi avec la nature, la mer.

- Dans la dernière partie de la rencontre, il a été essayé de récolter les réflexions, engagements, projections, projets concrets des participants. Ceci n'est pas toujours facile. On a souvent tendance à vouloir globaliser alors que les résultats sont aussi au niveau de chaque personne participante.

As-tu besoin de renforcer tes pratiques pédagogiques ? Penses-tu que d'autres pourraient renforcer les leurs ? Que faudrait-il faire ?

Il y a des pratiques pédagogiques assez fines, qui sont intéressantes en matière d'animation. Mais la question à se poser, est plus générale à mon sens : à partir d'un événement de 5 jours, ou d'une formation, ou à travers une action revendicative ou de résistance, comment, en prenant en compte des entrées multiples, développer des processus qui vont toucher à des changements profonds ou systémiques ?

Ça c'est le grand objectif. Pour avancer dans ce sens, le projet de l'UITC a en particulier comme objectif de repérer des lieux, des démarches qui développent des processus de changement profond.

Il nous semble important de repérer des points de méthodes qui sont forts, de les mettre en lumière. Je pense que l'on peut s'enrichir beaucoup de cela.

Quel diagnostic à la base ? Besoin de rencontres entre les acteurs ?

Il existe des pratiques d'éducation populaire en France et en Europe, mais qui sont assez faibles et touchent peu de gens. Il y a, par ailleurs, la question de la production de connaissances.

La qualité de la rencontre est essentielle. Je pense que créer les conditions de la rencontre entre deux personnes ou d'un groupe est un acte subversif. Relier les personnes, les acteurs , les thèmes, les projets , les démarches avec une qualité de relation entre les personnes est générateur de beaucoup de changement.

Sur les publics, les postures et les représentations

Avec qui travaillez-vous ?

- Le projet de L'UITC a été porté par des leaders, qui ont été très désireux de cette création. Il a été privilégié les liens avec les mouvements sociaux. A l'heure actuelle, des conventions sont signées au niveau international entre l'UITC et, par exemple , le Forum

Mondial des pêcheurs, la Contag (Brésil), l'Association des populations de montagnes du monde. (APMM)
Il y a une ouverture aux étudiants qui s'ouvrent sur la dimension sociale, qui veulent aussi créer des dynamiques de rencontres de savoirs.
- On n'a pas directement de liens avec les entreprises. Bien qu'il y ait des processus multi-acteurs qui impliquent les entreprises (comme les filières alimentaires). Par exemple avec le forum mondial de la banane : producteurs, syndicalistes, travailleurs, grands producteurs, exportateurs, distributeurs. Les animateurs sont très liés avec nous. Ils se trouvent eux-mêmes dans des rapports de force, de négociation, d'alliance.
- Les chercheurs ?
oui de fait, avec des chercheurs qui sont dans des universités ou des centres de recherche.
- Les acteurs publics ?
L'UITC en tant que telle, je ne vois pas trop, non. Localement, les gens sont amené à travailler avec les pouvoirs en place, pour des soutiens financiers.
Les militants associatifs ?
Oui, le monde des ONG.

Ce qui est vraiment important pour l'UITC, ce sont les processus multi-acteur, les démarchespour agir et penser dans la complexité des situations et la prise en compte des émotions et des sentiments.

Parmi ces acteurs, faudrait-il mettre en place des choses avec certains ? Quoi et comment ?
Des modes de coopération, avec des moyens financiers, entre les mouvements sociaux, les chercheurs (ou autres universitaires, étudiants) et les ONG. Ce triptyque est essentiel pour nous afin de favoriser ces rencontres de savoirs et les acteurs qui les portent. Par exemple, ceci peut être le cas à partir de processus de recherche-action. Mais il faut être attentif au fait que ce type de recherche action n'est pas simplement guidée par l'université (sinon ce sont les intérêts et les logiques des universitaires qui priment).

Sur le travail en mixité de classe sociale

Est-ce que vous travaillez avec des personnes de classe populaire / en prise directe avec des discriminations / inégalités ?
Il y a deux niveaux.
Au niveau d'initiatives internationales, on est avec les leaders, qui sont très lié avec leurs organisations mais qui sont déjà aguerris sur des rencontres avec des gens variés.
Après il y a un travail qui peut être fait avec des leaders locaux, nationaux, de terrain, qui ont moins de temps disponibles.

Peux -tu me raconter un raté / une réussite en travaillant avec eux/elles ?

[…] je vais te donner un exemple de raté qui est un peu périphérique à l'UITC. C'est la confrontation avec des logiques différentes. C'est une expérience qui intéresse l'UITC.

Ceci concerne la situation des pécheurs autour du lac Victoria. On a fait un montage pour mobiliser de l'argent de Carrefour Espagne et Italie, d'Elior, Gelazur...et afin de créer un fond de développement local pour impulser l'aquaculture, pour éviter la pression. Sur la ressource. La collecte de quelques centimes par Kg de perche vendu a ben marché ; Collecter l'argent : ça a bien marché.

Après il y a eu une grande difficulté de Carrefour, d'Elior de comprendre les logiques de développement. Ils voulaient piloter les choses d'en haut, depuis Paris ..On a organisé un atelier rencontre de terrain. Cela a permis de résoudre quelques problèmes , mais Carrefour n'est pas venu. .

Un autre exemple : en Inde, on a pu voir le développement d'un processus très profond de mobilisation, de développement local, avec des gens des castes marginalisées. Mais là nous avons eu beaucoup de difficultés de relations avec les animateurs qui parlent uniquement le Marashtra.. Ils sont très demandeurs d'un regard extérieur pour comprendre ce qu'ils font.

Même si on est en contact avec eux on n'a pas pu s'enrichir de leur travail, et eux pas pu s'enrichir du travail extérieur.

Selon toi, faudrait-il plus travailler avec eux/elles ? Comment ?

Je pense que la plus grosse difficulté, ce sont les personnes qui sont à la dérive au niveau international, parce qui ont perdu le sens d'une vie en communauté, de leur identité. Elles sont perdues dans des société qui se transforment très vite, avec le développement technique et un processus de marchandisation du monde Le grand défi qui est posé c'est de réussir des processus de transformation avec l'implication de la masse des personnes. Il ne faut pas seulement viser l'élite comme le fait les Universités.

Ça passe par aller à la rencontre, se mettre en danger ?

Nous sommes tous très affectés par beaucoup de choses, qui nous isolent les uns des autres. Il faut rompre cet état des choses. Cela passe par la qualité de la relation dans les processus de formation, dans les actions qui sont menées. Etablir, rétablir des liens entre les gens, des liens forts, cela est complètement subversif. Le travail de l'Alliance Citoyenne de Grenoble est particulièrement pertinent sur ce point (le travail de relation one to one). S'il n'y a pas ce type de travail sur la qualité de la relation, on ne peut pas aller très loin dans un processus de transformation.

Philippe Warin
ODENORE
23 septembre 2014

Les points de départ / les constats

L'idée au départ de la création de l'ODENORE ?
Un dispositif d'observation et de recherche pour défendre l'usage des droits économiques et sociaux acquis souvent au prix de combats : « Il y a eu un combat pour les droits économiques et sociaux, nous interrogeons maintenant leur usage ».
Le type de recherche mis en œuvre : associer les destinataires des droits sociaux pour voir les meilleures possibilités de transformation ; cette approche comprend également le transfert de méthodes, et l'ouverture d'espace de diffusion et de débat.

L'ODENORE s'inscrit pleinement dans une visée de transformation sociale, la recherche de changement est au cœur du travail de l'ODENORE. Cette transformation concerne l'utilisation des droits disponibles par les personnes qui pourraient en bénéficier et n'y recourent pourtant pas. Cette transformation concerne alors 2 types d'acteurs : les « destinataires » pour comprendre les freins et les blocages au recours au droit ; les acteurs de l'action sociale (acteurs des politiques publiques) pour changer leurs pratiques dans le but de lever les blocages que rencontrent les destinataires.

Pour cela, le besoin est pour un dispositif de recherche utile à l'action, le plus croisé possible, et où les destinataires sont intégrés. C'est une « action transformante » ; « vers le changement ».

Qui sont les « acteurs » ?

Ce sont les acteurs des politiques publiques : des simples fonctionnaires exécutants jusqu'à la haute administration de la décision politique.
On s'est rendu compte qu'on laissait une portion congrue aux destinataires ; c'est pourquoi on développe maintenant une recherche intégrée.
Il y a également l'idée d'introduire des pairs dans les dispositifs de recherches : les citoyens *lambda*, notamment sur les questions d'évaluation.
Dans les dispositifs de recherche et les échanges qu'ils entraînent, une approche par le conflit manque et serait pourtant bien utile. On manque ce qu'on pourrait appeler une « culture du conflit » ; on se trouve dans une « inexpérience à traiter le désaccord et à en tirer bénéfice » ; Une question qui se pose : « comment dégager un avis commun pour produire du changement ? ».

La question du financement est centrale : dans le cadre des commandes d'études, les équipes ODENORE imposent des méthodes. Parfois ces méthodes sont reprises par les acteurs de l'aide sociale pour peser sur les décisions, notamment dans leur confrontation avec les acteurs politiques de la décision. C'est pour l'ODENORE un ressort précieux pour trouver des relais.

Sur le financement des recherches : l'ODENORE répond à des commandes (quelle demande de changement dans ces commandes ? Quelle marge pour le changement?) par contraste avec des travaux d'étude et de recherches menés par des acteurs associatifs dont c'est l'initiative ; bien souvent, ces derniers touchent à des questions politiques sensibles, qui mettent en jeu des positions de pouvoir et donc se trouvent face à une volonté de non-changement.

L'ODENORE parvient à convaincre et à imposer ses méthodes, cette situation crée des moments de tensions et de difficultés qui sont surmontés pour parvenir à maintenir les méthodes.
Une étude en région Languedoc-Roussillon a donné des résultats qui vont sans doute être généralisés à toute la France.

Pour produire du changement, une possibilité est d'identifier des relais : ces relais se trouvent chez les acteurs de l'aide sociale qui partagent cet intérêt pour le changement car ils ne souhaitent pas un dispositif qui agisse comme un assistanat. Partageant les mêmes intérêts, ils peuvent travailler dans ce sens. C'est à un autre niveau que les blocages peuvent apparaître, au niveau de la décision politique.
Aujourd'hui, on observe une attention de plus en plus grande pour le qualitatif : au niveau des décideurs politiques, le « chiffre ne suffit plus » ; il existe une envie, de la part des acteurs de l'action sociale, de savoir ce que disent les destinataires, et de s'appuyer là-dessus pour défendre l'idée de certains changements en interne. Il y a aujourd'hui davantage qu'auparavant un « besoin de la preuve par la parole ».

Sur la question des relations chercheurs-destinataires :
Cette relation posent plusieurs problèmes : une conception utilitariste ; généralement, la faible intégration des problèmes des destinataires ; leur faible intégration à la recherche ; et enfin le faible partage des résultats.
Sur la base de ce constat, l'ODENORE propose :
- une recherché intégrée, c'est-à-dire qui donne une place aux destinataires
- la formation de groupes de « pairs », c'est-à-dire composés de citoyens *lambda*
Ces méthodes s'inspirent des « groupes de qualification mutuelle » de Suzanne Rosenberg.